

« VGE »
administre
à Jacques Chirac
une leçon
sur l'Europe

APRÈS AVOIR SOUTENU, contre la plupart des responsables de l'UDF, la candidature à l'Élysée de Jacques Chirac au printemps 1995, Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, est en passe de devenir, dans la majorité, le censeur le plus vigilant du président de la République. Déjà, le 18 décembre, il avait vivement interpellé M. Chirac en l'invitant à fixer le cap d'une politique « forte », pour que « la France retrouve la confiance ».

Il est revenu à la charge, jeudi 4 janvier, sur France 2, en critiquant le manque de netteté des orientations du chef de l'État et son incapacité à ouvrir le débat sur les grands choix de la France. M. Giscard d'Estaing met en doute l'efficacité de la politique gouvernementale pour « relancer la croissance », et somme M. Chirac d'organiser une « grande conférence de presse » pour clarifier le « projet français d'Union de l'Europe ». Il s'est, par ailleurs, déclaré décidé à quitter la présidence de l'UDF, mais seulement après que la confédération libérale et centriste aura réalisé son mité.

Lire page 6 et la chronique
de Luc Rosenzweig page 23

La mort de Claudine
Escoffier-Lambiotte

Le docteur Claudine Escoffier-Lambiotte, qui dirigea la rubrique médicale du Monde de 1956 à 1988, est décédée jeudi 4 janvier à l'âge de 72 ans.

Marginalisation
des juges d'instruction

Selon une étude réalisée à Paris, les procédures pénales sont de plus en plus utilisées. Elles conduisent à une marginalisation des juges d'instruction.

Cannabis et football

Cinq joueurs professionnels de football ont été convaincus de dopage au cannabis depuis le début de la saison. La Fédération française s'inquiète.

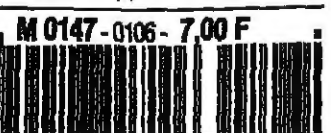
Bonne année
pour le cinéma

Le bilan économique du cinéma français est positif pour 1995. Mais les films d'auteurs ont du mal à trouver un public.

Débat sur le rôle
de la presse

Douze intellectuels se font les apôtres d'une presse qui montrerait les enjeux du pouvoir plutôt que ses jeux, qui offrirait au lecteur-citoyen les moyens de choisir plutôt qu'une accumulation de jugements.

Allemagne, 3 DM; Argentine, 8 F; Australie, 25 A\$; Belgique, 40 FB; Canada, 2,50 \$ CAN; Danemark, 220 F; Espagne, 220 PTA; États-Unis, 1 \$; France, 7 F; Grèce, 300 Dr; Hongrie, 100 H; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Pays-Bas, 10 G; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 1 S; Taiwan, 100 N\$; Thaïlande, 10 B; USA, 1 \$; USA (Hawaii), 2,50 \$.



La démission du premier ministre japonais
ouvre la voie à un nationaliste sans complexe

M. Hashimoto veut donner à son pays un rôle politique accru face aux États-Unis

LE JAPON pourrait dès la semaine prochaine être gouverné par un homme fort, nationaliste sans complexe et avocat d'une plus grande présence de son pays sur la scène internationale, en la personne de Ryutaro Hashimoto, le chef du Parti libéral-démocrate (PLD). Du moins est-ce le souhait exprimé, vendredi 5 janvier, par le premier ministre Tomiichi Murayama en présentant sa démission. Celle-ci, quelque peu inattendue, a été immédiatement acceptée par les dirigeants de la coalition au pouvoir (une alliance entre le Parti socialiste, le PLD et une petite formation centriste). Au terme d'un mandat qui aura duré 555 jours, le vieux chef socialiste (71 ans) quitte le gouvernement alors que le pays a traversé une période difficile - notamment marquée par le tremblement de terre de Kôbe, l'affaire de la secte Aum, et par une stonnie économique persistante. Le Parlement devrait désigner un nouveau premier ministre la semaine prochaine. M. Murayama a souhaité, dans le cas où la coalition serait reconduite, que



M. Hashimoto (58 ans), actuel patron du puissant ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI), lui succède. Mais à peine ce dernier avait-il fait acte de candidature qu'un rival apparaissait en la personne du chef

du Nouveau Parti du progrès (NPP), Ichiro Ozawa, qui, pour couper la route à M. Hashimoto, a demandé, lui, des élections anticipées. Elles paraissent peu probables, ce qui laisse toutes ses chances au patron du MITI.

Lire page 2

Des physiciens créent un anti-monde éphémère

SI VOUS EN CROISEZ ne serait-ce qu'une once, éloignez-vous. Toute rencontre avec l'anti-matière pourrait être fatale. A son contact, la matière ordinaire, celle dont nous sommes faits, s'annihile. Les électrons des atomes et les protons disparaissent dans un grand dégagement d'énergie dès lors qu'ils heurtent des anti-électrons ou des anti-protons. Fort heureusement pour nous, la nature a choisi son camp. Elle a depuis longtemps opté pour la matière, qui baigne tout notre univers, cernant l'anti-matière et son anti-monde à quelques niches étroites chichement offertes par les laboratoires.

Un nouveau pas vient d'être franchi à Genève dans les installations du laboratoire eu-

ropéen pour la physique des particules (CERN). Une équipe dirigée par le physicien allemand Walter Oelert et composée de chercheurs de l'IMP-KFA de Jülich, de l'université d'Erlangen-Nuremberg, du GSI de Darmstadt et de l'université de Gènes est parvenue, pour la première fois, à créer neuf atomes d'anti-matière. Neuf atomes d'anti-hydrogène. Pas de quoi faire un monde, ou un anti-monde, mais suffisamment pour mettre les physiciens en état d'agitation. Cela fait des années, en effet, que l'on tente de créer de tels atomes.

La tâche, il est vrai, n'est guère facile, même si les chercheurs, pour construire l'anti-hydrogène, n'ont qu'à puiser dans leurs boîtes de Lego atomiques. L'anti-hydrogène est le plus simple des anti-atomes. Là où l'atome d'hydrogène se compose d'un proton autour duquel tourne un électron, l'anti-hydrogène lie un anti-électron à un anti-proton. Or les physiciens des particules savent parfaitement fabriquer l'un et l'autre séparément. Ne restait plus qu'à les lier entre eux. Pour y parvenir, Walter Oelert et son équipe ont donc prélevé des anti-protons produits par le LEAR, une des installations du CERN, et leur ont fait traverser un jet de matière ordinaire faite d'atomes de xénon.

Beaucoup ont souffert de cette rencontre et ont disparu. Mais il est arrivé, « très occa-

sionnellement », qu'en traversant ces atomes de xénon un de ces anti-protons convertisse une fraction de son énergie sous la forme d'un électron et de son anti-particule, l'anti-électron. Il est arrivé aussi, « encore plus rarement », expliquent les physiciens, que la vitesse de cet anti-électron soit juste celle qu'il fallait pour qu'il se mette en orbite autour d'un anti-proton. De cette conjonction d'événements si rares est né un minuscule anti-monde de neuf atomes d'anti-hydrogène qui n'a pas survécu plus de quarante milliardièmes de seconde.

Cet éphémère va faire couler beaucoup d'encre. Car les physiciens veulent savoir si l'anti-hydrogène « fonctionne » comme l'hydrogène et, partant, si cette anti-matière, et ses constituants qui ont même aspect corpusculaire, même masse, mais des charges électriques opposées, « fonctionne » comme la matière. Cette élégante symétrie est-elle totale ? Pour le moment, il semble que non. Des défauts, des « violations » ont été observés, mais les théoriciens espèrent avec ces expériences montrer que cette symétrie existe vraiment même si, par un étonnant caprice, la nature s'est orientée, au moment du Big-Bang créateur, vers un univers de matière... très ordinaire.

Jean-François Augereau

Les affres
de la croissance zéro

C'EST L'HISTOIRE de l'arroseur arrosé ! A l'automne 1992, quand le gouvernement socialiste présente au Parlement son projet de loi de finances pour l'année suivante, l'opposition de l'époque ne trouve pas de mots assez durs pour condamner l'irraisonnable myopie dont il fait preuve. Alors que la France s'enfonce dans la récession - la plus grave depuis la Libération - la gauche continue de pavloïser, et ses experts pronostiquent, envers et contre tout, une croissance de 2,6 %.

On sait ce qu'il en advint : mal anticipé, le brutal effondrement de l'activité a pris à contre-pied la politique économique hexagonale, et les comptes publics (budgétaires et sociaux) ont été déstabilisés pour longtemps.

Toutes proportions gardées, c'est une mésaventure identique que vit la majorité actuelle. Tout au long de l'automne et jusqu'à ces derniers jours, elle s'est accrochée, bec et ongles, à des

prévisions économiques qui, de toute évidence, n'étaient plus de saison.

La gauche pourrait être tentée de retourner, aujourd'hui, l'amabilité que la droite lui servait hier : comment croire que la politique conduite par le gouvernement est la bonne, alors qu'elle repose sur un scénario économique que les experts s'accordent à juger fantaisiste ?

Le gouvernement, de fait, a tardé à prendre la mesure de la chute de l'économie. Perceptible dès la fin du premier trimestre 1995, manifeste à l'été suivant, le ralentissement a été nié pendant de longs mois par les experts du gouvernement, qui ont construit le budget de 1996 sur une prévision de croissance de 2,8 %. Cette estimation n'a désormais plus aucune crédibilité.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 12

Nicole Notat
attaque
ses opposants
au sein
de la CFDT

LES DISSENSIONS au sein de la CFDT, opposant Nicole Notat et la direction confédérale à un courant contestataire de gauche, prennent un tour plus polémique. Reprochant à M. Notat sa gestion de la crise sociale et son soutien au plan Juppé sur la Sécurité sociale, plusieurs organisations, comme la Fédération des transports et l'Union régionale d'Auvergne, ont réitéré leur demande de convocation d'un congrès confédéral extraordinaire. Dans une circulaire adressée le 28 décembre aux fédérations et aux unions régionales, la secrétaire générale de la centrale condamne des « manœuvres » qui « visent à déstabiliser la CFDT » et à créer un « courant » afin de « promouvoir les thèses de l'extrême-gauche ». « Cela fait le jeu de nos adversaires d'où qu'ils soient », affirme M. Notat.

Lire page 5

Les ambitions
asiatiques
de Ford



ALEX TROTMAN

FORD MULTIPLIE les accords de partenariat pour assurer son développement sur les marchés prometteurs d'Asie, explique son PDG, Alex Trotman, dans un entretien au Monde. Au Japon, il compte sur son association avec le constructeur nippon Mazda, dont son groupe détient 25 %, pour quadrupler ses ventes d'ici à l'an 2000 (50 000 véhicules vendus en 1995). Ford construit à Atlanta des voitures avec des volants à droite à destination des marchés australien, néo-zélandais et taiwanais. Le constructeur américain a créé en Inde une société commune avec Mahindra & Mahindra et il cherche des partenaires en Chine. Au total, Ford veut vendre 200 000 voitures en Asie du Sud et du Sud-Est à la fin du siècle contre quelques centaines aujourd'hui.

Sur un marché américain en léger retrait en 1995 (14,7 millions de voitures vendues), Ford occupe la deuxième place derrière General Motors. Sa part de marché a crû de 20 % en 1985 à 26 % l'an passé. M. Trotman estime qu'elle peut atteindre 30 %, sans faire de ce chiffre un objectif. En Europe, Ford pourrait atteindre 15 % de part de marché contre 11,5 % en 1995. Il est optimiste pour 1996 grâce aux ventes sur les marchés allemand et britannique, qu'il espère en croissance.

Lire page 13

International	2	Agenda	18
France	5	Albums	18
Société	7	Médecine	18
Carnet	9	Mots croisés	18
Horaires	10	Culture	19
Entreprises	13	Carte postale	21
Finances/marchés	14	Communication	22
Aujourd'hui	15	Radio-Télévision	23

JAPON Au pouvoir depuis juin 1994, le premier ministre japonais, Tomiichi Murayama, a offert, le 5 janvier, sa démission à la coalition au pouvoir, qui l'a acceptée. Une ses-

sion extraordinaire du Parlement pourrait être convoquée le 11 janvier afin de désigner le nouveau premier ministre, qui devrait être Ryutaro Hashimoto, l'actuel ministre de l'in-

dustrie et du commerce international (MITI). ● NOUVEL HOMME FORT du Parti libéral-démocrate, M. Hashimoto passe pour un dirigeant à poigne et un nationaliste conserva-

teur. Ce champion de kendo, un des arts martiaux nippons, a démontré ses qualités de négociateur lors des discussions commerciales menées avec les États-Unis à propos du dos-

sier automobile notamment. ● SANS ATTENDRE son investiture, il a indiqué au cours d'une conférence de presse que le temps était venu pour le Japon de « faire peau neuve ».

Tomiichi Murayama cède la place à un nationaliste conservateur

La démission du premier chef de gouvernement socialiste qu'ait connu le Japon depuis 1948 permettra à la deuxième puissance économique mondiale de jouer un rôle politique accru sur la scène internationale

TOKYO

de notre correspondant

Pratiquement considéré en suris depuis son accession au pouvoir, en juin 1994, le premier ministre socialiste Tomiichi Murayama a surpris la classe politique et l'ensemble de la nation en annonçant à brûle-pourpoint, vendredi 5 janvier, son intention de démissionner, alors que le pays sortait de l'engourdissement lié à la célébration de l'année nouvelle.

Sa démission, acceptée par le cabinet, le sera par le Parlement avant l'ouverture, en janvier, de la session parlementaire. M. Murayama a souhaité transmettre ses responsabilités au vice-premier ministre et ministre du commerce international et de l'industrie (MITI), Ryutaro Hashimoto, nouvel homme fort du Parti libéral-démocrate (PLD), dont il assure la présidence depuis le 22 septembre 1995, à condition que la composition de la coalition demeure inchangée. Tout donne à penser que, dans l'état actuel des rapports de forces au sein de la coalition gouvernementale, M. Hashimoto devrait succéder à M. Murayama. Une session extraordinaire du Parlement pourrait être convoquée, le 11 janvier, pour désigner le nouveau premier ministre.

Formée en juin 1994, la coalition gouvernementale rassemble, outre le Parti socialiste, l'ex-majorité libérale-démocrate et le parti Pionnier, petite formation centriste présidée par le ministre des finances, Masayoshi Takemura. Premier ministre minoritaire, issu d'un parti en perte de vitesse, M. Murayama avait accédé au pouvoir à la faveur d'un jeu d'alliances à travers lequel l'ex-majorité libérale-démocrate cherchait à revenir au pouvoir après en avoir été évincée en juillet 1993, après la scission d'une partie de ses membres. Ce réajustement avait conduit à la formation du cabinet Hosokawa puis à l'éphémère cabinet Hata, auquel devait succéder M. Murayama.

Celui-ci fut le premier socialiste à assumer les fonctions de chef de gouvernement en quarante-sept ans. Au cours de son mandat, le premier ministre a paru parfois manquer de poigne mais a néanmoins réaffirmé les orientations pacifistes du Japon, notamment lors du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre du Pacifique, tout en reconnaissant - « première » pour un socialiste - la légitimité des forces d'autodéfense. Il a confirmé la participation du Japon à certaines opérations internationales de maintien de la paix et a



donné son aval à la continuation de la politique nucléaire civile du Japon.

Le cabinet Murayama n'a pas été épargné par des événements - récession, mauvaises créances des banques, séisme de Kôbê et attentat au gaz dans le métro de Tokyo par la secte Aum - qui ont ébranlé la confiance des Japonais dans les

capacités de leur gouvernement à faire face aux crises. Il a dû enfin se plonger dans l'épineux dossier des questions de sécurité avec les États-Unis après le viol, à Okinawa, d'une fillelette par des soldats américains.

La popularité de ce cabinet, fruit de jeux de pouvoir en coulisses qui ont donné lieu à bien des dissen-

sions internes, n'avait cessé de chuter. La première ministre jouissait en revanche d'une certaine cote : il a démontré une saine dignité et était assez apprécié d'une opinion publique qui avait familièrement surnommé ce vieux monsieur de soixante-douze ans le « grand-père ».

« LE CŒUR SÉRIEN »

Au cours de sa dernière conférence de presse, M. Murayama a dressé, avec honnêteté, le bilan de son mandat. Reconnaisant être arrivé au pouvoir de manière inattendue, il a estimé avoir fait de son mieux pour assumer ses fonctions, l'année du cinquantième anniversaire de la défaite du Japon. Il a déclaré qu'il quittait le pouvoir « le cœur aussi serein que le ciel qu'a connu le pays au cours des fêtes de la nouvelle année ».

La plupart des observateurs politiques estimaient, jusqu'à ces derniers jours, que M. Murayama resterait en poste encore quelques mois avant la convocation d'élections générales anticipées. Le premier ministre, qui, à plusieurs reprises, a laissé percevoir des signes de lassitude, a apparemment préféré brusquer les choses.

L'arrivée, le 27 décembre 1995, à la tête de la principale formation

d'opposition, le Nouveau Parti du progrès (Shinshintô) d'Ichirô Ozawa, qui apparaissait comme l'alter ego de M. Hashimoto, a un peu marginalisé M. Murayama. Il semble surtout que, derrière le coup de théâtre de ce dernier, se cache une manœuvre politique. Le premier ministre s'est efforcé, au cours de son mandat, de tenir le PS la tête hors de l'eau. Des élections anticipées seraient catastrophiques pour un parti divisé, en quasi-déroute électorale et sans programme. Il doit être son président, le 19 janvier, et il lui faudra encore du temps pour se poser en nouvelle force sur l'échiquier politique.

M. Murayama semble estimer que la coalition était désormais suffisamment solide après l'accession à la présidence du PLD de M. Hashimoto. L'économie commence en outre à sortir de l'ornière. Il était temps, a-t-il déclaré, de faire « peau neuve ». Avec, au Parlement, une majorité gouvernementale suffisante pour faire élire sans problème le nouveau premier ministre, l'hypothèse d'élections anticipées semble, pour le moment, écartée. Tel est le moins le calcul du premier ministre sortant.

Philippe Pons

Deux hommes de caractère sur le devant de la scène politique

TOKYO

de notre correspondant

La démission du premier ministre place sur le devant de la scène deux hommes qui vont former, dans les mois à venir, les pôles du jeu politique : Ryutaro Hashimoto, cinquante-huit ans, ministre du MITI et probable successeur de M. Murayama à la tête du gouvernement, et Ichirô Ozawa, cinquante-trois ans, président du Nouveau Parti du progrès (NPP). Relativement jeunes pour la classe politique nipponne, ils passent pour avoir des personnalités plus affirmées que nombre de leurs homologues ou prédécesseurs.

M. Hashimoto est apparu comme un négociateur de taille lors des derniers pourparlers avec les États-Unis sur le contentieux automobile. M. Ozawa passe pour un stratège avec des idées arrêtées sur le rôle du Japon sur la scène mondiale, qui fait fi des traditionnelles réserves pacifistes de ce pays. Il a notamment exposé ses vues dans un livre traduit en anglais, *Blueprint for Building a Better Japan*, suivi, quelques mois plus tard, d'une *Vision of Japan* de M. Hashimoto. Livres visiblement destinés aux Américains et qui ont fait mouche.

Le duel qui s'annonce entre M. Hashimoto et M. Ozawa va-t-il changer la vie politique ou simplement lui donner des visages ? La grisaille des politiciens locaux a souvent été synonyme, à l'étranger, d'absence de programme, sinon de politique. Il reste à savoir si le Japon doit devenir un « pays normal », avec les responsabilités politiques à sa mesure, apporteront à la vie politique autre chose qu'un style plus personnalisé.

En dépit de son image à l'étranger, M. Hashimoto est un politicien traditionnel qui a hérité du « chef » de son père, ancien ministre de la santé. Il a derrière lui le puissant groupe de pression des médecins et préside la non moins influente association des vétérans de la guerre. Son rival et adversaire, M. Ozawa a été, jusqu'à maintenant, un manipulateur des coulisses, notamment bras droit du parrain du PLD, M. Kanemaru, emporté par des scandales. Il a toujours gouverné dans l'ombre et on attend de voir comment cet homme parfois cassant se compor-

tera sur le devant de la scène. M. Hashimoto et Ozawa ont été formés à la même école du pouvoir : ils sont issus du puissant clan Takeshita, l'ancien premier ministre contraint de démissionner pour de sombres manipulations financières. Tous deux sont élèves de l'ancien premier ministre Tanaka, emporté par le scandale Lockheed, au début des années 70. Héritages qui font d'eux d'habiles manœuvriers mais qui les distinguent peu en matière de programmes.

Leurs partis, PLD et NPP, doivent consolider leur position. Le premier aspire à retrouver la majorité et le second à apparaître comme son rival sinon se substituer à lui. Quant à leurs rôles, elles ont en commun le désir de survivre aux prochaines élections qui doivent être organisées selon un mode de scrutin différent, ce qui bouleverse

les équilibres traditionnels et laisse penser que de nouvelles scissions et de nouveaux ralliements donneront lieu à des chassés-croisés entre les deux formations.

Enfin, l'image « réformiste » de M. Ozawa est entamée par le poids qu'il a donné, dans son parti, à la secte Soka Gakkai qui a brandi l'étendard de la défense de la liberté de religion lorsque le PLD, avec autant de cynisme, défendait les grands principes constitutionnels, ce qui avait abouti, en décembre 1995, à un renforcement du contrôle sur les financements des sectes. Peut-on vraiment espérer de ce duel Hashimoto-Ozawa cet « assainissement de la démocratie parlementaire » dont parlait M. Ozawa lorsqu'il célébrait son accession à la présidence du NPP ?

Ph. P.

L'économie nipponne est touchée par une crise profonde depuis quatre ans

LA NOUVELLE secousse que subit le Japon avec la démission de son premier ministre va ébranler un peu plus un pays et une économie en pleine crise depuis quatre ans. Ce que l'on avait d'abord pris comme un simple passage à vide de l'économie, du genre de ceux qui touchent régulièrement les pays anglo-saxons - par exemple le continent nord-américain au tout début des années 90 - s'est peu à peu transformé en une crise profonde et grave, révélant la fragilité des structures bancaires et financières d'un pays dont la stabilité inspirait au monde entier une totale confiance.

Les dégâts sont considérables. La croissance de l'économie japonaise, qui avait atteint 4,5 % par an en moyenne sur la décennie 70, apportant à l'archipel la puissance économique en même temps

qu'une amélioration spectaculaire du niveau de vie de ses habitants, aura été inférieure à 0,5 % depuis 1993, année où s'est produit une grave récession. Les investissements, dont la progression avait été impressionnante pendant trente ans, baissent en valeur absolue depuis 1992 et sont tout juste en train de redémarrer.

Si les responsabilités des gouvernants ne laissent guère de doute, l'enchâssement des déboires et autres catastrophes qui viennent de se succéder laisse perplexe. Tremblement de terre de Kôbê il y a un an, qui a détruit l'équivalent de presque 1 % du stock de capital du pays. Hausse de la monnaie : à moins de 100 yens pour un dollar, celle-ci pose au pays d'énormes problèmes de compétitivité, comme le prouve le fait que les importations

du pays ont progressé pendant des mois à un rythme deux fois plus rapide que celui des exportations, réduisant les excédents extérieurs. Au point que les États-Unis, qui depuis longtemps harcèlent Tokyo pour réduire ses gigantesques excédents commerciaux, ont dû intervenir sur les marchés des changes pour faire baisser le yen.

Pour l'essentiel, cependant, le Japon est bel et bien responsable de ses malheurs. La formidable bulle financière qui a éclaté à la fin des années 80 et qui n'a pas fini de disperser ses effets nocifs, est née de la politique monétaire trop « accommodante » pratiquée par les autorités japonaises en 1987-1988, qui - à travers une masse monétaire démesurément grosse - a alimenté un formidable flot de spéculations mobilières et immobilières. La croissance des investissements elle-même, qui faisait l'admiration du monde entier, s'est révélée excessive et dangereuse, le capital engagé un peu partout - y compris à l'étranger - dans des opérations de prestige n'apportant souvent que déceptions du fait d'une rentabilité insuffisante.

L'image d'un Japon stable, solide, sûr de lui, a été définitivement mise à mal avec la crise financière. Les faillites bancaires se sont multipliées et des débuts de panique se sont produits à l'été 1995, quand des établissements connus ont dû déposer leurs bilans. Les choses se sont un peu arrangées depuis que l'État a décidé - après beaucoup d'hésitations et un véritable débat national - d'intervenir avec des fonds publics pour sauver ce qui peut encore l'être. Mais il faudra encore trois ou quatre ans pour effacer complètement les conséquences de la gestion imprudente de banques auxquels les milieux internationaux accordaient une confiance excessive. Encore faudra-t-il que l'économie japonaise retrouve le chemin de la croissance, ce qui ne semble pas encore assuré aujourd'hui. Cela malgré cinq plans successifs de relance : les pouvoirs publics, pour faire bonne mesure, ont engagé, ces dernières années, l'équivalent de 500 milliards de francs, sous forme d'accroissements de crédits d'État et de baisses d'impôts.

Frédéric Bobin

Alain Vertholles

Un « pays normal » ?

On devrait avoir très rapidement des indications sur le « style » Hashimoto à travers la manière dont il gèrera le dossier des relations bilatérales nippo-américaines, aujourd'hui fortement dégradées. En sa qualité de chef du ministère de l'industrie et du commerce international (MITI), il avait impressionné par sa fermeté de négociateur lors des tentatives de règlements des contentieux commerciaux avec les États-Unis. Mais c'est sur l'épineuse question de l'alliance militaire avec Washington qu'il est le plus attendu.

La mémoire du passé militariste nippon est encore à vif dans la région

Tiendra-t-il tête au puissant courant d'opinion qui réclame une réduction de l'importance des bases américaines dans l'archipel, fortes de 47 000 hommes, après le viol, au début de septembre 1995, sur l'île d'Okinawa, d'une adolescente par trois GIs ? Ou assumera-t-il au contraire le révisionnisme professé par certains cercles dont il est proche jusqu'à vouloir s'affranchir

de la relation privilégiée avec les États-Unis ?

La prochaine visite du président Clinton, prévue pour le mi-avril, sera un test de la santé de relations bilatérales qui, outre la tempête déclenchée à Okinawa, ont gravement souffert des frictions commerciales exacerbées sous l'actuelle administration américaine. M. Clinton devra rassurer les Japonais sur le degré d'implication des États-Unis dans les affaires du Pacifique. Car Tokyo aura d'autant plus tendance à vouloir voler de ses propres ailes que Washington donnera le sentiment de se désintéresser de la région, impression qu'avait fait naître la décision du chef de l'exécutif américain d'annuler, pour des impératifs de politique intérieure, sa présence au récent sommet du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

Cette question est d'autant plus brûlante que les nouvelles ambitions de la diplomatie japonaise suscitent une anxiété latente en Asie. Si certains pays, tel la Malaisie, souhaiteraient voir le Japon brandir l'étendard d'un néo-asianisme anti-occidental, la plupart des capitales de la région y sont hostiles. C'est que la mémoire du passé militariste nippon y est encore à vif. Et elle promet de le rester tant que les dirigeants japonais

cultiveront l'ambiguïté sur la responsabilité de leur pays dans l'agression de la première moitié de ce siècle.

La récente démission forcée de deux ministres illustre le caractère toujours explosif du rapport qu'entretient la classe politique nipponne avec le passé. Les suspensions régionales sont telles qu'on a assisté, en novembre 1995, à la veille du sommet de l'APEC, à Osaka, à un rapprochement inattendu entre la Chine et la Corée du Sud, qui ont joint leurs voix pour faire la leçon à Tokyo. Nul doute que les fonctions passées de M. Hashimoto à la tête d'une association des familles des victimes de guerre alimenteront de nouveaux procès d'intention.

Aussi la nouvelle « normalité » japonaise qu'incarne M. Hashimoto n'est-elle pas nécessairement synonyme de stabilité si ce passif n'est pas apuré. Tous les observateurs insistent sur les facteurs d'instabilité que représentent les ambitions nucléaires de la Corée du Nord, le réveil du nationalisme chinois et les ambitions concurrentes en mer de Chine du sud. Une perception paranoïaque de la nouvelle doctrine japonaise ne pourrait qu'exaspérer, dans la région, une course aux armements déjà inquiétante en elle-même.

LA PROBABLE arrivée aux commandes, à Tokyo, de Ryutaro Hashimoto est un événement majeur sur la scène diplomatique de la zone Asie-Pacifique. Personnalité volontaire et aux inclinations nationalistes connues, le nouvel homme fort de la politique nipponne intrigue des capitales régionales qui ont déjà pris note, avec un mélange de satisfaction et d'inquiétude, de la volonté japonaise de jouer un rôle plus actif dans les affaires du monde.

Le premier ministre démissionnaire Tomiichi Murayama, issu de l'aile gauche du parti socialiste, avait donné le sentiment d'endosser à contrecoeur cette nouvelle doctrine au nom d'une tradition pacifiste. L'irrésistible ascension de M. Hashimoto redonne de ce point de vue plus de cohérence entre la nouvelle personnalité diplomatique affichée par le Japon et le profil individuel du chef de gouvernement, chargé de la faire vivre dans les forums internationaux. Nul mieux que lui ne pouvait incarner, aux yeux du monde, cette nouvelle « normalité » japonaise qui, un peu à l'instar de l'Allemagne, sanctionne la fin de guerre froide.

ANALYSE

مركز الإعلام

Jeune Lise

INTERNATIONAL

LE MONDE

La révolte d'une faction remet en cause le processus de paix au Liberia

DEPUIS le 28 décembre, le Liberia connaît de nouveau la guerre. Alors que le cessez-le-feu qui a suivi les accords signés entre factions le 19 août à Abuja, au Nigeria, s'était avéré plus solide que les précédents, une faction armée se heurte, depuis plus d'une semaine, à la Force d'interposition ouest-africaine (Ecomog) sous direction nigériane. Cette faction, la branche krahin du Mouvement uni de libération (Ullimo-k) dirigée par Roosevelt Johnson, a perpétré un massacre dans un camp de déplacés, mardi 2 janvier, dans la ville de Kray, à 45 kilomètres au nord-ouest de Monrovia.

Alors qu'elle restait cantonnée dans la région de Monrovia, la capitale, depuis son arrivée au Liberia, en 1990, l'Ecomog a commencé de se déployer dans le reste du pays, le 14 décembre. Elle l'a fait en accord avec toutes les factions armées représentées au sein du gouvernement de transition, qui doit conduire le pays à des élections, prévues pour 1996.

ÉVACUATION DES CIVILS

Mais à Tubmanburg, à 100 kilomètres au nord de Monrovia, les soldats ouest-africains sont arrivés au moment où plusieurs groupes de l'Ullimo-k se disputaient un butin de diamants. L'Ullimo-k, qui ne participe pas au gouvernement de transition, appartient à la dernière génération des factions libériennes. Contrairement au Front national patriotique de libération (NPFL) de Charles Taylor - la principale organisation armée, qui a déclenché la guerre civile, la nuit de Noël 1989 -, elle s'est constituée sur une base ethnique, les Krahins de l'Ullimo-k se rapprochant au fondement de l'organisation Alibidi Kromah de l'ethnie krahin. Comme beaucoup des factions dont la naissance a été encouragée par les puissances régionales - Nigeria, Côte d'Ivoire, etc. - afin de contrebalancer une éventuelle hégémonie du NPFL, l'Ullimo-k fonctionne plus comme un conglomérat de bandes armées que comme une organisation militaire centralisée.

L'intervention de l'Ecomog a réuni contre elle les différentes bandes qui se battaient à Tubmanburg, d'autant plus facilement que l'Ullimo-k s'est vu refuser les structures que ses rivaux ont trouvées dans les différents ministères. Sept membres de l'Ecomog ont été tués alors qu'ils essayaient d'organiser l'évacuation des civils de Tubmanburg - ville qui était restée, plusieurs années, isolée du reste du monde, hors d'atteinte des secours humanitaires. Selon deux prêtres catholiques qui sont arrivés à Monrovia, les hommes de l'Ullimo-k se sont livrés à un massacre dans l'hôpital de Tubmanburg.

En outre, les rebelles ont capturé un camion de l'Ecomog qui transportait 2 000 roquettes et pris en otage 150 de ses soldats dans la ville minière de Bong, ce qui leur permet de venir être à la force d'interposition. Celle-ci, qui avait réuni des civils fuyant les combats dans la ville de Kray, n'a pu les défendre contre une attaque des *fighters* qui ont tué plusieurs dizaines de déplacés, dont des enfants. Les survivants se sont cachés dans la brousse et dans une plantation d'oliviers voisine.

Le chantage qu'exerce Roosevelt Johnson montre la fragilité d'un processus de paix qui reste à la merci de chefs de guerre sans aucun scrupule, comme ils l'ont maintes fois montré au cours des cinq ans de guerre civile. Charles Taylor, le principal acteur de cette crise, a appelé l'Ullimo-k à déposer les armes, tout en demandant à l'Ecomog de n'ouvrir le feu que si ses hommes étaient directement menacés. Il a aussi annoncé qu'une délégation du gouvernement de transition se rendrait, jeudi, à Tubmanburg. Les 7 000 soldats de la Force d'interposition manquent de moyens et de matériels pour mener à bien leur principale tâche : désarmer les combattants. Et les secours financiers promis par les grandes puissances se font attendre, d'autant que les États-Unis sont paralysés par la crise budgétaire.

Thomas Sotinel

Au Rwanda et au Burundi, les rébellions hutues provoquent les représailles des armées tutsies

La communauté internationale reste très réservée face aux projets d'intervention extérieure

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est contenté, jeudi 4 janvier, de demander un supplément d'informations sur la situation au

Burundi, en réponse aux propositions du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui recommandait le déploiement pré-

ventif de troupes au Zaïre. La situation continue de se dégrader tant au Rwanda qu'au Burundi, où les groupes armés hutus multi-

plient les coups de main, provoquant de violentes représailles des armées gouvernementales, toutes deux dominées par les Tutsis.

NAIROBI

de notre correspondant en Afrique de l'Est

M. Boutros-Ghali revient à la charge. Pour la deuxième fois en moins de six mois, le secrétaire général des Nations unies lance un appel au Conseil de sécurité pour l'envoi préventif de troupes dans la région des grands lacs, de manière à pouvoir rapidement intervenir au Burundi, où il redoute « une répétition de la tragédie rwandaise ».

M. Boutros-Ghali cherche à prendre les devants pour éviter que l'ONU ne soit accusée de n'avoir pas empêché le génocide comme elle l'a été à propos du Rwanda en 1994. Plus de 500 000 Tutsis et Hutus modérés rwandais avaient été massacrés entre avril et juillet 1994 par des miliciens et soldats hutus extrémistes, au cours d'une guerre civile qui a pris fin avec la victoire des rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR).

Mais la proposition du secrétaire général ne semble pas enthousiasmer le Conseil de sécurité, qui préférerait se contenter de l'envoi d'un message politique ferme. Aucune puissance n'est disposée à se risquer militairement au Burundi, alors que l'armée, dominée par la minorité tutsie, répète qu'elle est hostile à toute intervention extérieure. L'ONU avait déjà suggéré de dépêcher des troupes étrangères à Bujumbura après la tentative de coup d'État d'octobre 1993. Des militaires venaient d'assassiner Melchior Ndadaye, premier président hutu de l'histoire du pays, élu cinq mois auparavant, ainsi que cinq hauts responsables du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), porté au pouvoir par la majorité hutue. Il s'agissait alors de protéger les rescapés du gouvernement, réfugiés à l'ambassade de France. Mais devant le refus catégorique de l'armée, la communauté internationale avait fait marche arrière.

ÉPURATION ETHNIQUE

Le Conseil de sécurité préfère s'en remettre à une diplomatie préventive, qui plétine depuis deux ans, alors que les massacres vont en augmentant. Surtout depuis l'émergence, en août 1994, d'un mouvement de guérilla hutue, les Forces de défense de la démocratie (FDD), qui ne cesse d'étendre son territoire d'action dans les collines de l'arrière-pays, où l'armée ne s'aventure que le temps de brèves opérations de représailles. A Bujumbura, le gouvernement, dit de coalition nationale, n'est en réalité que le champ clos des rivalités entre l'opposition tutsie et la majorité présidentielle (hutue) issue des élections de 1993.

Le Frodebu ne cesse de réclamer une intervention étrangère, affirmant que l'armée terrorise la population - hutue à 85 %. Quant aux opposants tutsis, qui ont peu à peu repris l'essentiel du pouvoir qu'ils détenaient avant les élections de 1993, ils s'alignent sur l'attitude des militaires, à l'égard de l'ambassadeur burundais aux Nations unies, chef d'un petit parti de l'opposition, seuls les partis de l'opposition tutsie, forts du soutien des forces de l'ordre, s'expriment, tandis que le Frodebu, visé pas des actes terroristes qui ont fait déjà plusieurs morts parmi ses responsables, se fait de plus en plus silencieux.

Le parti hutu le plus actif est le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) et sa branche armée, dirigée par Léonard Nyangoma, ancien ministre de l'Intérieur. Le CNDD et son chef gagnent en popularité au sein de la communauté hutue, qui subit de plein fouet la répression de l'armée et les épurations ethniques dans tous les quartiers de Bujumbura. On estime qu'il meurt, chaque jour, une trentaine de personnes.

Mais les FDD ne semblent pas être en mesure de lancer l'attaque de front des positions militaires. Mal équipés et mal entraînés, semble-t-il, les rebelles se limitent à tendre des emboscades contre

des convois militaires avant de se retirer, laissant les paysans hutus à la merci des représailles très meurtrières de l'armée. De source militaire, on a aussi signalé plusieurs attaques sur des camps de déplacés, occupés par des familles tutsies chassées de leur colline par les massacres qui ont suivi l'assassinat de M. Ndadaye, il y a deux ans, et qui n'osent plus retourner chez elles, préférant rester dans des lo-

calités sous la protection des soldats. Depuis quelque temps, les FDD s'en prennent à des cibles économiques. En novembre, la ligne électrique qui alimente Bujumbura a été endommagée, et la capitale est quasiment privée d'électricité. Les entreprises doivent fermer et licencier, et sur les marchés, les prix augmentent.

A la différence des forces de l'ordre burundaise, l'Armée patri-

tique rwandaise (APR), dominée elle aussi par la minorité tutsie, est présente sur toutes les collines. Mais elle doit faire face à des infiltrations de rebelles en provenance des camps de réfugiés du Zaïre, où s'entassent 1,7 million de Hutus qui ont fui la victoire tutsie en juillet 1994. On estime qu'une centaine de soldats de l'APR ont ainsi été tués depuis un an. Plusieurs attentats ont été commis : un pylône électrique a été saboté dans la nuit du nouvel an, causant une panne générale dans tout le pays. Dans la nuit de mercredi à jeudi, selon la radio nationale, un commando a pénétré dans une prison de Ruhengeri, tuant un policier et libérant plusieurs détenus.

Plusieurs Hutus modérés ont quitté le gouvernement ces derniers mois, révélant des chiffres alarmants sur l'ampleur des exactions de l'APR parmi la population hutue des collines. Le régime rwandais, au sein duquel les extrémistes tutsis semblent s'être imposés, se radicalise, et l'impunité est

de règle, comme sous la dictature (hutue) de feu le président Juvénal Habyarimana. « Il y a de moins en moins d'actes de vengeance liés au génocide de 1994, et de plus en plus d'exactions d'origine « rapulucuse » ou politique », explique Seth Sendashonga, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement mis en place par le FPR. « On tue, on fait tuer, pour s'emparer des biens ou du travail d'autrui. »

Le durcissement du régime se constate aussi dans l'expulsion récente de trente-huit organisations non gouvernementales, ainsi que dans les efforts du gouvernement pour mettre un terme à la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), finalement maintenue jusqu'en mars avec des effectifs réduits.

Au Rwanda comme au Burundi, l'année 1996 risque fort de voir se développer les rébellions hutues et des représailles des deux armées tutsies, auxquelles la communauté internationale devrait assister sans réagir.

Jean Hélène

Partir ça donne des forces pour repartir

Attaquez 1996 en pleine forme. Nouvelles Frontières vous fait votre premier cadeau de l'année : jusqu'à 30% de réduction par rapport aux prix brochures sur plus de 20 destinations pour partir en janvier ou février.

LES VOLS

● vols aller-retour au départ de Paris ● en janvier et février 1996

LONDRES 490 F
PISE 790 F
TUNIS 800 F
BARCELONE 840 F
ROME 850 F
VENISE 850 F
MARRAKECH 900 F
LISBONNE 950 F
TENERIFFE 1 300 F
TEL-AVIV 1 480 F
LES ANTILLES (1) 2 250 F
GUYANE 2 650 F
BANGKOK 2 990 F
LA REUNION (2) 3 250 F
NOUMEA 5 500 F
PAPEETE (3) 5 950 F

(1) départs aussi de Toulouse, Marseille, Lille, Lyon, Nantes et Brest
(2) départs aussi de Lyon et Marseille
(3) réduction de 50 % pour une 2ème, 4ème, 6ème personne... voyageant ensemble à l'aller

LES WEEK-ENDS

● chambre double avec petit déjeuner ● avion compris

LISBONNE
12 janvier au 25 février
2 nuits et 3 jours 1 280 F

CASCAIS 25 km de Lisbonne

12 janvier au 25 février
2 nuits et 3 jours 1 430 F

ISTANBUL

9 janvier au 25 février
3 nuits et 4 jours 1 700 F

ROME

18 janvier au 23 février 1 700 F
11 au 14 janvier 1 530 F
3 nuits et 4 jours

TOZEUR

Sud-Tunisien
hôtel-club Paladien Basma
demi-pension
12 janvier au 19 février
3 nuits et 4 jours 2 290 F

LES PALADIENS

● une semaine en demi-pension ● avion compris.

TUNISIE à Hammamet
hôtel-club Hammamet Club
12 janvier au 17 février 1 450 F

MAROC à Marrakech
hôtel-club Tropicana
14 janvier au 17 février 1 780 F

LA REUNION

hôtel-club Apollonia
13 janvier au 18 février 5 390 F

MARTINIQUE

hôtel-club Marouba
1^{re} au 15 février 5 900 F

LE SKI

hôtel Le Soleil d'Or à Megève
1 semaine petit déjeuner compris
13 janvier au 9 février 1 090 F

LES CIRCUITS

● avion compris

CANADA

L'HIVER QUÉBÉCOIS
8 jours en demi-pension
départs : 3 et 10 février 4 650 F

KENYA

PARCS ET RÉSERVES
2 semaines en pension complète
départs : 19 janvier et 2 février
6 995 F

NEPAL

Trekking
HELAMBU VILLAGES SHERPA
2 semaines en pension complète
départs : 9 et 23 février 10 200 F

NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

● prix par personne ● hors taxes aériennes ● 160 agences en France ● (1) 41 41 58 58 ● 3615 NF (1,29 F la minute)

Les seize civils bosniaques enlevés par les Serbes ont été libérés

Les forces de l'OTAN règlent ainsi le premier incident de leur mission en ex-Yougoslavie

Au moment où l'OTAN obtenait, jeudi 4 janvier, la libération des seize civils bosniaques retenus prisonniers par les Serbes de Bosnie, le gouver-

nement de Sarajevo faisait état de trois nouvelles disparitions. A Washington, la Maison Blanche a annoncé la visite « dans les prochains

jours » du président américain, Bill Clinton. Ce voyage devrait avoir lieu à la fin de la semaine prochaine.

SARAJEVO

de notre correspondant
Les Etats-Unis et l'OTAN ont obtenu, jeudi 4 janvier, la libération des seize civils bosniaques retenus prisonniers par les Serbes près de Sarajevo. Trois hommes ont été libérés dans la matinée, et treize autres personnes dans l'après-midi, de la prison de Kula, située à 100 mètres de l'aéroport de la capitale bosniaque. Ces seize civils avaient été arrêtés séparément par la police serbe depuis le 22 décembre, tandis qu'ils tentaient de sortir ou de rejoindre Sarajevo en traversant le quartier sous contrôle serbe d'Ildiza, empruntant une route théoriquement placée sous la protection de l'IFOR.

La situation est donc toujours confuse. Le gouvernement bosniaque lui-même ne paraît pas certain de ses informations, tant il reçoit d'appels de familles inquiètes par la « disparition » ou le retard d'un proche qui était supposé traverser Ildiza. Les officiers de l'IFOR doivent se contenter d'interroger l'armée et la police serbes, en espérant que ces dernières ne lui cachent pas de prisonniers.

SUCCÈS POUR L'IFOR

La libération du groupe de seize personnes est, de toute façon, un succès pour l'IFOR. Des officiers français ont rencontré à maintes reprises des responsables serbes, exigeant l'élargissement des prisonniers. D'autre part, au niveau diplomatique, les Etats-Unis ont exercé de fortes pressions sur les Serbes afin de parvenir à une libération rapide. Washington a adressé une lettre au président de Serbie, Slobodan Milosevic, et l'ambassadeur américain à Sarajevo, John

Menzies, a rencontré les chefs du faubourg d'Ildiza. Cette affaire d'enlèvement de civils bosniaques est le premier accrochage dans la mission de l'IFOR, qui avait débuté sans problème. Le cessez-le-feu est parfaitement respecté, les belligérants ont quitté leurs positions de combat autour de la capitale bosniaque et plusieurs fois, l'IFOR n'a pas suffisamment garanti la sécurité des Sarajévins qui traversent les faubourgs serbes, arguant simplement que « la liberté de mouvement a été rétablie ».

Adil Spahic, un homme de quarante-quatre ans libéré jeudi, a affirmé qu'il « ne s'aventurerait plus jamais sur cette route si les escortes de l'IFOR restent en l'état, car ce n'est pas du tout une garantie de sécurité ». M. Spahic, accompagné d'un autre homme au nez cassé, Mehmed Kurundzija, a raconté qu'ils avaient été battus par les policiers serbes après leur arrestation. « Nous avons été contraints de nous asseoir sur le sol en béton, et nous avons été soumis aux insultes et aux coups de poing », a-t-il dit. Un homme m'a donné un coup de pied au visage, et Mehmed a reçu un coup dans le nez. D'autres prisonniers li-

bérés ont, en revanche, certifié avoir été correctement traités.

Le principal reproche des Bosniaques est l'attitude de l'IFOR après les premières arrestations. La Force multinationale de l'OTAN avait en effet déclaré que ce genre d'incidents devait être résolu par la police civile de l'ONU. Le problème est que cette police n'existe pas encore. Et, selon l'ONU, les accords de paix prévoient que « la liberté de mouvement doit être garantie par l'IFOR ». Ces jours de tension ont clairement jeté une ombre entre Sarajevo et l'IFOR, et une certaine méfiance marquera désormais les relations entre ceux qui, selon l'accord de Dayton, devraient être des partenaires pour la paix.

Rémy Ourdan

■ Le président américain, Bill Clinton, se rendra « dans les jours prochains » en Bosnie. Cette visite, officiellement annoncée jeudi 4 janvier par la Maison Blanche, aura pour objectif premier de rappeler à l'opinion publique américaine l'importance de l'envoi de GI en Bosnie. (AFP)

L'Espagne met en place un système de médiation antigrièves

MADRID

de notre correspondant
L'Espagne, qui détenait jusqu'à l'an dernier le record de l'Union européenne en nombre d'heures de travail perdues chaque année à cause des grèves, devrait disposer dans quelques semaines d'un mécanisme de médiation et d'arbitrage permettant de désamorcer les conflits du travail dans les grands secteurs économiques du pays. L'accord passé entre les centrales syndicales et le patronat ces derniers jours, et que ses rédacteurs sont toujours en train de peaufiner, serait un modèle du genre. Il a nécessité une année et demie d'intenses négociations entre les syndicats et le patronat, et il est défini par les juristes comme « l'un des grands pactes sociaux depuis la Constitution » de 1978.

Commissions ouvrières a adopté le texte mercredi soir par quatre-vingt-dix voix contre dix et six abstentions. Le pacte-parole de cette centrale syndicale, Angel Carapaz, a expliqué que l'accord était très positif et que « l'obligation de soumettre une grève à un mécanisme de médiation n'était pas une entrave aux droits syndicaux mais un plus ».

PROCÉDURE D'ARBITRAGE

Le temps imparti à la médiation sera de dix jours, sauf dans les cas de grève, où le délai pour négocier ne sera que de soixante-douze heures, ce que conteste le patronat, estimant qu'en trois jours on n'a pas le temps, parfois, de désamorcer une grève. Tout texte de préavis de grève dans les grandes entreprises, ou à l'échelon régional ou national, devra préciser que le processus de médiation a été épuisé et que les négociations n'ont pas abouti. Le patronat devrait effectuer la même démarche avant de procéder à des licenciements collectifs.

La désignation du médiateur se fera sur la

base d'une liste remise à jour régulièrement par les partenaires sociaux. Patronat et syndicats pourront également demander une procédure d'arbitrage. C'est le gouvernement qui sera chargé de fournir tous les recours nécessaires à cette mission de conciliation. Un service interconfédéral de médiation et d'arbitrage devrait être créé prochainement et placé sous la tutelle du ministère du travail. Le gouvernement a immédiatement fait savoir qu'il apporterait tout son concours en matière, personnel et infrastructures pour la mise en application d'un accord qu'il qualifie de « hautement positif ».

Si la vie politique espagnole est des plus crispées ces derniers mois avec les scandales politico-financiers et les élections anticipées, les syndicats et le patronat ont choisi, eux, de mettre en place des garde-fous à toute tension sociale. Pour le directeur général de l'INEM (agence pour l'emploi espagnole), cet accord revalorise la négociation collective. Les deux grands conflits du travail qu'a connus l'Espagne l'an dernier, la grève de cinq semaines des médecins et celle des pilotes d'Iberia qui a paralysé le trafic aérien espagnol durant le mois de novembre, ont été réglés par l'intervention d'un médiateur.

L'accord intervenu entre les syndicats et le patronat sera effectif dès qu'il aura été ratifié par les partenaires sociaux, y compris les syndicats de branche. Il sera en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'an 2000 et pourra être reconduit tous les cinq ans. (Intérim.)

autre version que celle présentée aujourd'hui et dans laquelle il n'aurait été qu'un piètre apprenti espi. Pour autant, le but poursuivi par cet homme d'influence n'apparaît pas clairement. Il est peu probable que le chef du SRI ait uniquement voulu couper l'herbe sous le pied du leader ultranationaliste Vadim Tudor, qui, depuis plusieurs semaines, menace de révéler le passé de M. Magureanu. M. Tudor est coutumier de ce genre d'attaques, qui, jusqu'à présent, sont toutes retombées comme des souffles.

H. de B.

Christophe Chatelot

Le chef des services secrets roumains fait resurgir le fantôme de la Securitate

BUCAREST

de notre correspondant
Acte d'intimidation ou accès de sincérité ? L'ensemble de la presse roumaine se posait, jeudi 4 janvier, la question, à la suite des révélations du chef des services roumains de renseignement (SRI) concernant son appartenance à la Securitate, l'ancienne police politique du dictateur communiste Ceausescu. Car, tout en reconnaissant pour la première fois ses liens avec cet organisme, Virgil Magureanu reste vague sur les motivations de son geste, qui fait resurgir le fantôme de la Securitate.

Officiellement, celui qui dirige le SRI depuis sa création en 1990, a fourni un dossier à la presse « dans un souci de transparence ». Ce subit excès de vertu a provoqué la surprise, y compris chez ses amis politiques. D'autant plus que la minceur du dossier rendu public laisse perplexité. Selon ce document, M. Magureanu a dirigé un groupe d'informateurs de 1963 à 1964 dans la région de Timisoara. Agé à l'époque de vingt-trois ans, il aurait été libéré de ses fonctions « à sa demande », ses employeurs jugeant qu'il n'avait pas « accompli son travail ». La presse n'a pas manqué

d'ironiser sur ce chef de services secrets « incapable » et se demande si M. Magureanu ne cherche pas plutôt à minimiser son passé « sécuriste ».

Son dossier étudie, en effet, une autre période trouble de sa vie : révoqué, en 1992, par l'hédomadaire *Timorana*, qui affirmait alors que M. Magureanu avait, en 1970, le grade de capitaine au « département des informations étrangères » de la Securitate. Son rôle dans les événements de décembre 1989 - il fut une des rares personnes à assister au procès expéditif du couple Ceausescu - plaide plutôt pour une

autre version que celle présentée aujourd'hui et dans laquelle il n'aurait été qu'un piètre apprenti espi. Pour autant, le but poursuivi par cet homme d'influence n'apparaît pas clairement. Il est peu probable que le chef du SRI ait uniquement voulu couper l'herbe sous le pied du leader ultranationaliste Vadim Tudor, qui, depuis plusieurs semaines, menace de révéler le passé de M. Magureanu. M. Tudor est coutumier de ce genre d'attaques, qui, jusqu'à présent, sont toutes retombées comme des souffles.

En revanche, la démarche de M. Magureanu fait remonter à la surface la question sensible des dossiers, confidentiels jusqu'à présent, constitués à l'époque par la Securitate sur ses dizaines de milliers d'employés. Selon Alexandru Lupu, éditeur d'un quotidien d'opposition *Libertatea*, la démarche de M. Magureanu serait donc « un avertissement » lancé par ce proche du président Iliescu en direction d'anciens collaborateurs devenus de respectables hommes politiques. « En cette année électorale (municipales au printemps, législatives et présidentielle en automne), les dossiers de la Securitate sont plus que jamais une arme politique, dit-il, et ceux qui, dans la majorité comme dans l'opposition, sortent du rang pour retrouver leur dossier dans la presse... Six ans après la chute de la dictature, le cadavre de sa police politique bouge encore.

L'Europe reste la priorité de la diplomatie française pour 1996

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a confirmé, jeudi 4 janvier, devant les ambassadeurs étrangers invités à l'Élysée pour les vœux au corps diplomatique, que « la France achèvera l'ultime campagne de ses essais nucléaires avant la fin de février ». D'ici là, un sixième et dernier tir doit encore avoir lieu à Mururoa. Remerciant « particulièrement les pays qui ont compris le sens de [cette] action », le chef de l'Etat a rappelé que, pour Paris, le prochain traité d'interdiction des essais nucléaires, qui doit être conclu d'ici à l'automne, doit bannir tout type d'explosion nucléaire. Cette annonce a été qualifiée d'« excellente chose » en Nouvelle-Zélande, ce qui laisse espérer qu'une page va pouvoir être

tournée après la vague de protestations internationales suscitée en 1995 par la reprise des tirs français.

Parmi les grands objectifs de l'action française pour 1996, le président a cité la défense de l'aide au développement, dont il a indiqué qu'il en ferait l'un des thèmes principaux du sommet des pays industrialisés qui se tiendra en juin à Lyon. Mais la priorité reste la poursuite de la construction européenne. M. Chirac a rappelé l'importance qu'il attache à la création d'« un véritable pilier européen de défense » au sein d'une Alliance atlantique renforcée. Il a insisté sur l'importance de la Conférence intergouvernementale qui s'ouvre à Turin, le 29 mars, « pour concrétiser les

progrès de l'Europe ». Soulignant « la vitalité de la coopération franco-allemande », il a réaffirmé sa conviction que « les Etats qui en ont la volonté et la capacité puissent développer entre eux des coopérations renforcées ».

Le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, qui présentait ses vœux à la presse, a insisté lui aussi sur l'importance de la politique européenne. « C'est là, a-t-il dit, que s'exprime le plus directement notre capacité d'influence, notre aptitude à changer le cours des choses. (...) C'est donc là le premier cercle de notre action et de notre diplomatie. »

Ouverture d'une « table ronde » de réconciliation entre Tchadiens

FRANCEVILLE. La « table ronde intertchadienne de réconciliation » devait s'ouvrir, vendredi 5 janvier à Franceville, ville natale du président gabonais Omar Bongo, qui doit présider cette réunion. La durée, le nombre et l'identité des participants ainsi que l'ordre du jour de la table ronde restent encore à déterminer.

Elle devrait réunir, en présence des présidents gabonais, nigérien et centrafricain, le président tchadien Idriss Déby, les représentants d'une quinzaine d'organisations politico-militaires originaires de presque toutes les régions du pays, ainsi que certains partis politiques d'opposition. Il s'agira d'intégrer l'opposition armée au processus démocratique entamé lors de conférence nationale de 1993, afin d'assurer le bon déroulement du référendum et des élections prévues en 1996. La France, qui maintient un important dispositif militaire au Tchad, l'Union européenne, les Etats-Unis et l'Organisation de l'unité africaine participent en tant qu'observateurs à la table ronde. (AFP)

La lutte antidrogue au Pérou incombe à la police et non plus à l'armée

LIMA. L'armée, dont les chefs en poste dans les vallées tropicales étaient de plus en plus souvent accusés d'être corrompus par les « narco », a été déchargée de la lutte contre le trafic de drogue. Cette mission incombe désormais à la police, à la tête de laquelle le président Fujimori a nommé, mardi 2 janvier, le général Ketin Vidal, l'ex-chef de la police antiterroriste et organisateur, à ce titre, de l'arrestation d'Abimael Guzman (numéro un du Sentier lumineux), en septembre 1992.

Fin 1995, un scandale a éclaboussé les principaux responsables de la police, accusés de s'être appropriés les biens saisis à un important trafiquant de cocaïne. Nommé le 18 décembre par le président Fujimori, le général Victor Alva a démissionné le 26 décembre, pour laisser la place à un homme considéré comme au-dessus de tout soupçon. (Corresp.)

EUROPE

■ POLOGNE : le chef du contre-espionnage, Konstanty Mikolajewski, a révélé, jeudi 4 janvier, qu'il avait présenté sa démission mardi, à l'issue de son audition devant la commission parlementaire chargée d'enquêter sur les accusations d'espionnage portées contre le premier ministre, Jozef Oleksy. Par ailleurs, le ministre de la défense, le duc de la noblesse polonaise dit « présidentiel », encore vacants depuis la démission de Lech Walesa, a été démis, jeudi, à Stanislaw Dobranski du Parti paysan, président de la coalition gouvernementale dominée par les ex-communistes. (AFP)

■ La République tchèque et la Slovaquie ont signé, jeudi 4 janvier, un accord reculant leur frontière pour atténuer les tensions de la ligne de démarcation convenue lors de la partition de la Tchécoslovaquie, le 1^{er} janvier 1993. Cet accord, qui doit être approuvé par les Parlements des deux pays, prévoit l'échange de 452 hectares de part et d'autre de la nouvelle frontière. (Reuters)

■ TURQUIE : trois détenus ont été tués lors de la répression d'une manifestation dans la prison de haute sécurité d'Uzunyayir, à Istanbul, jeudi 4 janvier, selon le communiqué d'un groupe d'avocats. Il y avait eu 35 blessés, dont 7 membres des forces de l'ordre. Les détenus tués étaient membres d'une organisation clandestine d'extrême gauche, le DHKP-C (Nouvelles Dev-Sol). Les autorités gouvernementales ont fait état des incidents, sans confirmer le bilan. (AFP)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : les négociations budgétaires entre la Maison Blanche et l'opposition républicaine, qui devaient reprendre jeudi 4 janvier, ont été repoussées à vendredi, à la demande des républicains. Cette repousse semble confirmer un désaccord en leur sein, exploité par la présidence, qui présente les républicains comme le seul obstacle à la réouverture des services publics fermés depuis près de trois semaines. (AFP)

PROCHE ORIENT

■ ISRAËL : le gouvernement devrait libérer plus de 1 400 détenus palestiniens, mardi 9 janvier, dont 400 militants de l'opposition, a annoncé, jeudi 4 janvier, le « ministre » palestinien Nabil Chaata. Plus de 5 000 prisonniers palestiniens sont actuellement détenus par Israël. (AFP)

AFRIQUE

■ TUNISIE : Amnesty International exprime sa préoccupation, dans un communiqué rendu public, jeudi 4 janvier, après la condamnation, la veille, de M. Najib Hosni à huit ans de prison par le tribunal du Kef pour « falsification d'un contrat de propriété ». Incarcéré depuis le 15 juin 1994, Najib Hosni avait entamé une grève de la faim le 27 octobre 1995. Transféré peu après dans les locaux du ministère de l'Intérieur, il y aurait été torturé. Amnesty craint que l'inculpé, également accusé de trafic d'armes, « ne soit poursuivi uniquement pour son action comme défenseur des droits de l'homme ».

■ SIERRA LEONE : une attaque des rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) a fait 13 morts, jeudi 4 janvier, à Talama et Njala (130 kilomètres à l'est de la capitale Freetown). Par ailleurs, le gouvernement militaire a fait interdire jeudi une manifestation prévue samedi. Les partis politiques qui doivent participer aux élections prévues le 26 février voulaient protester contre « les tentatives pour truquer » les élections. (AFP)

■ CÔTE D'IVOIRE : un cinquième journaliste proche de l'opposition a été inculpé et écroué, mercredi 3 janvier, à Abidjan. Freedom Neruda, secrétaire général de la rédaction de *La Voie*, quotidien proche du Front populaire ivoirien - suspendu pour trois mois - a été inculpé d'« offense au chef de l'Etat ». Le directeur du journal a été condamné le 28 décembre à deux ans de prison ferme, sous le même chef d'accusation. (AFP)

ECONOMIE

■ RUSSIE : le taux d'inflation a été ramené à 3,2 % en décembre, le meilleur résultat mensuel depuis le lancement des réformes économiques radicales, en janvier 1992, selon les statistiques diffusées par le ministère de l'économie, jeudi 4 janvier. Sur l'ensemble de 1995, la hausse des prix de détail a atteint 131 %, contre 300 % en 1994, et 950 % en 1993. (AFP)

■ CHINE : la croissance du produit intérieur brut est redescendue à 10,2 % en 1995 (contre 11,8 % en 1994) et la hausse des prix à 14,8 %, a indiqué le bureau d'états des statistiques vendredi 5 janvier. Le PIB a atteint 695 milliards de dollars. La production industrielle a augmenté de 14 %, l'agriculture de 4,5 %. (AFP)

Le ministre allemand de l'économie souhaite une baisse des cotisations sociales

BONN. Le chancelier Helmut Kohl devrait présenter le 23 janvier aux représentants des syndicats et du patronat réunis son projet de programme d'action pour l'emploi, qui toucherait à la fois à la politique fiscale et à la protection sociale. Le ministre de l'économie Günther Rexroth a aussi souhaité, dans un entretien au *Frankfurter Allgemeine*, jeudi 4 janvier, une baisse des cotisations sociales et jugé « inévitable à long terme » une réduction des salaires en cas de maladie. Réclamée par les employeurs, cette mesure a été soutenue par Herbert Hax, président du « conseil des sages » auprès du gouvernement, sur la chaîne de télévision SAT 1. M. Hax a aussi souscrit à la proposition de « salaire flexible » du président du patronat allemand (*Le Monde* du 4 janvier), jugeant en revanche « irréalisable » le pacte pour le maintien de l'emploi suggéré par le président du syndicat IG Metall Klaus Zwickel, en échange d'augmentations de salaires plus limitées.

ADICALISME

Nicole Notat en

« Ce qui se passe »

La percée de...

DE SOUS...

Ermene-gild

SOLD

55 من الإمل

SYNDICALISME

La position adoptée par Nicole Notat, approuvant dans ses grandes lignes le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale tout en critiquant ses disposi-

tions sur les régimes de retraite des fonctionnaires, lui a valu de sévères mises en cause au sein de la CFDT. Le secrétaire générale répond en dénonçant normalement, dans une cir-

culaire interne à la confédération, les membres d'un « réseau » d'extrême gauche, qui tenterait de « déstabiliser » la centrale syndicale. ● LES OPPOSANTS, qui rassemblent plusieurs

unions régionales et fédérations professionnelles, réclament la réunion d'un congrès extraordinaire. Vladimir Nleddu, dirigeant de l'union lilloise, dénonce la ligne confédérale

● L'EXEMPLE DE SUD, syndicat exclu de la CFDT en 1988 pour « gauchisme », inspire la démarche de certains opposants à l'Ifre Notat

Critiquée pour son approbation du plan Juppé sur la Sécurité sociale, la secrétaire générale lance une contre-offensive pour conforter sa position face à ses détracteurs. Les élections professionnelles à la SNCF, au mois de mars, seront un test de la solidité de la position confédérale

AVIS DE GROS TEMPS sur la CFDT. Les tensions et les contradictions, accumulées depuis le soutien apporté par Nicole Notat au plan Juppé sur la Sécurité sociale le 15 novembre, prennent un tour nouveau en s'exprimant sur la place publique, en ce début de janvier. C'est en effet dans une zone de turbulences qu'est entrée la CFDT, jeudi 4 janvier, le secrétaire général de l'union régionale d'Auvergne faisait paraître dans *Libération* une lettre ouverte à M^{me} Notat pour réclamer un congrès extraordinaire.

Face à la contestation interne émanant de la gauche de sa centrale, la direction confédérale a décidé de frapper vite et fort. C'est en pleine trêve des confiseurs, le 28 décembre, qu'elle a envoyé une circulaire à l'ensemble de ses syn-

« A propos des initiatives de demande d'un congrès extraordinaire » : sous cet intitulé, la direction de la CFDT a adressé, le 28 décembre, à toutes les instances de la confédération une circulaire visant à expliquer à ses adhérents « ce qui se cache » derrière les démarches entreprises par certains de ses militants qui réclament la réunion d'un congrès extraordinaire.

Ces «*diages* sont d'ailleurs : « Ces thèses, lacunes, fautes, « visent à chasser la ligne «*confédérale* au profit de la «*confédération* à l'extérieur le «*congrès de Montpellier*, à «*dire une nouvelle équipe dirigeante* ». « Un «*certains* ont été «*discussions* «*organisées* en réseau et se «*définissant* comme membres d'une «*gauche syndicale*», ont «*décidé* d'utiliser la demande (...) d'un «*congrès extraordinaire* comme «*soutien à leur stratégie*, indique la «*circulaire*. Ce réseau est «*constitué* de militants connus depuis «*longtemps* dans l'organisation «*pour y promouvoir* les thèses de «*l'extrême gauche*, dans laquelle ils «*militent*, ou [pour leur] «*opposition systématique*. »

La direction cite les noms de treize responsables accusés d'être les « animateurs » de ce réseau.

dicats (fédérations, unions régionales et départementales), pour fustiger les demandes de congrès extraordinaire.

Dans cette circulaire, la direction de la CFDT dénonce les « grandes manœuvres » menées par des militants favorables aux « thèses de l'extrême gauche » afin de « déstabiliser la CFDT ». « Ce qu'ils veulent mettre en cause, c'est bien la nature et le rôle du syndicalisme que se propose d'incarner la CFDT », affirme-t-elle.

Selon elle, les demandes de réunion d'un congrès extraordinaire présentées, notamment, par la fédération des transports et par l'union régionale d'Avurgnon, visent à « démettre le bureau national du lors du congrès de Montpellier [en mars 1995] et à élire une nouvelle équipe dirigeante ». La direction confédérale dénonce des responsables « organisés en réseau », en citant notamment treize dirigeants syndicaux accusés d'être les « ordinateurs » de ce réseau. Parmi ces derniers figurent notamment des responsables régionaux Provence-Alpes-Côte d'Azur, de Basse-Normandie, d'Avurgnon, des fédérations FGTE (transports et équipement), du SGEN (enseignants), de syndicats Intercro (ministère de l'intérieur et collectivités locales) et de l'ANPE. Ces responsables avaient vivement critiqué l'attitude de la direction confédérale pendant les grèves et manifestations de décembre, notamment le soutien apporté par la direction confédérale au plan Juppé de rétrofitte de la Sécurité sociale.

Selon la direction confédérale, qui les accuse de « tenter de s'organiser en courant » au sein de la CFDT, il s'agit de « militants connus depuis longtemps dans l'organisation pour y promouvoir les thèses de l'extrême gauche dans laquelle ils militent ou pour le moins dans l'opposition systématique, quelles que soient les positions de la confédération depuis de nombreuses années ». Elle reproche également à certains de ces militants d'avoir « des liens directs avec un responsable de la CGT proche de Louis Vinomat », secrétaire général


de cette centrale, ainsi que des « contacts avec d'autres organisations syndicales », comme SUD.

Trois unions régionales (Basse-Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne) ont aussitôt réagi. Dans une « lettre ouverte », Jean-Claude Aparicio, secrétaire de l'Union régionale PACA, indique avoir « eu honte » de l'attitude de la direction confédérale durant les grèves et manifestations de décembre, tandis qu'Edouard Adam, secrétaire de l'union régionale de Basse-Normandie, estime qu'il est « facile de dire qu'il y a pas de problèmes à la CFTD et de soutenir l'enthèse du rapport ».

Cependant, c'est avec la Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) et, notamment, avec les cheminots, en pointe dans le conflit aux côtés de la CGT, qu'il faut s'attendre à la plus grande. Cinq ans, la fédération a pris la tête de la CFDT, la FGTE a pris l'initiative de convoquer, samedi 6 janvier, une assemblée générale de ses syndicats, pour discuter du mouvement social et de ses conséquences dans la CFDT. Dans son bulletin, la FGTE expliquait, le 27 décembre, qu'« à l'occasion de ce mouvement de profondes différences sont apparues dans la CFDT, au 1^{er} s'écrit de l'initiative du mouvement ».

de notre envoyée spéciale

« Vlado » est tétard, comme beaucoup d'immigrés italiens venus s'installer dans la France. « Un fils lit berger et de bergers, trappa, qui a gardé du pays son chapeau bordé vissé sur son large sourire. Depuis de la grève, a payé, il avait vu que ça allait Vladimir Nieddu sur lui, du matin, téléphone portable, neuf. Un « truc » permet d'être p dans les actions



PORTAIT soirement, de ga-
avec ceux qui, aujourd'hui, s'opposent
à la ligne confédérale d'approbation
pé de réforme de la « Sécurité ».

Adhérent de la CFDT depuis 1974,
rante et un ans, employé à la sécurité
responsable syndical à l'hôpital de S

ON EST INFILTRÉS PAR LES GAUCHISTES
ET LES SYNDICALISTES.'



ment, du positionnement sur les décisions gouvernementales, de la stratégie ou du fonctionnement de notre organisation ». Dans la foule, elle a demandé à M^{me} Notat que soit inscrite à l'ordre du jour des débats du conseil national confédéral, convoqué les 23, 24 et 25 janvier, une résolution demandant la réunion d'un congrès extraordinaire dans les prochains jours. Même si le conseil confédéral est en bonne logique, rien ne rejette la demande de congrès extraordinaire, la direction nationale donne l'image d'un conseil qui se crispe. L'opposition ne fêtera qu'un tiers de la victoire et elle ne l'élargit son action à la mer. Dans la période

des turbulences agitent toutefois trois fédérations (services, mines et métallurgie et Interco) qui sont des soutiens de la direction confédérale. D'aucuns, au sein de la CFDT, appellent à une sortie de la crise « par le haut », en prônant « une démarche revendicative forte sur des thèmes CFDT », comme, par exemple, un soutien à une réduction massive du temps de travail, votée au congrès de Montpellier.

Si la direction veut aller au bout de sa logique de clarification, des exclusions ou des départs de la confédération sont à prévoir. Or, la CFDT n'est peut-être pas assez forte, dans cette période de re-composition syndicale, pour se permettre de se séparer d'une partie de ses troupes. Les élections en mars à la SNCF constituent un point de cristallisation. La rupture sera consensuelle si les cheminots prennent la décision de se présenter sous un autre sigle que celui de la CFDT. L'exemple de SUD, exclu il y a huit ans pour « gauchisme » et qui est passé devant la CFDT aux dernières élections à la Poste et à France Télécom, reste inscrit dans les esprits.

Alain Beuve-Méry

LIFE

de notre envoyée spéciale

l'acid » est acide, comme beaucoup de ces immigrants venus s'installer dans le nord de la France. « Un fils de bergier et de bergère », petit et rond, qui a gardé du pays son chapeau à larges bords vissé sur son large sourire. Depuis le début de la grève, « parce qu'on savait que ça allait être corsé », Vladimir Niedoia porte aussi sur lui, du matin au soir, un téléphone portable flamboyant neufs. Un « truc pratique, qui permet d'être plus efficace dans les actions », et, accessoirement, de garder le lien avec ceux qui, aujourd'hui, s'opposent comme lui contre la confédération d'appropriation du plan Juppé-réforme de la « Sécurité ».

Président de la CFDT depuis 1974, Vlado, quarante et un ans, employé à la sécurité-incendie et membre syndical à l'École de Saint-André-

les-Lille, n'accepte pas que les salariés payent la réforme, « et que les cadavres royaux soient pour les patrons ». Secrétaire de la zone interprofessionnelle de Lille et des environs (l'équivalent d'une union départementale), avec trois autres collègues, Vlad est aussi, depuis ses vingt et un ans, un fidèle de la troïskiste Ligue communiste révolutionnaire (LCR). « Deux engagements distincts, dit-il, mais qui, aujourd'hui, ne rendent pas ma tâche facile. On a déjà commencé à me servir cet ar-

M. Nieuđu s'agit en effet un peu trop aux yeux de la confédération et de Jean-Marie Toulouse, secrétaire de l'union régionale Nord-Pas-de-Calais, qui lui reproche de « tirer publiquement sur la CFDT ». Le 7 décembre, il a signé l'appel « La CFDT dans l'unité et l'action », qui demandait à la confédération de soutenir les luttes en cours. Dans les rues de Lille, il défie avec l'insigne CFDT, mais il a ajouté : « sans Notat », quand les cheminots bannent le « D », pour exprimer leur défiance du caractère démocratique de la centrale, et

quand d'autres, pour montrer qu'on marche sur la tête, renversent le badge, sens dessus dessous.

« Pour M. Nleddu, la contestation n'est pas circonscrite au Nord historique, fort de traditions anticonfédérales. « La CPDT vit un véritable tremblement de terre », dit-il. Et de citer l'Union fédérale des mineurs, les Fédérations du commerce et des banques, « qui ne sont pas, que je sache, des secteurs traditionnels ». « On est bien obligé de tisser des liens, explique-t-il, puisque la presse confédérale ne fait état de rien et qu'on vit sous une chape de plomb. »

Vlad a passé la moitié de sa vie à la CFDT. Il veut éviter qu'elle ne devienne « une petite organisation d'accompagnement social », alliée avec l'actuelle FEN et avec l'opposition interne à Force ouvrière. Brebis galeuse, M. Nleddu ? « L'enseignement des précédentes scissions devait pourtant éclairer nos dirigeants, répond-il. Je suis fier de ce moulin noir qu'est, par exemple, SUD... »

Ariane Chemin

CE SONT, avec les syndicalistes de CRC-Santé, les derniers exclus de la CPDT, mais peut-être plus portés long terme. Présent à La Poste et à France Télécom, le syndicat SUD (Solidaires, unitaires et démocratiques) fait partie, avec les enseignants de la FSU et avec le gros bataillon des enseignants de l'enseignement supérieur, des mouvements qui ont fait frapper fort du devant de la scène avec les conflits sociaux des mois de novembre et de décembre derniers. En pointe dans le mouvement, il avait appelé ses militants à faire grève et à manifester avec les cheminots, les électriciens, les gaziers et les étudiants pour défendre la Sécurité sociale et les régimes spéciaux de retraite, dès le 15 novembre.

CFDT-PTT excluait ses « gauchistes », forts à Paris et dans quelques bastions. Sur le coup, les exclus passent par une période de flottement, puis décident de repartir de zéro. A l'origine, une bande de copains - Annick Coupé, Christophe Aguiton, Thierry Renard, Christian Chartier - crée SUD. Ils veulent un syndicat renoué, plus démocratique, plus moderne et plus radical.

« INTELLOS » ET « GAUCHISTES »
Les critiques fusent immédiatement : syndicat d'« intellos » pour les uns, de gauchistes pour les autres, considéré par ses adversaires comme un groupement de trotskistes de la Ligne communiste révolutionnaire et de cathos de

gauche, SUD est qualifié de « *groupuscule* » par la direction de la CFDT. Certains voient dans ses méthodes des similitudes avec celles des mouvements gauchistes de 1968 : assemblées générales, culte de la base, recherche systématique de l'unité d'action.

« Pour la CFDT, on était une bande de gauchistes, tout juste capables de jouer les opposants. On a voulu prouver le contraire en fondant un syndi-

aux mouvements de la société », expliquent les dirigeants de SUD. Il leur fallait s'imposer sur le terrain : au bout de sept ans, aux élections professionnelles d'octobre 1995, SUD a enlevé à la CFDT, avec 27 % des voix, la deuxième place au conseil d'administration de France

cations. Il est devenu un interlocuteur inévitable de la direction.

SUD est aussi un réseau qui se défend de tout corporatisme. Ce syndicat pas tout à fait comme les autres s'est bâti contre les confédérations et fait partie du « groupe des dix », avec d'autres syndicats indépendants. Proche des associations féministes, des mouvements antiracistes et des associations de chômeurs, la lutte contre le chômage est un de ses chevaux de bataille. Il s'est impliqué dès le début dans l'Association Droit au logement, puis dans Droits devant. Il a porté sur les fonts baptismaux l'association Agir ensemble contre le chômage.

Ces positions indigent et inquiètent les considérations traditionnelles, qui craignent, à mots couverts, que derrière cette mortuorie ne se profile quelque chose de plus vaste. Force ouverte s'en même comme de la peste, la CGT se voit doublée sur sa gauche par ces « groupuscules », mais c'est la CFDT qui vit le plus mal cette émigration. En investissant le terrain de la lutte contre l'exclusion et la précarité, SUD pétième les plates-bandes efféctées. Ses animateurs puisent en cet être inspiration aux sources de l'anarchosindicalisme du début du siècle, celui des Bourses du travail et d'un mouvement syndical qui se voulait porteur d'un projet d'émancipation portée.

A. B. M.

10, rue de la Paix, Paris (2e). 42-61-67-61

SOLDES

Comment ne pas craquer ?

Les soldes chez Roche-Bois, c'est vraiment le moment idéal pour renouveler sa maison à prix de rêve. Salots cuir ou tissu, chaises à crocheter, petits meubles, tables, chaises, lampes, tapis... Craquez pour toute la décoration que vous aimez, à des prix que vous aimez aussi !

Du 27 décembre
au 15 janvier

**ROCHE
BOIS**

Paris 13, 92/93/95/99 - Ind de Strasbourg, 42 78 83 53 (tousjours en promo)
Paris 12, 10 & 86 - rue de la Croix 33-46 83 20 (tousjours le jeudi)
Paris 7, 69/69/69/73 Ind de St Germain 45 45 07 64

Paris 12, 52, av. de la Gde Armée, 45 34 73 87 - 6 rue Denis Poisson 45 34 48 22
Aubière/Metz 39/43/55 - rue de l'Industrie 33 34 39 88 - Clermont, 30 rue Pierre de Furm, 33 52 49 71 - La Défense, 63 Cal 4 Terrazas, Vercors 1, 47 52 51 22 - Montigny, 33 C. RN 4 47/23 164
Bordeaux 34 50 73 15 - Montferrier, 83/201 La Mite du Bassin 39 50 73 57 - Orpèdre, 19 Cal 39 73 43 14
Paris/Paris/Bois, 206 av. Armand Baraud 48 57 02 07 - St Quentin en Yvelines, 63 Cal 4 rue Colbert 33 57 15 34 - Versailles, 6 rue du Parc (Roc de la Mairie) 45 33 48

Liste des magasins Roche-Bois en France : 14 numéros 05 39 52 48

qui instaure des « comparutions à délai rapproché ». La chancellerie souhaite également créer des unités à encadrement éducatif renforcé pour les jeunes « les plus durs ».

Moins de 10 % des affaires poursuivies sont confiées à un juge d'instruction. En revanche, les comparutions immédiates, qui favorisent les peines de prison ferme, sont, elles, de plus en plus fréquemment utilisées par les parquets

En outre, le même enseignement de cette étude confirme l'influence de la situation sociale et des antécédents judiciaires sur la sanction. « Le recours à l'emprisonnement ferme est massé pour ceux qui n'ont pas d'insertion professionnelle », résume le Ceadip. Ainsi, 56 % des chômeurs et 56 % des personnes sans profession se voient-ils infliger une peine de prison ferme, alors que ce chiffre tombe à 29 % pour les personnes qui ont une profession. Parmi ces dernières, « celles qui sont condamnées reçoivent le plus souvent une peine d'emprisonnement avec sursis ». Le passé pénal lui aussi, pèse lourd : près de 40 % des personnes qui ont été condamnées au moins deux fois héritent d'une peine de prison ferme, contre 27 % de celles qui ont un casier vierge. « Il existe une liaison forte entre le recours à l'emprisonnement et le nombre de condamnations antérieures ».

★ Bruno Aubusson de Cavarlay, Marie-Sylvie Huré, *Arrestations, classements, déferements, jugements, Études et données pénales*, 1995, n° 72, Cessip, 43, boulevard Vauban, 78280 Guyancourt.

Des Centres d'éducation renforcée pour les jeunes délinquants

seront autorisées que pour des motifs précis, y compris le week-end.

Le principal syndicat d'éducateurs, le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPEPS-F) - FSU, n'est pas hostile à l'idée de mettre en place des petites structures, mais insiste sur le manque de moyens. « L'encadrement prévu est insuffisant, estime la secrétaire générale, Anne Leclerc. De plus, le fait de rassembler dans une même unité les jeunes les plus dangereux nous incite, enfin, à l'interdiction de sortir l'individu de l'enceinte de son établissement. Ce travail d'éducateur rendra le travail d'assistant difficilement réalisable. L'évolution est à nuancer ? » Le projet du ministère figurera dans le plan national d'intégration urbaine (PNIU), qui devrait être présenté aux alentours de la mi-janvier par le gouvernement.

Robert Badinter avait ainsi choisi, en 1985, de mettre fin à la solitude de ce juge en créant des « *chambres d'instruction* », composées de trois magistrats, mais sa réforme avait été abandonnée par son successeur, Albin Chalandon. Dénonçant le pouvoir « *parfaitement exorbitant* »

est déclarée irrecevable

Nathaniel Herzberg

Cette procédure accélérée est cependant plus souple que celle qui avait été envisagée dans un premier temps par le ministère de l'Intérieur. Dans un texte adressé le 21 août à Matignon, M. Dextré proposait d'instaurer pour les mineurs des comparutions immédiates identiques à celles des adultes. « Nous avons évité le pire, mais le projet reste inquiétant, note le secrétaire d'État, Jean-Claude Bouvier. Il est bon que la justice judiciaire soit plus rapide, mais pour cela la peine prévue dans le texte suffit : la peine de mort rapidement sur la culpabilité et attend de voir l'évolution du jeune sur plusieurs mois avant de décider de la peine. Avec cette commutation à délié rattaché,

GRAND

c'est le moment rêvé
pour renouer avec la
qualité et la tradition à
des prix exceptionnels.
Qualité des tissus,
finitions parfaites et
service après-vente.
font d'un vêtement Cap
un exemple d'élégance
et de raffinement.
Et pour longtemps.

GRANDES TAILLES

SOLDES A PARTIR DU 2 JANVIER
26, BD MALESHERBES, 75003 PARIS
195, BD SAINT-GERMAIN, 75007 PARIS
74, BD DE SEBASTOPOL, 75003 PARIS
A LYON, 13, RUE DE LA REPUBLIQUE
A BORDEAUX, 12, RUE MONTESQUIEU
A STRASBOURG, 27, RUE DU DOME
A LILLE, 88, RUE NATIONALE

Claudine Escof

collèges et les écoles primaires. Plusieurs milliards de francs de travaux ont déjà été engagés pour la sécurité des établissements.

mettre aux communes de faire face aux travaux de sécurité qui s'imposaient, 402 millions de francs ont été consommés en 1994. En ce qui concerne les 12 milliards de prêts bonifiés accordés aux départements et aux régions, plus de 8 milliards ont été engagés, à raison d'un peu plus de 3 milliards pour les lycées et 5 milliards pour les col-

Le rapport final de l'Observatoire recensant les établissements à risques ne présentera pas de liste nominative précise, mais proposera une cartographie par régions avec des pourcentages sur le nombre de bâtiments concernés par les problèmes d'amiante. Sans attendre la parution du décret, promulgué déjà pour le mois de novembre 1995, qui contraindra tous les propriétaires de bâtiments collectifs ou à usage collectif à vérifier l'existence d'une isolation à l'amiante, l'Observatoire peut jouer un rôle d'« aiguillon » auprès des collectivités locales et des établissements. Il leur envoie dès ce début d'année un document de quelques pages comportant une explication des dangers liés à l'amiante, la marche à suivre et quelques adresses utiles. M. Schéret s'est aussi montré soucieux de ne pas voir les établissements se précipiter dans des démarches incohérentes, « le délogage pouvant se révéler alors plus dangereux que la présence d'amiante elle-même ».

Béatrice Gurrey

■ **ASSOCIATIONS :** Simone Vell (UDF-ADF) a estimé, vendredi 12 janvier sur Europe 1, qu'il faudrait « faire une loi différente » de la loi de 1901 pour certaines associations. A propos de la loi de 1901, Mme Vell a souligné qu'elle était « une grande loi liberté (...). Cette liberté d'association dont bénéficie tout le monde est donc très difficile à changer, mais en même temps elle laisse toute liberté à ceux qui sont associés en son sein, et notamment au conseil d'administration ». En ce qui concerne la gestion de l'ARC, Mme Vell a ajouté : « C'est vrai que nous savons, lorsque j'étais au gouvernement, il y a vingt ans, j'ai pensé que cette association avait des frais somptueux de fonctionnement, d'apparence de relations. »

es colleges, les resultats reçus des

D'autres difficultés risquent de surgir pour les écoles primaires. Le patrimoine immobilier, 66 000 établissements, est beaucoup plus ancien que celui du second degré, donc théoriquement moins concerné par les problèmes d'amiante. Mais de nombreux travaux annexes

LA MISE EN EXAMEN, par le juge d'instruction de Crétail (Val-de-Marne), Eric Halphen, de deux des plus grands chefs cuisiniers parisiens semble avoir semé un petit vent de panique dans le monde culinaire. Prononcées à la fin du mois de décembre, les mises en examen pour « *corruption passive* » de Manuel Martínez, le chef de la Tour d'argent, et de Christian Constant, celui de l'Hôtel de Crillon - respectivement distingués par deux et trois étoiles au guide Michelin -, ont donné à la préparation des réveillons un arrière-goût de scandale. Les deux maîtres-chefs sont soupçonnés d'avoir perçu, de la main d'un négociant en poissons de Rungis qui fournissait leurs cuisines, la société Scottish, des « enveloppes » contenant quelques milliers de francs.

« Derrière la qualification de corruption, il

n'y a en fait que des gratifications, généralement modestes, a déclaré au Monde, jeudi matin 5 janvier, l'avocat de Christian Constant, M Gilles-Jean Portejoie. Il s'agit d'une pratique usuelle, l'argent étant distribué par le chef au personnel de cuisine. » L'enquête du juge Halphen semble effectivement avoir établi que les sommes versées par le poissonnier corrompu - entre 1 000 et 3 000 francs mensuels, selon les établissements - correspondaient à un pourcentage du montant des commandes, pouvant aller jusqu'à 10 %.

Certains chefs semblent avoir eu la possibilité de se servir gratuitement dans les stocks, pour leur usage personnel. Le dirigeant de Scotch, lui aussi mis en examen, avait en échange table ouverte chez les plus grands de la gastronomie parisienne. Au

La piste remontée par le juge Halpignon l'avait d'abord conduit au Quai d'Orsay, réputé pour servir les meilleurs repas de la République. Le 21 décembre, Marcel Le Faou, qui dirigeait les cuisines du ministère des affaires étrangères depuis dix ans et siégeait à l'Académie culinaire de France, avait été le premier chef épinglé. Il a, depuis, fait valoir ses droits à la retraite. *«Après lui, indique une source proche de l'enquête, la liste des mises en examen pourrait bientôt prendre des allures de Bottin gourmand.»*

H. G.

Une nouvelle norme s'applique aux appareils de chauffage

LES DERNIERS jours de l'année 1995 ont rappelé de façon dramatique que les installations de chauffage pouvaient être dangereuses et que des intoxications dues au mauvais fonctionnement d'un appareil de chauffage se produisaient encore, malgré l'application de nouvelles normes de sécurité et les campagnes de prévention.

Trente-sept vacanciers belges en villégiature dans le hameau Saint-Catherine, qui dépend de la station de sports d'hiver de Vars (Hautes-Alpes), ont été hospitalisés, mercredi 3 janvier, à Briançon et à Gap, à la suite d'une intoxication provoquée, selon les premiers éléments de l'enquête, par un chauffe-eau défectueux. Leurs jours ne sont pas en danger. Durant le week-end du Nouvel An, deux personnes avaient trouvé la mort à la suite d'une intoxication au monoxyde de carbone et près de soixante autres avaient dû être hospitalisées. L'accident le plus spectaculaire s'est produit à Oestres (Aisne): quarante-cinq personnes participant à un réveillon de la Saint-Sylvestre dans une ferme ont dû être hospitalisées après avoir respiré du monoxyde de carbone. Les locaux, qui comportaient notamment un chauffage au gaz et un réchaud à gaz, n'étaient pas aérés. Dans la Loire, à Saint-Symphorien-de-Lay, deux adultes et quatre enfants, victimes d'une intoxication au monoxyde de carbone, ont terminé le réveillon du Nouvel An à l'hôpital.

à la suite du mauvais fonctionnement d'un appareil de chauffage au gaz.

A Lille (Nord), c'est une installation fonctionnant au charbon qui a intoxiqué un couple durant cette même nuit, provoquant la mort d'un homme âgé de soixante-sept ans et de sa femme de cinquante-huit ans. Enfin, dans les Vosges, un garçon de sept ans a sauvé sa famille d'une mort certaine, en appelant sa grand-mère au secours,

Un diagnostic difficile

Le monoxyde de carbone est un gaz incolore et inodore, d'une densité voisine à celle de l'air, qui est combustible et brûle en produisant une flamme bleue. Il est très toxique et se fixe sur l'hémoglobine du sang, diminuant ainsi sa capacité de transport de l'oxygène, et sur d'autres protéines cellulaires. Les signes cliniques de l'intoxication au monoxyde de carbone ne sont pas spécifiques et rendent le diagnostic extrêmement difficile.

Les cas de décès ou de comas restent rares, et, le plus souvent, le sujet intoxiqué souffre de maux de tête, de vertiges, de troubles digestifs ou cardiovasculaires. Des complications neurologiques (troubles de la mémoire, démence, coma) peuvent apparaître quelques jours ou quelques semaines après l'intoxication, essentiellement chez les personnes intoxiquées initialement victimes d'un coma.

Le samedi 30 décembre, pour l'avertir que ses parents et lui étaient malades. Cette dernière a aussitôt prévenu les pompiers, qui ont découvert le couple et l'enfant inanimés sur le sol. Hospitalisées dans un état grave, les trois personnes ont pu être sauvées.

L'intoxication par le monoxyde de carbone est la première cause de mortalité accidentelle par

toxiques en France. Elle provoque chaque année 300 à 400 décès et entre 5 000 et 8 000 hospitalisations, selon la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) du ministère de l'économie. Les accidents, dus le plus souvent aux appareils de chauffage au gaz et aux chauffe-eau, se produisent généralement en automne et en hiver. « C'est souvent le défaut d'entretien de ces

gaz incolore et inodore, d'une densité combustible et brûle en produisant une fumée et se fixe sur l'hémoglobine du sang, de transport de l'oxygène, et sur les organes cliniques de l'intoxication au monoxyde de carbone, et rendent le diagnostic difficile.

Le monoxyde de carbone est une intoxication rare, et le plus souvent, le symptôme est celui de vertiges, de troubles digestifs, de troubles neurologiques (troubles de la mémoire, de l'appareil quelques jours ou semaines), essentiellement chez les personnes souffrant d'un coma.

Les appareils qui expliquent leur production de monoxyde de carbone, expliquent-t-ils à la DGCCRF. Rares sont, en effet, les installations potentiellement dangereuses. Fin 1994, les directions de la consommation ont enquêté auprès des distributeurs afin de vérifier le marquage des appareils de chauffage utilisant des combustibles liquides, solides ou gazeux. Ceux-ci

se sont révélés globalement conformes aux normes de sécurité, à l'exception de cinq panneaux radiants mobiles (sur 550 appareils vérifiés), qui ne signalaient pas explicitement qu'il était interdit de les utiliser dans les locaux d'habitation et qui ont donc été retirés du marché.

Député le 1^{er} janvier 1996, les appareils de chauffage doivent obligatoirement comporter le marquage CE, une norme de sécurité européenne. Une fois installés, ils doivent, en outre, être régulièrement vérifiés par un professionnel, mais c'est là que le bât blesse, les accidents se produisant le plus souvent sur des appareils anciens.

« Les intoxications au monoxyde de carbone sont souvent liées à la pauvreté, estime-t-on au ministère de l'économie et des finances, puisqu'il suffit, pour s'en prévenir, de faire contrôler son installation. » En 1994, trois squatters avaient été trouvés intoxiqués après avoir chauffé leur logement avec un appareil au gaz conçu pour un usage extérieur.

La dernière campagne de prévention des accidents domestiques, lancée en décembre par le ministère des affaires sociales, le ministère de l'économie et la Caisse nationale d'assurance-maladie rappelle, notamment, la nécessité de ne jamais obstruer les bouches d'aération et de faire vérifier régulièrement les appareils de chauffage.

Michèle Aulagnon

ALAIN LAMASSOURE

**ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE**

**AVEC
OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)**

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

هكذا من الأصل

1520

DISPARITIONS

Claudine Escoffier-Lambiotte

La passion de son métier

LE DOCTEUR Claudine Escoffier-Lambiotte, qui dirigea de 1956 à 1988 la rubrique médicale du Monde, est décédée jeudi 4 janvier, à l'âge de soixante-deux ans.

Trois doctorats en médecine, le premier obtenu dans sa Belgique natale « cum maxima laude », après la plus grande louange — après des études à l'université clandestine de Bruxelles sous l'Occupation, le deuxième à l'université Columbia de New York, pour la laquelle elle avait obtenu une bourse, le troisième à Paris; des prix sans compter, de celui qui, par trois fois, couronna en elle le meilleur étudiant en médecine belge à ceux du Grand Siècle ou de l'information scientifique de l'Académie des sciences; des rosettes françaises et belges; des nominations plus flatteuses les unes que les autres, notamment à l'Institut Pasteur, à l'Institut international de bioéthique, à la New York Academy of Science, au Conseil supérieur de l'éducation sexuelle, à la commission nationale des comptes de la santé, au centre d'anthropologie médicale du Collège de France; des missions de toutes sortes, de grands voyages, des centaines d'articles et de conférences: le curriculum vitae de Claudine Escoffier-Lambiotte a des allures de palmarès. Des deux côtés de l'Atlantique et du Québec, elle connaissait tout le monde et tout le monde la connaissait.

Une autre en aurait tiré de la vanité: elle en était totalement dépourvue. Sa raison d'être et d'agir, c'était d'abord sa passion pour son métier. On dirait mieux ses métiers. Celui de mère de quatre enfants, précocement veuve d'un chirurgien réputé. Celui de chercheuse: elle l'est restée toute sa vie, avec une rare aptitude à saisir l'essentiel et à le communiquer. Celui de journaliste: puisque ces qualités, qu'il avait remarquées, ont amené Hubert Benne-Méry, dont elle devait rester très proche, à lui confier en 1956 la responsabilité de la rubrique médicale du Monde.

Responsabilité est bien le mot qui convient. Pédagogue née, parfaitement au courant de l'évolution de la médecine, notamment sous ses aspects éthiques, disposant d'un réseau d'informateurs sans pareil, elle avait pleine

conscience de l'impact de ce qu'elle écrivait et était extrêmement attentive à ne pas éveiller chez ses lecteurs, par une phrase imprudente, espoirs ou angoisses inconsidérés. A ceux qui dénonçaient facilement la légèreté, la superficialité, voire le cynisme du journalisme, on ne saurait trop recommander de se reporter à ses articles, clairs, admirablement documentés, pleins de sagesse, de mesure, mais aussi de courage et de lucidité. Combien de somnifères d'alarme n'a-t-elle pas tirés? Comment oublier ses combats pour la contraception, contre l'acharnement thérapeutique?

Ce n'est pas tout: c'est à Claudine Escoffier-Lambiotte qu'est due la création en 1962, en compagnie des plus grands noms de la médecine française, de cette Fondation pour la recherche médicale dont elle allait vite devenir la secrétaire générale, avec pour objectif de compléter, grâce à des dons et legs privés, les dotations notoirement insuffisantes de l'Etat. Là aussi, elle s'est donnée sans compter, avec une énergie, une opiniâtreté surprenantes chez cette femme même qui se nourrissait de bien et réussissait le miracle, suroccupée comme elle l'était, de paraître en permanence disponible. A défaut en effet d'exercer directement la médecine, elle était toujours prête à donner un conseil, à recommander un spécialiste, à rendre visite, à l'hôpital, aux membres du personnel du journal

André Fontaine

[Peu de journalistes ont, comme Claudine Escoffier-Lambiotte, personifié à ce point l'histoire du Monde. Emprunte de charme et de distinction, elle investit, pratiquement seule dans la presse, le journalisme d'information médicale. Femme de combats et de convictions — elle joua un grand rôle dans la lutte pour le droit à la contraception —, elle rendit compte dans les colonnes de notre journal de toutes les étapes de la révolution médicale et biologique qui s'est accomplie au cours de la dernière moitié du siècle. Passionnément attachée à l'histoire du Monde, elle ne cessait de suivre avec vigilance la vie de sa rédaction depuis son départ en retraite. A ses quatre enfants, à sa fille aînée, à ses sept petits-enfants, le Monde adresse ses très vives condoléances. — J.M.C.]

NOMINATIONS

CONSEIL D'ETAT

Jean Massot, conseiller d'Etat, a été nommé président de la section des finances du Conseil d'Etat, par le conseil des ministres du 3 janvier. Il remplace Yves Galmot, atteint par la limite d'âge.

[Né le 12 avril 1935 à Rennes, Jean Massot devient conseiller au Conseil d'Etat, à la sortie de l'ENA, en 1963. Il sera, par la suite, directeur des services en 1970, puis conseiller d'Etat, en 1986. Il devient directeur administratif et financier du Centre national d'études spatiales, en 1969, puis directeur des études à l'Institut international d'administration publique, en 1972. Du 10 janvier 1985 au 30 mai 1985, il est directeur de la population et des migrations au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. En même temps, il occupe la fonction de vice-président de l'Office national

d'immigration et du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles. Il est directeur du cabinet de Pierre Arpaillange, ministre de la justice, de mai à octobre 1988. Il réintègre ensuite le Conseil d'Etat où il préside la 4^e sous-section des contentieux.]

GAZ DE FRANCE

Pierre Gadonneix, directeur général de Gaz de France, a été nommé président de la compagnie, au conseil des ministres du 3 janvier, en remplacement de Loïc Le Floch-Prigent nommé à la présidence de la SNCF (Le Monde du 28 décembre 1995).

[Né en 1946 à New York, Pierre Gadonneix est polytechnicien, diplômé de la Harvard Business School aux Etats-Unis, de l'Ecole nationale

Philippe Constantin

Une figure marquante de l'industrie musicale

LE PRODUCTEUR de disques Philippe Constantin est mort mercredi 3 janvier, à Bordeaux, des suites d'un accès aigu de paludisme, à l'âge de cinquante et un ans.

« Je suis né en 1944 dans une petite ville du sud-ouest de la France, dans une famille de pharmaciens, où il n'y avait ni radio, ni tourne-disques, ni télé, bien sûr. Milieu catholique, scolaire, paisible. » Ainsi commençait la biographie que Philippe Constantin avait lui-même rédigée lors de son arrivée à la tête de la branche française de Mango Records, label de world music du groupe PolyGram, après onze ans passés à diriger la maison Barclay. Sa mort affecte profondément les milieux professionnels et artistiques, en France et à l'étranger. Philippe Constantin appartenait à la race des « faiseurs de talents » sans qui la profession de producteur de disques ne serait qu'une mince affaire d'argent.

Au revers du blouson de ce professionnel peu orthodoxe, on pourrait aujourd'hui accrocher bien des médailles. Mais Philippe Constantin n'aimait pas les décorations, il était avant tout homme de goût, de passion, de découverte. La musique devra porter à son crédit la réussite de carrières exemplaires dont il a bâti les fondations avec la patience d'un père de famille. Vedettes françaises (Jacques Higelin, Téléphone, Stephan Eicher, Gérard Manset, les

Rita Mitsouko, Etienne Daho) ou stars africaines (Mory Kanté, Salif Keita, Fela, Imani Lo) ont bénéficié du même acharnement à se battre pour elles, souvent contre les exigences du profit à court terme. Le bonheur fut souvent au rendez-vous: des ventes records pour Yéyé Yéyé de Mory Kanté en 1986, la reconnaissance publique de Stephan Eicher, un soir de Déjeuner en paix à nouveau les ondes et que Philippe Constantin en est à défendre son nouveau poulain, le Sénégalais Imani Lo. Au bal, et, rayonnant, fanatiquement fier, et vraiment passionné, il vérifiait la théorie selon laquelle dix ans suffisent à peine pour bâtir une carrière. Philippe Constantin était un fils de mai 1968. « Toujours du bon côté des barricades », écrivait cet amateur de musique, de rêves et de révolution. « C'est d'ailleurs un long tract que j'avais rédigé et distribué aux usines de Renault-Billancourt, sur la mort de Jimi Hendrix, qui me valut l'exclusion du groupe trotsko-guévariste auquel je consacrais ma vie nocturne. »

RENCONTRE DÉCISIVE

Après des études à HEC, Philippe Constantin devient membre de l'équipe fondatrice du magazine Rock & Folk. Il écrit dans Jazz-Hot, Jeune Afrique, Le Magazine littéraire. En août 1968, fan de rock anglais, il entre chez Pathé-EMI — « C'était le temps où l'on

pouvait porter côte à côte le badge de John Lennon et celui de Che Guevara ». Il y gère le catalogue international et contribue à faire connaître en France le groupe Pink Floyd. Promu directeur des Editions Pathé Marconi en 1973, passé à la production « douze secondes et demi plus tard », par absence totale d'esprit bureaucratique, il pressent les chances de développement du rock français. « Un homme, disait-il, allait changer ma vie et mon combat, Étienne Roda-Gil... qui allait me donner cette idée extrêmement moderne que la ligne de démarcation ne passait pas par l'anglais contre le français, mais par la musique et le sens. » De Gérard Manset à Téléphone, en passant par Jacques Higelin et Starshooter, Constantin mène le combat. En 1978, après avoir quitté Pathé, à la demande du Britannique Richard Branson, il lance Virgin France avec Patrick Zelnik, avant de fonder, en septembre de la même année, les éditions musicales Clou-

seau. Philippe Constantin quitte Virgin après ce qu'il considérait « comme une série de déviations idéologiques: les signatures (entre autres d'un Gainsbourg) ». Directeur de Barclay jusqu'en 1990, il se lance alors dans l'aventure des musiques du monde, face à « l'épuisement de la musique de divertissement qui ne faisait plus que rythmer la monotonie du quotidien ». Chris Blackwell, le patron d'Island, et Alain Lévy, président du groupe PolyGram, lui demandent de prendre en main Mango Records France, qui disparaîtra en 1994. Inlassable, Philippe Constantin lance son propre label, Sankara, au sein de Remark/PolyGram (vient de sortir un premier album, celui du Tchadien Clément Masdongari).

Pour annoncer la naissance de son nouveau « bébé », Philippe Constantin, père de deux filles, et mariée à Nabou, africaine et danseuse, avait envoyé des cartes postales postées d'Arcachon, où, fatigué, « frappé par la lassitude et la vie », il passait ses vacances. L'usure du métier et un accès de paludisme ont eu raison de sa volonté de « réapprendre la joie, la fête, le rêve ».

Véronique Mortaigne

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Marie (Emma, Claire) LESBRE

est très heureuse d'annoncer la naissance de

manman Pascale DRAVERS

et papa François,

le 27 décembre 1995, pour la vie.

Michèle et Laurent HABIB

ont la joie d'annoncer la naissance, le 26 décembre 1995, de

Marie,

petite sœur de Jules et Simon (?).

96 rue de Longchamp, 92200 Neuilly.

Décès

— Son épouse et ses enfants

font part du décès de

Maurice ANTHONI,

qui nous a brutalement quittés le 4 janvier 1996.

Nous nous réunirons pour la cérémonie

un crématorium de Valenton (Val-de-

Marne), avenue de la Fontaine-Saint-

Martin, le mardi 9 janvier, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes, les dons reçus

seront reversés à

AVIATION SANS FRONTIÈRES

89, boulevard Les-Bois-du-Corf, 91450 Brioules.

— Les parents et les amis de

Edgar BISCHOFF,

dit

François MAINVILLE,

compositeur,

ont le chagrin d'annoncer son décès,

survenu à Draveil le 27 décembre 1995.

Les obsèques auront lieu au columbarium du Père-Lachaise, le mardi 9 janvier,

à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Laëtitia et Kalmy,

ses filles,

François Constantin,

secrétaire perpétuel,

M. et M^{me} Michel Constantin,

et leurs enfants,

Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Philippe CONSTANTIN,

chevalier des Arts et des Lettres.

Les obsèques religieuses seront

célébrées à l'église Notre-Dame de

Monseigneur, le 5 janvier 1996, à 15 heures.

— Toute l'équipe de PolyGram

a la grande tristesse de faire part du décès de

Philippe CONSTANTIN.

— Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mireille GARDÈRE,

survenue le 3 janvier 1996.

Ses obsèques auront lieu le lundi

8 janvier 1996, à 14 h 45, au cimetière du

Montparnasse, 3, boulevard Edgar-

Quinet, à Paris-14^e.

— Jacques et Antoinette Hatzfeld,

ses parents,

Laure Hatzfeld,

sa sœur,

Les familles Hatzfeld, Klein et

Doussier,

ont l'immeuble douleur de faire part du

décès de

Vincent-Marc HATZFELD,

le 24 décembre 1995, à l'âge de vingt-

quatre ans.

La chaleur de nos amis, la sympathie

active de ceux du PCHM de Brétigny, du

poste de secours de l'Aravet, des respon-

sables de la SEM de Serre-Chevalier et de

la mairie de Villeneuve-la-Salle nous ont

été infiniment précieuses.

Jacques et Antoinette Hatzfeld,

44, rue Florin,

92160 Antony.

Nos abonnés et nos actionnaires,

bénéficiant d'une réduction sur les

inscriptions du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir nous com-

muniquer leur numéro de référence.

— M^{me} Albertine Plessey,

présidente,

M^{me} Pierre Mesmer,

secrétaire perpétuel,

Et les membres de l'Académie des

sciences morales et politiques,

ont le regret d'annoncer le décès de leur

confrère

Jean MARCHAL,

membre de l'Académie,

survenue le 31 décembre 1995.

Les obsèques ont été célébrées dans

l'intimité familiale.

Une messe sera dite à son intention le

samedi 19 janvier 1996, à 18 h 45, en

l'église Saint-Basile de Mont-

— M^{me} Yvonne Mouss,

son épouse,

Les familles Mouss et Grand,

ont la douleur de faire part du décès de

René MOATTI,

avocat honoraire au barreau de Paris,

ancien président du conseil municipal

de Paris,

ancien député de Paris,

commandeur de la Légion d'honneur,

médaille de la Résistance,

croix de guerre,

survenue le 1^{er} janvier 1996, dans sa quatre-

vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité le jeudi 4 janvier.

— Jacques Raymond et Jeanne Brezès

Nunes Raymond,

Jean-Paul et Anne-Marie Raymond,

Pierre Raymond et Xavier Ronco,

Alex et Marie Raymond,

Anne Raymond et Sylvain Delle,

Jean-Philippe Raymond,

Emmanuel et Michel Raymond,

Etienne Dello-Raymond,

ses enfants, petits-enfants

et arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Roger RAYMOND,

à Paris, le 2 janvier 1996.

Les obsèques ont eu lieu à Condou-

en-Francis (Canal).

33, rue de Fleury,

75006 Paris.

5, rue des Châteaufortiers,

75019 Paris.

— M^{me} Pierre Petersell,

M. et M^{me} Christian Petersell

et leurs filles,

M. et M^{me} Thérèse Petersell

et leur fils,

Les familles Collier et Pernier,

Ses parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre PETERSSELL,

ingénieur en chef

au sein de l'organisation,

survenue le 29 décembre 1995, dans sa

soixante-dix-huitième année.

La levée du corps aura lieu le mardi

9 janvier, à 10 h 30, à la chambre funé-

raire des Badinçolles, 10, rue Pierre-

Rebère, à Paris-17^e, où l'on pourra se re-

cueillir à partir de 9 heures.

Il sera inhumé le même jour, à 12 h 15,

au cimetière du cimetière de Père-

Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Georges-Ville,

75116 Paris.

— Sylvie Rubinstein-Croq

a l'immeuble chagrin de faire part du décès

de sa maman,

Cécile RUBINSTEIN

née SZPRING,

survenue à Paris le 30 décembre 1995,

à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi

4 janvier 1996, au cimetière parisien de

Bagneux.

Merci d'adresser vos dons à l'OSE.

Œuvre de secours aux enfants,

CCP Paris 5659-80 B.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

84, avenue de Versailles,

75016 Paris.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

— M. Jean Vuarinet,

M. et M^{me} Alain Vuarinet,

M. et M^{me} Pierre Vuarinet,

leurs fils Yves et Quentin,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Edith VUARINET,

et de son fils,

Patrick.

La cérémonie religieuse aura lieu le

samedi 6 janvier 1996, à 15 heures, en

l'église de Morzine (Haute-Savoie).

Corps déposé à l'église à partir de

vendredi 5 au matin.

La famille ne recevra pas, condo-

léances sur registre. La famille remercie

par avance tous ceux qui prendront part à

leur peine.

Eglise Sainte-Marie-Madeleine,

74110 Morzine.

— Les familles Wagner et Petzold

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Alice WAGNER,

veuve de

Charles-Henri WAGNER,

survenue le 30 décembre 1995, à

Strasbourg, dans sa quatre-vingt-huitième

année.

Les obsèques ont eu lieu le 2 janvier

1996, à Gersdorf.

13, rue Massol,

67206 Mittelhausbergen.

Goma, Zaïre, juillet 1994.
Gilles Peress/Magnum.

UN journaliste américain a demandé à la fille de Patrick Chauvel ce que son papa faisait dans la vie. « Il va au bureau. » Et c'est quoi ce bureau ? « C'est la guerre », a gentiment répondu l'enfant. Depuis près de trente ans, Patrick Chauvel parcourt la planète pour photographier la douleur et le sang. Son corps donne une idée du parcours : le fémur abîmé par une balle en caoutchouc en Irlande du Nord ; quatre gros éclats de mortier dans le cou, la cheville, le genou et le coude au Cambodge ; une balle dans la cheville en Iran ; quatre mètres d'intestin en moins et un trou dans le dos après qu'une balle lui eut traversé le corps à Panama. « On m'a demandé d'arrêter, mais c'est plus fort que moi. Mettre ma vie en jeu est un luxe que je me paie. »

Patrick Chauvel est l'un des rares survivants de la génération qui s'est affirmée au Vietnam dans les années 60-70. À l'écouter, à écouter les reporters qui se sont imposés en Yougoslavie, au Rwanda et en Tchétchénie, les photographes de guerre – qui étaient les aristocrates de la profession – sont devenus des O.S. de l'image. « Des curiosités en voie de disparition », affirme Patrick Robert (agence Sygma), pour qui « la situation n'a pas cessé de se détériorer depuis dix ans ». Le profil romantique-flambeur-baroudeur du reporter en a pris un sacré coup. On admirait ces premiers témoins ; on les accuse aujourd'hui d'être des « charo-



Photographes de guerre, O.S. de l'image

Ils formaient l'aristocratie du photojournalisme. Les survivants portent sur leur corps les stigmates de leur profession. Admirés, envieux dans le passé, ils sont devenus « des curiosités en voie de disparition »

gnards » qui « font du fric avec le malheur des gens ». En fait, les photographes de guerre éprouvent un mal fou, depuis deux ou trois ans, à vivre de leurs images.

« Ma baisse de revenus est si énorme qu'il vaut mieux en rire », explique Laurent Van Der Stockt, de Gamma, dont les revenus ont chuté de moitié par rapport à la guerre du Golfe. Même chose pour Patrick Robert : « Pour la première fois en quinze ans, mes frais sont supérieurs à mes revenus. » Plus grave, Patrick Chauvel a reçu le 13 décembre de son employeur, l'agence Sygma, sa lettre de licenciement. Motif ? Plus rentable. Car le marché de la photo d'actualité est en sale état. Après vingt ans de prospérité, les deux principales agences au monde sont en crise : neuf licenciements chez Sygma à l'automne, et le personnel de Gamma qui a mené, du 8 novembre au 15 décembre, la plus longue grève de l'histoire de la profession. « La photo d'actualité est en plein marasme, nous l'avons tenue à bout de bras parce que nous sommes des journalistes », explique Hubert Henrotte, directeur de Sygma. Le moindre reportage de guerre coûte de 20 000 à 40 000 francs, somme rarement couverte par les publications dans la presse. Des spécialistes de la guerre, qui partagent avec leur agence les coûts et gains d'un reportage, se sont retrouvés à la tête d'« ardoises » de plusieurs centaines de milliers de francs. Le photographe de conflit, jadis « vitrine » des agences, est même devenu une charge encombrante.

Les problèmes financiers viennent empoisonner un peu plus le quotidien pour le moins sévère de la nouvelle génération des photographes de guerre. Luc Delahaye, Anthony Suau, Laurent Van Der Stockt, Paul Lowe, Tom Stoddart, Jon Jones, Patrick Robert, Eric Bouvet, Gilles Peress ont, en deux ans, accumulé des milliers de morts dans leur viseur. Ils sont partis deux cents jours par an – souvent plus –, se sont fait voler leur matériel, ont été blessés, parfois ont été faits prisonniers ; cer-

tains ont subi des simulacres d'exécution et restent marqués par une réalité qui est « bien plus dure que les images qu'on en donne », raconte Jon Jones.

Qui surnage ? Les heureux et rares bénéficiaires de contrats juteux avec les magazines américains Time et Newsweek : 450 dollars par jour, tous frais payés. S'en sortent aussi, à l'autre bout de l'échelle, les salariés des agences – autour de 15 000 francs par mois. Mais ces petits soldats de l'ombre, corvéables à merci, n'ont plus rien à voir avec les « grandes gueules » du passé, qui choisissaient leurs reportages et ont forgé le mythe de la profession. Sinon, la grande majorité souffre. Certains vivent sur leurs réserves. D'autres réalisent quelques prises de vue lucratives pour repartir à la guerre. Patrick Chauvel fait l'acteur pour son ami, le cinéaste Pierre Schoendoerffer. Beaucoup avouent ne plus pouvoir « continuer ». Laurent Van Der Stockt (Gamma) s'indigne : « Les cent meilleurs avocats de la planète n'ont pas de problèmes financiers. Et la soi-disante élite du photojournalisme est en plein marasme. »

À qui la faute ? À tous les maillons de la chaîne. Le photographe dénonce la friolante de son agence, qui dit s'adapter à la demande des journaux, qui affirment que le lecteur est fatigué de découvrir tant d'atrocités et que la télévision est là pour ça. Et que les photographes sont trop nombreux. Les agences, d'abord, préfèrent dénicher des correspondants sur place et bon marché plutôt que d'envoyer un photographe coûteux. Mais ces « locaux » sont moins crédibles car parfois liés aux pouvoirs : « Ils nous envoient souvent des images de propagande », dit Patrick Robert, quand notre force a nous est justement l'indiscipline. « Cette ribambelle de correspondants vient grossir un peu plus le cortège de photographes qui se bousculent à la guerre : spécialistes des grandes agences, envoyés spéciaux de petites structures, « pointures » ve-

nues se frotter à la grande actualité, salariés de l'AFP ou de Reuter, jeunes loups... Il n'y a plus de place pour tous. « Quand on était cinq au Vietnam, on est cent en Yougoslavie », explique Patrick Chauvel ; Sarajevo est devenue une poubelle de la photo. « Certains ont perdu leurs illusions. « J'imaginais le baroudeur solitaire et j'ai retrouvé une meute », raconte Olivier Jobard, jeune recrue de l'agence Sipa.

Les photographes pullulent, alors que l'accès à l'information se réduit comme une peau de chagrin. « Je passe 90 % de mon temps à atteindre les points chauds », assure Luc Delahaye (agence Magnum). Être libre et seul face à l'événement, poursuit-il, « devient rarissime », essentiellement dans les situations incontrôlables, de « chaos total », renchérit Patrick Robert : le génocide au Rwanda, la

davre ni trace de sang, multiplier les clichés de soldats fumant tranquillement... D'autres se sont repliés sur les victimes des snipers. « Planquer le civil qui peut se faire tuer, c'est devenu un photographe de fait divers », dénonce Luc Delahaye. Beaucoup enfin ont délaissé les conflits pour les camps de réfugiés. C'est facile d'accès, pas dangereux, les journaux et le public adorent ça. Mais ces reportages n'expliquent pas grand-chose.

Le moindre soldat, le rebelle tchétchène, le sniper serbe, l'officier bosniaque, tous ont assimilé le pouvoir d'une image fixe. « Les gens sont moins naïfs », constate Luc Delahaye, et nous utilisons parfaitement. » Là encore, on est loin du Vietnam, où l'armée américaine, dans un grand élan candide, a favorisé le travail de dizaines de pho-

teurs du monde depuis deux ou trois ans : 20 % à 30 % d'images d'actualité en moins, dit-on. En France, la situation est jugée « catastrophique », à l'exception de Paris-Match. « On fait des paquets de bonnes images, mais elles ne servent à rien », constate Patrick Robert. Elles sont remplacées par des sujets plus légers, rois, reines et princesses. Comme le dit Laurent Van Der Stockt, « les kiosques sont devenus une galerie de mannequins ». Le coup de sang de Cantona contre un supporter a fait plus de parutions que la première déroute russe à Grozny. Et Jon Jones dénonce l'écart de prix « obscène » entre les clichés de guerre et ceux de « Lady Di qui peuvent atteindre 460 000 francs ».

« Être publié ou pas, c'est devenu la roulette russe », affirme Anthony Suau, de l'agence Vu. Ainsi, les enfants irakiens d'Alexandra Boulat, le Rwanda de Paul Lowe, la Tchétchénie de Jon Jones, les combats entre Croates et Musulmans à Mostar par Laurent Van Der Stockt, les soldats russes en Tchétchénie par Luc Delahaye, sont autant de reportages remarquables réduits à zéro, une, voire deux publications dans la presse. La seule façon de les voir est de se rendre au festival de photojournalisme de Perpignan où ces sujets ont accumulé les prix. Le public ne voulant plus voir de sang, on lui présente souvent l'hémoglobine en noir et blanc, avec beaux nuages noirs et subtiles nuances de gris. Dans un camp de réfugiés, le photographe travaille entre 5 heures et 8 heures, pour saisir la brume mêlée à la vapeur de l'eau qui chauffe sur le feu, le tout pris dans une lumière rasante. Ajoutez un angle de prise de vue dynamique, et la belle image est là. Mais que dit-elle sur la vie dans un camp ? « C'est de la boucherie stylisée, commente Patrick Chauvel, alors que la guerre, ça pue la merde, la pisse et la mort. »

Reste la télévision qui, avec ses « chaînes de l'info », marginalise la photographie sur les terrains de guerre. Comment exister quand

« quarante personnes pour CNN ont couvert l'intervention américaine à Haïti en 1994 », demande Olivier Jobard. Bref, le constat est rude. Certains photographes vont plus loin. Pour Anthony Suau, « la majorité des photos d'actualité vont disparaître car elles s'adressent à un public noyé dans ses problèmes quotidiens et qui n'a rien à faire de toutes ces images de conflits ethniques, surtout quand elles se ressemblent et se brouillent ». Et de conclure : « De rares auteurs survivront, ceux qui sauront faire la différence. »

UN nouveau photojournalisme est en train de naître, avec pour chefs de file Gilles Peress, Luc Delahaye, Anthony Suau et Laurent Van Der Stockt. Les baroudeurs d'antan étaient des journalistes qui témoignaient en images, persuadés que leurs photos informaient et pouvaient changer le monde. Ceux d'aujourd'hui sont d'abord des photographes qui imposent un point de vue sur le conflit, s'expriment peu, sont d'un calme presque effrayant, calculent froidement les risques, parlent d'images et non plus de « coups ».

Pourquoi vont-ils à la guerre ? D'abord pour eux. La presse leur sert de médecine, elle leur permet de financer des sujets au long cours autour des conflits. Cette nouvelle génération pense surtout montrer son travail dans des expositions, musées, livres, revues. « Attention à ne pas se retrouver dans un vernissage au champagne avec du sang sur les murs », nuance Laurent Van Der Stockt, pour qui la photo de presse « reste un outil de communication ». Gilles Peress, qui pourrait accrocher ses images insoutenables « sur l'autoroute ou dans les chambres à coucher des gens », veut forcer le public « à affronter la réalité ». Luc Delahaye tente de photographier au plus près des acteurs d'un conflit. Il en sort des images remarquables d'ambiguïté, de fraîcheur et de terreur mêlées.

Michel Guerrin

سكزا من الإصل

Sho... 1.50

A ceux qui font l'opinion

NOUS vivons un bouleversement dans la pratique de la démocratie. Après que les citoyens ont désigné un pouvoir, ils ne s'identifient nullement à lui, ils le considèrent d'emblée comme appartenant à un autre monde. Quand on la croyait décisive, l'alternance créait un lien avec les gouvernants d'hier ou d'aujourd'hui. Mais quand on ne voit plus de différence entre les diverses manières de gouverner, quand les modalités et les finalités des décisions s'obscurcissent à cause de procédures plus compliquées, à cause des intrusions internationales, parce que les gestionnaires forment un monde à part, la politique, plus qu'une compétition, devient le face-à-face du pouvoir et de l'opinion. Au citoyen succède l'homme démocratique, celui qui observe un gouvernement dont il n'espère plus orienter l'action, dans les raisons duquel il n'entre pas mais dont il attend satisfaction, qu'il suspecte, contre lequel il se défend. Cette situation comporte des

propos de table, aux petites phrases, bien plus qu'aux situations, aux projets et aux problèmes. Ce ne sont pas les enjeux du pouvoir que l'on montre, mais le monde du pouvoir que l'on offre à la curiosité et à l'envie. La place disproportionnée donnée à certaines affaires, le fait qu'il n'y ait plus de hiérarchie de l'information, que souvent le plus anecdotique soit le plus développé et le plus affiché, cela relève d'un dévoiement de la vigilance civique. De cette polarisation malsaine témoigne aussi le goût de l'éclaboussure des titres construits autour de formules comme « M. X... est mis en cause dans l'affaire de... », « son nom a été évoqué à propos de... », « il apparaît dans le dossier de... ».

C'est souvent une facilité de surveiller les politiques au lieu de discuter leur action - tout en jouant le censeur ou le protestataire. On s'exerce au principe premier de la moralité sociale : considérer une situation dans son ensemble, assumer son rôle, prendre la responsabilité du monde où l'on vit, fût-ce

ger les réalités. Même un document important comme l'interview de Khaled Kelkal (qu'il fallait en effet publier), on ne le confronte pas aux éléments complémentaires ou contradictoires qu'aurait fournis une enquête auprès des anciens amis et professeurs, dans les institutions que Kelkal a fréquentées et que son témoignage accuse. En somme, on donne ce texte comme faisant foi par lui-même, on se contente qu'il soit « dérangeant » (pour qui ?). On est plus soucieux de produire un effet d'opinion que d'information et de réflexion.

On voit ici l'information au service d'une « correction politique » qui progresse en même temps que le dualisme droite/gauche perd de sa signification. Quand il n'y a plus deux positions légitimes en concurrence pour rendre compte du social, il y a danger qu'il soit considéré à travers un discours boudé a priori. La presse devrait être consciente de ce danger pour la pensée sociale et cultiver d'autant plus l'ouverture d'esprit.

L'incertitude se traduit par une tendance à éditorialiser excessivement. L'éditorial est un genre indispensable, mais il y a débordement quand des articles se présentent comme informatifs pour avoir pour but d'illustrer l'opinion du rédacteur.

Bien des facteurs contribuent à faire que la presse joue de plus en plus. Les cotés de popularité sont des jugements. Sur tous les problèmes, la publication de sondages sans continuité décourage ou interdit la discussion approfondie. « Les Français (53 % contre 47 %) pensent que... ». Et l'on sait que « le marché porte un jugement », « sanctionne », « manifeste sa réprobation ». Entouré de ces tribunaux permanents, le journaliste marque son espace en rendant ses propres sentences, dans l'espoir de peser, comme les caméristes, sur les décisions.

Consentir de sa responsabilité sociale, il devrait pourtant résister à la tentation d'abuser de son pouvoir, non pas s'interdire de juger, mais réserver son jugement, le déconnecter « des flux d'informations », ne pas rivaliser en « immédiatisme » avec les sondages et les marchés, épouser plutôt que celle du golden boy la position du citoyen qui, à l'écart des diverses cotations, mobilise sa mémoire et son imagination pour se représenter le monde où il vit et envisager un avenir raisonnable.

Nous intervenons tous plus ou moins dans la presse. Nous n'en parlons pas de l'extérieur. Mais nous sommes frappés de ce que l'idée actuellement dominante du rôle de la presse, de sa fonction critique et tribunaire, aboutit à l'enfermer dans la sphère du pouvoir, donc à aggraver le sentiment d'abandon et l'impression d'être livrés à l'insupportable d'être soufflés les Français. Cette critique des grilles de lecture et des a priori du journalisme traduit notre souci d'une attitude de corresponsabilité envers la chose publique.

Romy Braunman, Jean-Claude Casanova, Alain Finkielkraut, Jean-Claude Guillebaud, Pierre Hassner, Bernard Krieger, Henri Madelin, Olivier Mongin, Philippe Raynaud, Dominique Schnapper, Paul Thibaud, Pierre Vidal-Naquet

Abus de biens sociaux : quelles règles de prescription ?

par Marie-Anne Frison-Roche

Une proposition de loi déposée par Pierre Mazeaud tend à modifier les règles relatives aux poursuites pour abus de biens sociaux commis par un dirigeant de société. Ce délit consiste de la part du dirigeant à faire des biens de la société un usage qu'il savait contraire à l'intérêt de cette dernière et à des fins personnelles. Par exemple, faire supporter à la société les frais de remise à neuf de son domicile constitue un tel délit. Plus précisément, la proposition concerne les conditions dans lesquelles, passé un certain temps, ces poursuites ne peuvent plus être exercées, étant atteintes par la « prescription ». Aussitôt, des juges engagés se sont indignés. Est-ce à tort ou à raison ?

Lorsqu'il y a prescription, l'infraction ne peut plus, en principe, être poursuivie, de quelque infraction pénale qu'il s'agisse : crime, délit ou contravention. Si la règle est générale, le temps requis pour que la prescription s'opère varie. S'agissant de l'abus de biens sociaux, le délai est de trois ans. La solution est inconnue.

Mais, d'une façon générale, à partir de quel moment court le délai de prescription, passé lequel la punition ne pourra plus être demandée au juge ? Tout naturellement à partir du moment où l'infraction a été commise. Cela tient aux raisons mêmes qui fondent l'existence de la prescription : du côté de la société, une répression trop tardive perd sa signification et son utilité ; du côté du délinquant, on fait d'un droit à l'oubli. Par exemple, un vol est commis ; trois ans s'écoulent sans poursuites ; il est ensuite trop tard pour obtenir la condamnation du voleur.

Pour écarter le mécanisme ordinaire de la prescription, il faudrait donc que ces fondements ne trouvent pas à s'appliquer à propos d'une infraction particulière. Ainsi, face à la justification tirée de l'oubli, il faudrait une infraction proprement « inoubliable » pour que la prescription puisse être légitimement écartée. Il en est ainsi du crime contre l'humanité, dont l'exemple le plus net est le crime nazi d'extermination des Juifs, crime dont il faut garder précisément mémoire. Ou bien, face à la justification tirée de l'insupportable d'un comportement trop ancien, il faudrait une nécessité de répression telle que la sanction soit toujours d'actualité.

Si l'on conforme ces exigences au délit d'abus de biens sociaux, on admettra certes volontiers qu'il s'agit d'un comportement répréhensible et qui justifie par principe la poursuite ; mais de là à qualifier cette infraction, qui n'est pas même punie jusqu'à la qualification de crime, d'inoubliable... Là où la vie humaine n'est pas en jeu, l'imprescriptibilité trouvera difficilement un quelconque fondement. En outre, l'urgence de la répression n'est pas plus aiguë pour ce délit que pour tout autre.

Pourtant, les juges ont interprété les textes de telle façon que le délit d'abus de biens sociaux est actuellement de fait imprescriptible, c'est-à-dire qu'il est toujours possible de poursuivre le dirigeant de société, quelle que soit la date à laquelle remonte l'infraction. En

effet, la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation a, au-delà des textes, affirmé que, contrairement à la règle ordinaire précitée, on devait commencer à compter l'écoulement du délai de prescription de trois ans non pas à partir du jour où l'infraction est commise, mais à partir du jour où elle est découverte au parquet. Ainsi, si un abus de biens sociaux est commis en 1975 et qu'il est porté à la connaissance du procureur en 1994, la prescription ne sera pas acquise depuis 1975 mais devra au contraire attendre 1997 pour l'être.

En raison de cette sorte de mise en sommeil de la computation, le compteur, susceptible d'entraîner à terme la poursuite, ne se met donc à tourner qu'à partir précisément du jour où l'on agit. Autant dire qu'il n'y a plus de prescription ! Le délit d'abus de biens sociaux est ainsi devenu par la volonté des juges concrètement imprescriptible.

Cette situation extraordinaire peut-elle trouver une justification ? Comment expliquer une telle exception aux règles communes qui gouvernent en principe l'ensemble des infractions ? On peut avancer ou soupçonner trois explications. La première est explicitement

pas actuellement les instruments du contrôle que les actionnaires pourraient vouloir exercer sur la gestion de l'entreprise par le dirigeant. Parce que ce contrôle est pourtant nécessaire et parce que le droit a honoré du vide, un glissement s'est alors opéré du civil vers le pénal, la répression de l'infraction permettant indirectement un tel contrôle du dirigeant. On observera d'ailleurs que c'est presque toujours un actionnaire qui demande au procureur de poursuivre pénalement le dirigeant. Il y a donc utilisation du droit pénal à des fins en réalité civiles.

Or, en droit civil, en droit des contrats par exemple, le début de la prescription est fixé au moment où l'on découvre le fait et non au moment où on le commet. Par exemple, si l'on commet une erreur en s'engageant dans un contrat, la victime pourra agir en nullité du contrat à partir du jour où il aura pris conscience de s'être trompé. Parce que les juges répressifs utilisent en réalité la règle pénale à des fins civiles, on comprend alors qu'ils aient « importé » en droit pénal ce principe civil. Cela l'explique mais cela ne le justifie pas.

En effet, il y a là une dérive du droit pénal, lequel ne saurait être utilisé pour pallier les lacunes du

Tous les délinquants bénéficient-ils de la prescription, sauf l'auteur d'un génocide et le dirigeant d'entreprise ?

développée. On justifie cette jurisprudence en affirmant que le délit d'abus de biens sociaux a vocation à rester si longtemps caché qu'à l'inverse, s'il fallait faire débiter la prescription du jour de l'infraction comme pour n'importe laquelle des infractions, toutes les actions susceptibles d'être intentées seraient prescrites, car il faut plus de trois ans pour que les actionnaires découvrent le pot aux roses de l'abus. Cet argument ne manque pas de pertinence, et cela explique que M. Mazeaud propose l'extension du délai de prescription de trois à six ans à partir du jour de l'infraction. Mais, d'une façon générale, on observera qu'il est bien rare que toute la vérité concernant une infraction soit rapidement établie, et aujourd'hui seulement 35 % des infractions relevées peuvent être attribuées à un auteur. Pourtant, si par exemple un vol est constaté, mais l'identité du voleur découverte plus de trois ans après, la prescription n'en est pas moins acquise.

La deuxième explication, non explicitement bien sûr, tient à une appréhension idéologique de la question juridique en cause. En effet, tous les délinquants auraient le droit à l'oubli, sauf le dirigeant d'entreprise. Quoi que l'on pense de ce dernier personnage, il faudrait alors prendre acte qu'il a cessé d'être un délinquant ordinaire et qu'il relève désormais d'une législation d'exception. On a tout de même du mal à admettre au nom de quoi cela pourrait être.

La troisième explication, à première vue plus admissible bien que peu formulée, pourrait être que le droit des sociétés ne fournit

droit civil. C'est un instrument trop puissant et trop dangereux pour cela. Cette politique ne saurait en tout cas fonder une interprétation du droit pénal contraire aux règles ordinaires, contraire au « droit commun ». S'il faut réagir aux problèmes du contrôle de la gestion des sociétés par leur dirigeant, cela doit aller dans le sens de l'amélioration des règles de transparence au sein des sociétés et de l'accroissement des droits d'information des actionnaires. Mais il est très dangereux de tordre la règle pénale pour pallier l'opacité dont souffrent le fonctionnement des entreprises françaises. Un remède direct est préférable à une solution indirecte, voire masquée et déviante.

Dès lors, on doit constater qu'on ne peut trouver aucune justification technique ou fondamentale valable qui puisse fonder l'imprescriptibilité de fait que les juges ont cru pouvoir instaurer en matière de prescription d'abus de biens sociaux.

Ce que propose M. Mazeaud n'est pas d'innover dans les règles juridiques, mais de faire « rentrer dans le rang » leur interprétation, de les faire rentrer dans le giron des règles ordinaires. Sinon, l'état du droit français continuera d'être le suivant : tous les délinquants bénéficient de la prescription, sauf l'auteur d'un génocide et le dirigeant d'entreprise.

Marie-Anne Frison-Roche est professeur à l'université Paris-IX-Dauphine et directrice de l'Institut de droit économique, fiscal et social.

AU COURRIER DU MONDE

DE SECOURS DE WEI JINGHSENG

Il y en a assez du mépris continu dont fait preuve le gouvernement chinois à l'égard des textes internationaux qu'il a pourtant signés, et à l'égard de sa propre Constitution, qu'il viole allégrement, notamment en ce qui concerne l'exercice des libertés publiques en général et de la liberté d'opinion en particulier !

Il y en a assez des palinodies et de l'hypocrisie dont font preuve à ce propos la communauté internationale en général et la France en particulier !

Depuis 1979, Wei Jinghseng ne réclame qu'une seule chose : « la cinquième modernisation : la démocratie ». Déjà condamné à quinze ans de prison à ce sujet, il vient de

l'être à nouveau pour quatorze ans (*Le Monde* du 29 décembre 1995). A lui tout seul, c'est Kafka et Ubu réunis !

Inondons de fax l'ambassade de Chine à Paris et le Quai d'Orsay pour montrer aux gouvernements de tout poil que les simples citoyens ne veulent pas se rendre complices de cette nouvelle iniquité.

Jean-Jacques Gandini, Montpellier

LE CANADA ET LA FRANCOPHONIE

[...] Votre référence, dans *Le Monde* du 6 décembre 1995, au fait que le Canada aurait été « longtemps hostile » à l'implication politique internationale que constituera l'élection d'un secrétaire général de la francophonie et qu'il s'agit « d'un rallié » à ce projet, m'amène à vous apporter un supplément d'informa-

tion. Pour avoir participé très activement à l'élaboration des politiques canadiennes de la francophonie depuis quinze ans, je peux vous assurer que le Canada a souhaité depuis le début le renforcement politique de cette communauté.

Pour ce qui a trait à la création d'un poste de secrétaire général, le Canada, par moi entremis, s'en est fait le promoteur dès après le sommet de Maurice (1993). Là où il y a eu difficultés au sujet de cet important développement, ce fut par rapport aux modalités de création de ce poste. Dès le début, le Canada a insisté, avec le plein appui du gouvernement du Québec, pour que cela se fasse sur les bases juridiques existantes, soit la convention de Niamey, qui créait l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). D'aucuns souhaitaient en revanche que cette évolution se fit

sur la base d'un nouveau traité [...]

L'arrivée d'une nouvelle équipe gouvernementale en France a rendu possible la mise en place d'un très large consensus collant de très près aux positions canadiennes, et que l'on a vu sanctionner à Cotonou. On partira donc de la convention de Niamey, et, après des modifications apportées à la charte de l'ACCT qui en découle, l'actuelle position de secrétaire général de l'ACCT sera « élève » et transformée, dès Hanoï, en celle de secrétaire général de la francophonie, élu par les sommets. L'ACCT, quant à elle, maintiendra dans son rôle de secrétariat de toutes les instances de la francophonie, deviendra, plus simplement, l'Agence de la francophonie, son rôle central étant ainsi reconnu. Quant à sa fonction traditionnelle d'opérateur principal au plan de la coopération, elle sera bien sûr maintenue, et confiée,

sous le secrétariat général de la francophonie, à un administrateur délégué, nommé, lui, par les ministres.

Jean-Paul Hubert, ambassadeur du Canada en Belgique, représentant personnel du premier ministre canadien pour la francophonie

PROFITS ANNEXES DU CINÉMA

Depuis des années, sinon des décennies, les professionnels du cinéma ne laissent passer aucune occasion de se lamenter amèrement sur la gravité de la crise qui affecte le septième art. Cela devrait a priori les inciter à tout mettre en œuvre pour respecter et attirer les spectateurs potentiels, notamment en leur fournissant, aisément et gratuitement, toutes informations sur leurs programmes et horaires.

Dans cette optique, il serait normal qu'ils proposent à cette fin des « numéros verts » (gratuits).

Non seulement ils ne le font pas mais ils sont de plus en plus nombreux (45 à Paris dont plusieurs complexes multisalles) à diffuser ces données sur des numéros d'appel 36-68 lesquels sont facturés au prix fort à qui appelle, et donnent droit à qui est appelé à recevoir de France Télécom une ristourne non négligeable. Cela veut dire qu'en l'occurrence... ils cherchent à faire du profit en nous prenant pour des ânes.

C'est en somme comme si un commerçant à qui l'on demande le prix d'un article ne nous répondait qu'après avoir perçu une dime ! [...]

François Baradez, Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine)

La presse dans la tourmente

L'ANNÉE 1996 ne pouvait pas plus mal commencer pour la presse. Le plus jeune de ses titres meurt après deux ans d'existence. 70 000 acheteurs, plus de 600 000 lecteurs vont se trouver orphelins et 90 personnes au chômage. InfoMédia a su convaincre un public, certes insuffisant, qui ne lisait pas de journal, attiré par son format, son esprit, sa couleur. Le journal n'a pas su répondre ses contradictions et imposer une formule rédactionnelle aussi originale que sa forme. André Rousselet a investi 150 millions de francs en deux ans pour permettre au titre de sortir de l'ombre. En vain.

Mais cet échec montre à quel point la presse est en crise. Avec des coûts de distribution et de fabrication très importants, sa part des ventes est en baisse. Les ventes à bas prix, inférieures à celles des autres médias, ont entraîné une dégradation de la rentabilité. Des efforts sont faits aujourd'hui pour diminuer le coût d'intervention des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, principal réseau de distribution. Des négociations sont en cours avec le Syndicat du Livre-CGT pour adapter les structures et les modes de travail à une modernisation ful-

gurante. Mais la prise de conscience et la volonté sont tardives.

Système ancien, hérité de la Libération dans une situation de pénurie, l'industrie de la presse n'a pas su prendre la mesure des bouleversements qui ont traversé la société française et le monde de l'information : poids grandissant de la presse magazine, de la radio, de la télévision et aujourd'hui du multimédia. Ces nouvelles industries de la communication ont cherché à alléger leurs coûts et leurs structures, de façon plus rapide que la presse quotidienne.

Dans un état de modernisation insuffisamment avancé, la presse a affronté deux catastrophes au cours des années 90 : la récession publicitaire, après la guerre du Golfe, qui a mis les journaux à genoux ; puis la hausse vertigineuse du prix du papier en 1994 et 1995 - 50 % en un an - au moment où elle commençait à se relever. Ce double

choc fait ressortir les faiblesses de la presse et notamment sa fragilité financière et sa sous-capitalisation, qui l'empêchent d'assurer des investissements, devenus cruciaux dans un monde de la communication en pleine mutation.

La presse change d'époque. Dans la douleur, alors que de graves menaces pèsent sur plusieurs titres. 1996 sera une année de bouleversement. La survie, en tant que tel, du principal groupe de presse français, celui de Robert Hersant, est à l'ordre du jour. France-Soyez semble avoir obtenu un sursis, les rumeurs de vente du Figaro déclinent quelque peu. Mais la question resurgira et entraînera d'énormes conséquences économiques, politiques et sociales. La reprise est autonome de L'Express et du Point par CEF-Communication, filiale de Havas, confirme que la presse est à l'heure des grands groupes de communication et de la concentration. La presse régionale n'est pas, non plus, à l'abri de ces phénomènes. Tandis que le nombre de titres de la presse nationale ne finit pas de diminuer depuis un demi-siècle, cette évolution est lourde de dangers pour le pluralisme. Le combat pour une presse indépendante n'en est que plus d'actualité.

REVUE DE PRESSE

THE ECONOMIST

Y a-t-il une raison déterminante pour interdire aux homosexuels de se marier ? On objectera peut-être que le mariage des homosexuels entraînerait l'anarchie dans le mariage. Cela pourrait être vrai si les unions homosexuelles étaient des parodies arbitraires de « vrais » mariages. Mais la vérité est que de nombreux couples homosexuels, en particulier lesbiens, ont montré qu'ils étaient capables de fidélité, de responsabilité et de dévouement autant que des couples hétérosexuels (...). La question des enfants - c'est-à-dire, principalement, de l'adoption - est épineuse. Mais elle doit être distinguée de celle du mariage en tant que telle. En confiant un enfant à la garde de personnes qui ne sont pas ses parents naturels, les tribunaux et les services d'adoption devront tenir compte d'une variété de facteurs nouveaux, comme aujourd'hui l'homosexualité du couple peut être l'un d'eux (sans être, en lui-même, déterminant). En définitive, le seul argument qui reste se résume à ceci : les gens n'y sont pas habitués. C'est un bon argument pour ne pas précipiter le changement et pour légaliser les mariages homosexuels par une politique consensuelle (comme au Danemark) plutôt que par des décisions de justice (comme cela pourrait arriver aux États-Unis). Mais la direction du changement est claire.

FRANCE-INTER

Bernard Guetta

Très idéologiques, voire dogmatiques, mais logiques avec eux-mêmes, les Républicains entendent diminuer les dépenses, notamment sociales, et baisser les impôts de ceux qui sont susceptibles d'investir. Bill Clinton est un démocrate nouvelle manière, très hostile au déficit, décidé à réformer la protection sociale (...) et grand défenseur des dépenses d'éducation, d'environnement et d'infrastructure. Ce sont, en un mot, les deux capitalismes qui se font face : le libéralisme contre le capitalisme régu-

L'échantillon représentatif par Philippe Bertrand



Laurent Mauvaut

Les tentations autoritaires de Yasser Arafat

LE MIROIR grossissant est impitoyable. L'attention internationale qui se porte sur les territoires palestiniens, à l'occasion de la campagne pour les élections du 20 janvier, révèle les penchants autoritaires de Yasser Arafat. Depuis l'ouverture de la campagne, à Gaza et en Cisjordanie, le chef de l'Autorité palestinienne multiplie les pas de clerc. À l'opacité de la commission centrale électorale se sont ajoutées ses tentatives, qui ont tourné court, pour raccourcir la durée de la campagne officielle, ainsi que des arrestations. Un rédacteur du journal Al Quds de Jérusalem-Est a tout d'abord été détenu cinq jours pour avoir ignoré l'invitation pressante de l'Autorité palestinienne de publier en « une », plutôt qu'en pages intérieures, une information sur le chef de l'OLP. Un responsable palestinien de l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme Betsalem, Bassam Eld, également correspondant pour ces élections de l'association Reporters sans frontières, a été, lui

aussi, détenu pendant 24 heures après un rapport critique sur le déroulement de la campagne. Ces actes d'autorité malentendus, vivement dénoncés par les cohortes d'observateurs internationaux dépêchés sur place pour surveiller l'élection du premier Conseil palestinien et de son président, ont contraint M. Arafat à autant de reculades. « Si j'ai mal, corrigez-moi avec votre sabre. Si un candidat, en particulier de ma liste, se comporte mal, il faut en faire autrui », a-t-il déclaré, jeudi 4 janvier, à l'occasion d'une tournée électorale à Gaza. Encore auréolé du succès qu'a constitué le récent retrait israélien de sept villes de Cisjordanie - première étape de l'extension de l'autonomie palestinienne -, le chef de l'Autorité sait pourtant qu'il n'a pas grand-chose à redouter de ces élections. Alors que la politique de dialogue avec Israël s'impose, selon les enquêtes d'opinion, sa désignation comme président de l'exécutif semble assurée, tout comme la ma-

jorité dont il devrait bénéficier dans le prochain Conseil. Ce n'est pas la première fois depuis le retour en terre palestinienne, en juin 1994, que les méthodes de M. Arafat sont frappées d'opprobre. Si on en croit Amnesty International ou encore l'Observatoire américain des droits de l'homme au Proche-Orient, l'arbitraire et la répression seraient même consubstantielles avec l'installation de l'Autorité palestinienne à Gaza. Forcé et éprouvé par une lutte sans merci contre l'Etat juif ainsi que contre des organisations palestiniennes rivales, l'appareil administratif et policier de l'OLP n'avait pu assurer sa survie, pendant des années, qu'en recourant avec une extrême parcimonie aux règles démocratiques. La surenchère dans la violence choisie par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), hostile au processus de paix, n'a pas contribué, non plus, à faire perdre à cet appareil ses vieux réflexes et habitudes.

La normalisation lente mais croi-

sante des relations avec Israël et la nouvelle politique du Hamas, qui cherche maintenant un terrain d'entente avec l'OLP - en refusant cependant de participer au scrutin du 20 janvier -, rendent aujourd'hui ces méthodes plus contestables que jamais, parce que de moins en moins justifiables. Qu'il s'agisse de la Cour de sûreté palestinienne mise en place en février 1995 et qui semble fonctionner, sans contrôle ni appel, à la discrétion de M. Arafat ; des morts suspectes de détenus dans les prisons palestiniennes, dont le nombre a déjà dépassé la demi-douzaine en un an et demi ; ou encore de la mainmise brutale sur la presse écrite et audiovisuelle qui a inspiré, jeudi, les « inquiétudes » du porte-parole du département d'Etat américain, Nicholas Burns.

Les autorités israéliennes, qui se satisfont dans l'ensemble de l'efficacité dont savent faire preuve leurs « successeurs » en matière de maintien de l'ordre, se sont bien gardées d'émettre la moindre critique. Itzhak

Rabin s'était félicité de la création de la Cour de sûreté. Aujourd'hui, le chef du service de sécurité intérieure israélien, le Shin Bet, a rendu hommage au « sérieux » de la préparation des élections par l'Autorité, au moment même où le chef des observateurs européens rédigeait un communiqué au vif intitulé « Ce-la suffit comme ça ! ».

L'identité palestinienne, la culture des habitants de Cisjordanie, qui ont pu nourrir leur expérience politique de leur confrontation avec Israël - qui a toujours pu se prévaloir d'un fonctionnement démocratique rigoureux -, devrait pourtant garder M. Arafat de céder trop facilement, et trop souvent, à la pente autoritaire que démontrent ses détracteurs, et qu'illustre une nouvelle fois cette campagne électorale. A moins de jeter aux orties une partie du rêve palestinien d'un Etat indépendant et démocratique qui serait une exception dans le monde arabe.

Gilles Paris

Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur adjoint de la rédaction : Béatrice Pélissier
Rédacteur en chef adjoint : la direction de la rédaction : Thomas Fenech, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Crous, Pierre Gaultier, Laurence Groussier, Danielle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhonnau, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Boyvalle
Rédacteur en chef technique : Eric Aque
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pommerehne
Directeur de la gestion : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chastagnier
Conseiller de la direction : Alain Mollet ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet
Médiateur : André Lemaire
Comité de surveillance : Alain Mollet, président ; Olivier Duffaut, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1952), André Lemaire (1952-1953), André Fontana (1953-1959), Jacques Lecaillon (1959-1994)
Le Monde est édité en France par le SA LE MONDE
Date de la création : 1827 (à compter du 10 décembre 1994)
Capital social : 60 000 F, Actions : Société civile « Les rédacteurs de presse »
Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lettres de presse
Le Monde International : Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance
RÉDACTION ET SÉCRÉTARIAT : 11, RUE PALUDRÉTE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (0) 1 46 35 35 35 - Tél. : (0) 1 46 35 35 35 - Tél. : (0) 1 46 35 35 35
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Bonin-Méry 92021 NANTY-LEZ-LILLE CEDEX
Tél. : (0) 40 45 45 45 - Télécopieur : (0) 40 45 45 45 - Tél. : (0) 40 45 45 45

Les affres de la croissance zéro

Suite de la première page

Dès avant la longue grève des transports publics de décembre, l'activité s'est ralentie, la consommation a reculé, l'investissement s'est essouffé : la France est en croissance zéro. La production nationale a peut-être même reculé en fin d'année. Résultat, il va falloir revoir les prévisions de croissance. Le ministre de l'Économie et des Finances, Jean Arthuis, l'admet. Sans attendre la commission des comptes de la nation, qui se réunit traditionnellement en mars et qui est chargée de tracer les grandes évolutions de l'économie, le gouvernement annoncera prochainement ses nouvelles estimations.

De mystère, il n'y en a guère. La révision à la baisse sera forte. De 2,8 %, seul au-dessus duquel le chômage repart mécaniquement à la hausse, la prévision sera ramenée sous la barre des 2 %. Précisément, les experts de Bercy hésitent entre deux chiffres - 1,8 % ou 1,9 % -, soit des niveaux très proches de ceux retenus par les grands instituts de conjoncture. A un ou deux dixièmes près, le constat reste le même : la conjoncture est plus mauvaise que le gouvernement n'avait voulu l'admettre. En conséquence, il risque de se voir reprocher de conduire une politique économique dont le « cadrage », selon le vocabulaire des spécialistes, n'est plus pertinent. Mais comment le gouvernement pourrait-il infirmer sa politique économique ? Visiblement, Alain Juppé peine à trouver une réponse.

RÉGULATION BUDGÉTAIRE

En théorie, il existe de nombreux moyens pour donner, selon la formule du premier ministre, des « allègements » à la croissance. Il y a la politique budgétaire qui, durant la récession de 1993, a été utilisée dans une logique de contre-cyclo ; mais, pour un gouvernement qui affirme vouloir respecter les critères de Maastricht, cette facilité n'est plus permise. À l'inverse, puisque la croissance marque le pas et que les recettes fiscales seraient très inférieures à la prévision, M. Juppé ne pourra éviter, dans les prochaines semaines, de mettre en œuvre ce que les experts appellent pudiquement une « régulation » budgétaire.

En clair, les crédits de la loi de finances, qui vient tout juste d'être promulguée, devront être revus à la baisse, dans des proportions considérables. Pour mesurer l'ampleur des difficultés qui attendent le gouvernement, il suffit de rappeler que le recensement de deux petits milliards de francs d'économies, à l'automne, avait donné lieu, à l'Assemblée nationale, à un psychodrame long d'un mois au sein de la majorité. Or le nouvel effort sera autrement plus important. Si d'aventure la croissance est effectivement de 1,8 % ou 1,9 %, et non de 2,8 %, les déficits publics seront majorés de près de 40 milliards de francs en 1996 : ils pourraient avoisiner 4,5 % du produit intérieur brut en fin d'année, au lieu des 4 % retenus par le gouvernement dans le cadre du plan de convergence européen.

Pour le budget, la situation est d'autant plus délicate que les comptes ont été brutalement dérivés, en décembre, en raison des grèves et de très mauvaises rentrées de l'impôt sur les sociétés. Au total, la politique budgétaire va donc indéniablement peser sur l'activité, mais dans le mauvais sens ! Les services de Bercy sont donc contraints de chercher discrètement de 20 milliards à 25 milliards de francs d'économies.

La question n'en prend que plus

سكول من لاجل

Journal de l'ISO

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 6 JANVIER 1996

AUTOMOBILE Ford, deuxième constructeur américain derrière General Motors, a connu une année 1995 moins bonne que la précédente. Son président, Alex Trotman,

l'explique par l'essoufflement des principaux marchés du groupe et le renouvellement de la gamme qui touche les modèles les plus vendus. ● MAZDA, dont Ford détient 25 %,

devient le partenaire privilégié pour quadrupler les ventes au Japon d'ici à l'an 2000. Elles ont atteint 50 000 unités en 1995. ● EN ASIE, Ford veut multiplier les joint ventures pour y

vendre 200 000 voitures à la fin du siècle. Soit avec Mazda, comme en Thaïlande, soit avec des partenaires locaux, comme en Inde avec Mahindra & Mahindra. ● LE MARCHÉ

AMÉRICAIN a légèrement reculé en 1995 à 14,7 millions de véhicules. ● GENERAL MOTORS a présenté au Salon de Detroit une voiture électrique grand public.

Ford développe une stratégie expansionniste en Asie-Pacifique

Un entretien avec Alex Trotman, président du deuxième constructeur américain.

Le groupe mise sur des partenariats, comme avec le japonais Mazda, dont il détient 25 %, ou l'indien Mahindra & Mahindra

DETROIT

de notre envoyé spécial
« Pensez-vous pouvoir devenir numéro un américain devant General Motors ? »

« C'est une ambition qu'on me prête souvent, mais ce n'est en aucun cas l'un de mes objectifs. Ce qui est certain, c'est que nous avons la capacité industrielle de détenir 30 % du marché américain et 15 % du marché européen. C'est tout. »

« Les profits de Ford sur les neuf premiers mois de l'année se sont élevés à 3,47 milliards de dollars contre 3,73 milliards un an avant. Pourquoi cette baisse ? Comment s'est terminée l'année 1995 ? »

« C'est au troisième et au quatrième trimestre 1995 que les bénéfices de Ford ont enregistré une diminution par rapport à l'année précédente. Les raisons à ce phénomène sont multiples. Nos principaux marchés ont connu un essoufflement en cette fin d'année. Aux États-Unis, les ventes de voi-

tures et de light trucks n'ont pas dépassé 15 millions d'unités. En Europe, elles se sont élevées à 13,4 millions. Ajouter à cette conjoncture médiocre le fait que Ford est actuellement engagé dans un processus de renouvellement de ses produits. Au troisième trimestre 1995, la nouvelle Taurus -

la voiture la plus vendue aux États-Unis depuis quatre ans - a été lancée à la fin de l'année 1995. Le nouveau pick-up Série F - le light truck le plus vendu outre-Atlantique - a pris le relais. Actuellement, c'est au tour de l'Escort - la petite voiture la plus vendue des États-Unis - d'être remplacée. A

eux trois, ces modèles représentaient entre 35 % et 40 % de nos volumes annuels. De surcroît, en Europe, la nouvelle Fiesta vient d'être lancée. Les frais de développement de ces produits ont pesé sur nos comptes 1995, ainsi que les pertes importantes que nous avons dû enregistrer suite au mouvement des devises européennes, notamment de la lire. Nous gagnerons donc moins d'argent en 1995 qu'en 1994. »

« Quelles sont vos prévisions pour 1996 ? »

« Le marché américain devrait croître pour se situer aux alentours de 15,3 millions d'unités. Il est fort probable que les taux d'intérêt baisseront en cette année de campagne électorale et que la demande soit ainsi stimulée. En Europe, nous prévoyons également une évolution positive des ventes, qui devraient représenter 13,6 millions d'unités. La faiblesse des marchés espagnols et français devrait être plus que compensée par la croissance des immatriculations allemandes et, dans une moindre mesure, britanniques. L'Allemagne, où Ford détenait en 1995 une part de marché de 11,5 % (contre 10 % en 1994), et la Grande-Bretagne, où Ford représentait 21 % du marché en 1995, sont deux gros débouchés pour nous. Nous devons par ailleurs bénéficier pleinement de l'introduction de nos nouveaux modèles cette année. »

« Vous avez à plusieurs reprises exprimé l'intention de dégrader une partie de votre action en 1996. Pourquoi ? »

« Il n'est pas pour l'instant question de réduire nos effectifs. Nous comptons d'abord sur le succès de nos nouveaux produits, mais aussi et surtout sur les économies qui doivent découler de notre projet de mondialisation Ford 2000, lancé le 11 janvier 1995, quand il sera opérationnel. En nous permettant de centraliser nos achats et de

faire des économies d'échelle, d'éviter la multiplication des travaux de recherche et développement en Europe d'une part, aux États-Unis d'autre part, ou encore de réduire nos frais fixes, en ne doublant pas l'ensemble de nos structures, nous devrions pouvoir économiser, au tournant du siècle, entre 2 milliards et 3 milliards de dollars par an. »

« Ford multiplie ses projets dans la zone Asie-Pacifique. Quels y sont les objectifs et quel rôle y joue votre partenaire Mazda, dont vous détenez 25 % ? »

« Prenons d'abord le Japon. Nous y vendons 50 000 unités par an. Mazda y produit des véhicules

Intégré, depuis le 1^{er} janvier 1996 au processus de mondialisation Ford 2000, conçu jusqu'ici uniquement pour l'Europe et l'Amérique du Nord. Les pays d'Amérique du Sud sont également concernés depuis cette date par le programme. »

« Nous venons de conclure un accord de joint-venture avec Mazda pour produire, à partir de 1997, des pick-up en Thaïlande. Nous étudions un partenariat similaire en Indonésie. »

« En Chine, nous allons conclure des accords de partenariat avec des groupes locaux pour produire des composants et des camions (une version du Transit). Nous étudions aussi la possibilité d'y fa-

Une voiture électrique grand public

General Motors, le premier constructeur automobile américain, a annoncé jeudi 4 janvier, au Salon de Detroit, le lancement d'une voiture électrique destinée au marché grand public. Le président de General Motors, John Smith, a souligné qu'il s'agissait de la première voiture construite spécifiquement en tant que voiture électrique, plutôt qu'une adaptation faite à partir d'un modèle de voiture à essence. Baptisée « Impact », le nouveau véhicule deux places aux lignes arrondies devrait être vendu de 28 000 à 45 000 dollars (environ 140 000 à 225 000 francs), contre 100 000 dollars pour le monospace électrique déjà commercialisé par General Electric. L'autonomie de la voiture serait comprise entre 100 et 140 kilomètres.

M. Smith a également indiqué qu'une camionnette électrique serait commercialisée aux États-Unis à partir de l'an prochain, pour un prix de 28 000 à 35 000 dollars.

pour nous. D'ici à l'an 2000, nous comptons en vendre 200 000. Pour l'instant, nos ventes nipponnes progressent chaque mois. Nous allons accroître notre réseau de distribution aujourd'hui constitué de 350 points de vente: il devrait doubler d'ici à quatre ans. Nous allons également renforcer notre offre. En décembre 1995, Ford a, pour la première fois, lancé aux États-Unis, dans son usine d'Atlanta, une nouvelle chaîne de production de voitures dotées d'un volant à droite et destinées à l'exportation vers le Japon, notamment, mais aussi vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Taïwan que nous avons

brûler une voiture. Mi-1996, la production de Fiesta et d'Escort débutera en Inde grâce à un joint-venture que nous avons créé avec le constructeur indien Mahindra & Mahindra. Des Ford devraient également bientôt sortir des chaînes vietnamiennes que nous détenons avec un groupe local. Au vu de l'ensemble de ces projets et des perspectives de développement de cette région, nous comptons y vendre 200 000 unités d'ici à la fin du siècle, contre quelques centaines aujourd'hui. »

Propos recueillis
par Virginie Mallin

Les ventes aux États-Unis reprennent leur souffle

LE LÉGER RECOIL du marché américain en 1995 (les statistiques ne sont pas encore publiées mais, selon les experts de DRI, les ventes ont atteint 14,7 millions de voitures, contre 15,1 millions en 1994) a miné les résultats des « Big Three », les trois grands constructeurs outre-Atlantique.

Pourtant, « 1995 sera une de nos meilleures années en termes de ventes, même si nous n'avons pas atteint le niveau de 1994 », selon John Smith, le président de General Motors. « Sur les neuf premiers mois de 1995, nous avons dégagé des bénéfices record, en hausse de 22,4 %, à 3,47 milliards de dollars », General Motors reste numéro un aux États-Unis, loin devant Ford, avec une part de marché de 32 % en 1995. En Europe, la marque Opel (Vauxhall en Grande-Bretagne) devance ainsi Ford.

OBJECTIF : 30 % D'EXPORTATIONS

Le groupe développe sa mondialisation mais sans lancer une voiture mondiale comme la Mondeo de Ford: le numéro un préfère compter sur un design spécifique à chaque marché tout en multipliant les pièces communes aux différents véhicules. La Catera, dernière née de Cadillac, présentée au Salon de Detroit cette se-

maine, a été conçue à partir de la plate-forme de l'Omega, développée par Opel en Allemagne. John Smith a pour objectif de vendre 30 % de ses véhicules en dehors des États-Unis d'ici à 2002, contre 33 % en 1995 et 20 % il y a dix ans. Depuis cinq ans, General Motors s'est implanté industriellement dans douze nouveaux pays.

Chrysler, le troisième constructeur, a vendu 2,1 millions de voitures en 1995 aux États-Unis, soit 1,9 % de moins que l'année précédente. Son PDG, Robert Ichniowski, souligne que la part des ventes des monospaces américains représentait à présent 60 % des ventes totales de la compagnie. Chrysler a été le premier à profiter de l'engouement des Américains pour les light trucks, catégorie qui regroupe des monospaces (type Espace), les 4x4 et les pick-up. En 1996, le groupe espère des ventes « substantielles » égales à celles de l'année dernière. Il a aussi défendu sa gestion de Chrysler, face aux assauts du financier Kirk Kerkorian, affirmant que la compagnie avait besoin de maintenir d'importantes réserves de fonds pour faire face aux périodes de récession. M. Kerkorian détient 13,6 % des parts de Chrysler. Il veut mieux valoriser sa valeur boursière.

L'Etat français empruntera en 1996 un montant record de 520 milliards de francs

EN DÉFIT de la politique de réduction des déficits publics, l'Etat français devra emprunter davantage, cette année, sur les marchés de capitaux. Le ministre de l'Economie et des Finances a fait savoir, jeudi 4 janvier, que son programme d'émissions de valeurs du Trésor s'élève à 520 milliards de francs en 1996, après 505 milliards de francs en 1995. Ce montant record sera réparti entre 270 milliards de francs de titres à long terme (obligations assimilables du Trésor ou OAT) et 250 milliards d'emprunts à moyen terme (bons du Trésor à intérêt annuel ou BIAN).

Les émissions auront lieu, chaque mois, selon la procédure d'adjudication, et seront placées, pour l'essentiel, auprès des investisseurs professionnels français et

étrangers. La part destinée à la clientèle des particuliers sera inférieure à 15 milliards de francs. L'importance du montant permet de mieux comprendre la dépendance du gouvernement à l'égard des marchés financiers internationaux. L'appétit des investisseurs pour les emprunts du Trésor influera directement sur le niveau des taux d'intérêt à moyen et long terme en France, facteur déterminant pour l'investissement des entreprises, la coût du crédit immobilier et la charge future de la dette de l'Etat.

Le programme communiqué par Bercy, destiné à aider les gestionnaires et les autres émetteurs à mieux préparer leur politique de placements ou d'emprunts, n'est toutefois qu'indicatif. Il est susceptible de modifications en cours d'année, en fonction de l'évolution

du rythme de la croissance économique, du niveau des rentrées fiscales ou des recettes de privatisation. C'est ainsi qu'en 1995 le montant initialement prévu, 470 milliards de francs, avait été largement dépassé.

FINANCER LA DETTE

L'augmentation des besoins de financement de l'Etat peut apparaître paradoxale lorsqu'on voit que le gouvernement s'est fixé comme objectif, dans la loi de finances pour 1996, de ramener le déficit budgétaire à 290 milliards de francs (contre 321 milliards de francs en 1995). Elle s'explique par la hausse sensible du coût du refinancement de la dette existante. Le montant des emprunts arrivant à échéance en 1996 et devant être remboursés s'élève à 230 mil-

liards contre 175 milliards en 1995. A cet égard, le prix est d'ailleurs en baisse: c'est en 1997 que l'emprunt Balladur, lancé en 1995 et dont 100 milliards de francs restent aujourd'hui en circulation, arrivera à maturité. L'an prochain, le programme d'émissions de l'Etat français devrait largement dépasser 600 milliards de francs.

Si l'on voit aussi le programme de 1996 a constitué une agréable surprise pour les opérateurs des marchés financiers. Ces derniers prévoyaient généralement un chiffre nettement supérieur, de l'ordre de 550 milliards de francs. Cette réduction inattendue a une origine technique. Elle résulte de l'échange réalisé par les investisseurs de 22 milliards de francs d'obligations arrivant à échéance au mois de janvier 1996 contre des titres parvenant à maturité l'année prochaine. Le besoin de financement de l'Etat pour 1996 s'en est trouvé allégé d'autant.

Cette nouvelle est la bienvenue lorsqu'on sait que le programme d'emprunts du Trésor ne prend pas en compte les opérations de financement destinées à apurer les comptes de la Sécurité sociale et dont le montant atteindra 140 milliards de francs.

La seconde surprise contenue dans le programme d'emprunts de l'Etat français tient à une accélération du rythme des émissions en euros. Les adjudications du Trésor, jusqu'à présent bimestrielles, deviennent mensuelles. Un changement de rythme destiné à donner une preuve concrète supplémentaire de l'attachement de la France à la construction monétaire européenne.

C. J.

P.A.D.

Loïc le Floch-Prigent réforme l'état-major de la SNCF

LE NOUVEAU PRÉSIDENT de la SNCF, Loïc le Floch-Prigent, envisage de procéder à une profonde réforme de l'état-major de la SNCF. Il vient d'ores et déjà de proposer au comité de direction de rétablir le poste de secrétaire général de la SNCF, abandonné depuis une quinzaine d'années, au profit de l'un de ses fidèles, Pierre Fa. Ce dernier avait déjà suivi Loïc le Floch-Prigent chez Gaz de France, où il n'occupait pas de fonctions opérationnelles. Son rôle dans l'entreprise ferroviaire ne semble pas encore défini, mais on indiquait au ministre des transports que ce poste « était courant dans les structures administratives et les établissements publics ».

La mise en place de la direction

générale semble encore poser quelques difficultés au nouveau président. Le départ de Jean-François Bénard, le directeur général de l'entreprise sous la présidence de Jean Bergougnoux, est acquis. Selon certaines sources, on évoquait depuis plusieurs jours la possibilité d'une nomination conjointe d'Alain Poinot, l'actuel directeur des grandes lignes, et de Francis Tallantier, le directeur des infrastructures, aux postes de directeurs généraux.

PLAN D'ENTREPRISE

Mais le président ne semblait pas non plus exclure une organisation inspirée de celle de la Deutsche Bahn, la compagnie ferroviaire allemande, où un président-direc-

teur général est assisté de trois directeurs généraux adjoints (infrastructure, fret et voyageurs). Les choix devraient être effectués avant le début de la semaine prochaine, afin de pouvoir être arrêtés au conseil des ministres du 10 janvier.

Loïc le Floch-Prigent pourra ensuite s'atteler au « plan stratégique d'entreprise », que, contrairement à son prédécesseur, il veut pouvoir boucler avant la négociation avec l'Etat d'un contrat de plan. Une démarche que les syndicats, qu'il a rencontrés peu de temps après sa prise de fonctions, estiment « positive » mais aussi « décisive pour apprécier l'autonomie de l'entreprise ».

L'accord salarial signé par les banques AFB est contesté

L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES BANQUES (AFB) a conclu, jeudi 4 janvier, un accord salarial avec un seul syndicat: le SNB-CGC, ancienne organisation du secteur des banques. Cet accord, le premier signé dans la branche depuis 1991, prévoit une augmentation générale de 1 % au 1^{er} août et, en février, une prime exceptionnelle représentant 5 % du salaire mensuel. En tenant compte de la prime d'ancienneté (0,6 % du salaire), la progression des salaires sera de 2 % en 1996. La CDT dénonce cet « accord pirate » au « contenu inéquivalent ». Les syndicats non signataires s'inquiètent de deux dispositions. La première prévoit que, dans le cas d'une hausse du produit net bancaire, la hausse de 1996 « anticipe pour partie sur les mesures à discuter pour 1997 ». La seconde concerne « une réflexion préalable sur le système de fixation des rémunérations dans le secteur ». Le patronat souhaite diminuer le rôle de la branche et augmenter l'importance de la négociation salariale d'entreprise.

DÉPÊCHES

■ PARRETTI: l'homme d'affaires italien, dont l'extradition est réclamée par la France et l'Italie, n'a plus de problèmes avec la commission de contrôle boursier aux États-Unis (SEC), a annoncé jeudi la SEC. Claudio Parretti et ses deux associés, Florio Fiorini et Fernando Cuccia, étaient accusés de fausses déclarations avant le rachat des studios MGM en partenariat avec le Crédit lyonnais. M. Parretti (cinquante-quatre ans) a été arrêté le 18 octobre, à la demande du juge parisien Patrick Flévet, qui l'a mis en examen pour « abus de biens sociaux, escroqueries, faux et usage de faux, et contrefaçon ».

■ AÉRONAUTIQUE: Boeing, le premier avionneur mondial, a annoncé, jeudi, avoir pris 69,7 % du marché mondial des avions commerciaux de plus de 100 places en 1995, avec 346 commandes d'une valeur totale de 31,2 milliards de dollars. En 1995, Airbus a vu ses commandes plafonner à 106 unités représentant 7 milliards de dollars, ce qui lui donne 14,8 % du marché mondial, selon les statistiques de Boeing.

■ EDF-GDF: l'appel à la grève lancé le 4 janvier chez EDF-GDF par la fédération de l'énergie CGT a été suivi par 1 à 2 % des effectifs, selon la direction. Pour la CGT, des arrêts de travail n'excédant pas quatre heures ont marqué la journée. Les quatre autres organisations syndicales (FO, CFT, CFIC, CGC) ne s'étaient pas associées au mouvement. ■ EIFFAGE: le groupe de BTP a annoncé jeudi une révision à la baisse de ses résultats pour 1995, en raison « d'un affaiblissement de la conjoncture au cours du second semestre ». Le groupe prévoyait en septembre un résultat proche de celui de 1994 (308 millions de francs).

■ ÉNERGIE: le ministre de l'Industrie va confier une mission sur des questions internationales dans le domaine de l'énergie à Gilles Ménage, l'ancien président d'EDF, qui a été remplacé à son poste en décembre 1995 par Edmond Alphandéry.

■ L'ANNONCE de la démission du premier ministre japonais, Tomichi Murayama, n'a guère impressionné la Bourse de Tokyo, qui a terminé vendredi en hausse de 0,25 %.

■ LE DOLLAR s'échangeait vendredi en baisse par rapport à ses niveaux de la veille à Tokyo, où il se négociait vers 104,60 yens après avoir brièvement touché 105,37 yens.

■ LA DEMANDE MONDIALE D'OR risque de décliner en 1996 après le niveau record de 1995, met en garde vendredi le groupe londonien Gold Fields Mineral Services (GFMS).

■ L'ALUMINIUM a plongé, jeudi, de 44 dollars à 1 634 dollars la tonne sur le marché londonien des métaux (LME), en raison de ventes massives effectuées par les fonds d'investissement.

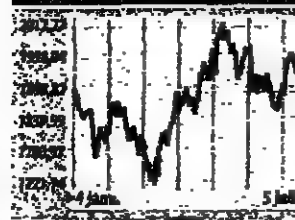
■ LES RÉSERVES DE CHANGE de la Banque de France n'ont gagné que 5,61 milliards de francs en 1995, s'établissant fin décembre à 122,96 milliards contre 117,35 fin 1994.

LES PLACES BOURSIÈRES

Consolidation à Paris

DANS LE SILLAGE des autres places financières, la Bourse de Paris cédait du terrain vendredi dans un marché calme. En recul de 0,56 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,47 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient en moyenne un repli de 0,22 % à 1 926,94 points. Le montant des échanges sur le compartiment à règlement mensuel avoisinait 1,2 milliard de francs. L'euphorie qui avait porté ces derniers jours la plupart des Bourses à des sommets, retombait quelque peu dans le sillage du dollar en baisse sensible jeudi soir à New York. Cette faiblesse de la devise américaine se répercutait sur le franc français qui, face au mark, revenait à 3,4233 francs contre 3,4185 francs la veille. Cette faiblesse des devises encourageait des prises de bénéfices à la Bourse qui, depuis la fin des grèves, avait repris près de 7 %. Les milieux financiers ne s'attendaient pas outre mesure de ces accès de faiblesse.

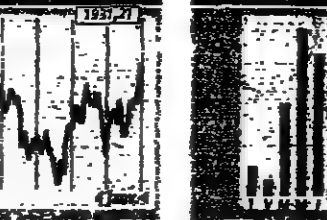
Indice CAC 40 sur un an



estimant que la baisse des taux d'intérêt entretiendra l'intérêt pour les actions.

Parmi les titres en forte hausse on relève UIC + 10 %, Fives Lille qui

CAC 40 5 jours



s'attend à une hausse sensible de ses résultats, + 7 %, et Cérus + 4 %. Hausse également de 2,3 % de Bis et de 1,5 % d'Esso. Baisse de 4,2 % d'UGC DA et de 3 % de Dynaction.

Carrefour, valeur du jour

DANS L'ATTENTE de la publication de son chiffre d'affaires, qui est intervenu après la clôture du marché, Carrefour a été très entouré jeudi 5 janvier, à la Bourse de Paris. Le titre a, en cours de séance, inscrit un record à 3 141 francs pour s'établir, au terme des échanges, en hausse de 1,72 % à 3 129 francs. Les transactions ont porté sur 60 000 titres environ. Le chiffre d'affaires du distributeur a progressé de 2,3 % en décembre et de 6,5 % sur l'année. Les chiffres nets ne seront connus

qu'au mois de mars. Avec 34 ouvertures d'hypemarchés en 1995, Carrefour compte 245 implantations dans le monde.



Nouvelle hausse à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en hausse vendredi 5 janvier, confirmant ses bonnes dispositions. Les achats des investisseurs étrangers l'ont emporté sur les traditionnelles prises de bénéfices d'avant le week-end. L'indice Nikkei a gagné 31,03 points, soit 0,25 %, à 20 669,03 points. L'annonce de la démission du premier ministre, Tomichi Murayama, qui faisait déjà l'objet de multiples rumeurs, n'a guère impressionné le marché.

La veille, Wall Street a connu un brusque accès de faiblesse en raison d'une nette remontée des taux d'intérêt à long terme, mais la Bourse new-yorkaise a réussi à limiter ses pertes à la clôture. L'indice Dow Jones, qui perdait plus de 50 points en cours de séance, a terminé sur un recul de 20,23

points (0,39 %), à 5 173,84 points. Les coupe-circuits, qui se déclenchent lorsque la hausse ou la baisse atteint 50 points, ont ralenti les transactions informatiques. En Europe, la Bourse de Londres a très peu varié, terminant la séance juste en dessous de son niveau record de la veille. L'indice Footsie a perdu 1,5 point à 5 714,1 points, soit un repli de 0,04 %.

Indice	Cours au 04/01	Cours au 05/01	Var. en %
Paris CAC 40	1931,21	1926,94	-0,22
New York NYSE	5173,84	5173,84	0,00
London FTSE 100	5714,1	5714,1	0,00
Frankfurt DAX 30	3324,32	3324,32	0,00
Frankfurt Commer.	635,48	635,48	0,00
Bruxelles C20	1852,36	1852,36	0,00
Bruxelles C20	1852,36	1852,36	0,00
Amsterdam AEX	330,80	330,80	0,00
Amsterdam AEX	330,80	330,80	0,00
Stockholm Affarsl.	1389,61	1389,61	0,00
Londres FTSE 100	5714,1	5714,1	0,00
Hong Kong Hang Seng	10729,00	10729,00	0,00
Singapore Straits	2363,14	2363,14	0,00

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Alcoa	04/01	05/01	Var. en %
Alcoa	68,01	68,01	0,00
American Express	41,12	41,12	0,00
Allied Signal	49,37	49,37	0,00
AT & T	67	67	0,00
Boeing	71,12	71,12	0,00
Boeing	71,12	71,12	0,00
Caterpillar Inc.	60	60	0,00
Chevron Corp.	54,50	54,50	0,00
Coca-Cola Co.	75,12	75,12	0,00
Du Pont Nemours & Co.	72,75	72,75	0,00
Eastman Kodak Co.	69,67	69,67	0,00
Exxon Corp.	81,42	81,42	0,00
Gen. Electric Co.	54	54	0,00
Gen. Electric Co.	54	54	0,00
Goodyear T & R	44	44	0,00
IBM	86,87	86,87	0,00
IBM	86,87	86,87	0,00
Johnson & Johnson	79	79	0,00
J.P. Morgan Co.	92,87	92,87	0,00
Mc Don Douglas	92,87	92,87	0,00
Merck & Co Inc.	63,67	63,67	0,00
Minnesota Mining & Mfg.	67,37	67,37	0,00
Philip Morris	91,87	91,87	0,00
Procter & Gamble Co.	67,37	67,37	0,00
Sears Roebuck & Co.	40,30	40,30	0,00
Yanco	79,25	79,25	0,00
Union Carbide	38,12	38,12	0,00
Union Carbide	38,12	38,12	0,00
Unit Technol.	93,25	93,25	0,00
Westinghouse Electric	18,12	18,12	0,00
Westinghouse	18,12	18,12	0,00

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 04/01	Cours au 05/01	Var. en %
HAUSSES, 12h30	05/01	31/02
Alcatel (N)	307,60	+7,51
Alcatel (N)	307,60	+7,51
Alcatel (N)	307,60	+7,51
Alcatel (N)	307,60	+7,51
Alcatel (N)	307,60	+7,51

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 04/01	Cours au 05/01	Var. en %
HAUSSES, 12h30	05/01	31/02
Alcatel (N)	307,60	+7,51
Alcatel (N)	307,60	+7,51
Alcatel (N)	307,60	+7,51
Alcatel (N)	307,60	+7,51
Alcatel (N)	307,60	+7,51

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 04/01	Cours au 05/01	Var. en %
Ind. SBF 120	1322,87	+0,22
Ind. SBF 250	1264,14	+0,24
Ind. Second Marché	216,34	+0,21
Ind. MidCAC	1024,50	+0,17

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	05/01	04/01	Var. en %
Carrefour	3129	3129	0,00
Carrefour	3129	3129	0,00
Carrefour	3129	3129	0,00
Carrefour	3129	3129	0,00
Carrefour	3129	3129	0,00

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Alfred Lyons	5,50	5,47
Barclays Bank	7,81	7,78
R.A.T. Industries	5,65	5,65
British Aerospace	4,06	7,90
British Airways	4,19	4,19
British Gas	2,53	2,58
British Petroleum	5,37	5,41
British Telecom	3,45	3,50
B.T.I.	5,31	5,32
Cellulose Schweppe	5,35	5,43
Eurotunnel	0,08	0,07
Glaxo	8,98	9
Grand Metropolitan	4,50	4,57
Guinness	4,67	4,82
Hazton Plc	2,68	1,97
Great Eastern	6,37	6,48
H.M.C.	2,99	10
Imperial Chemical	8,85	7,95
Lloyds Bank	4,42	4,44
Marks and Spencer	4,40	4,50
Parsons Westinmont	6,37	6,65
Peninsular Oriental	4,84	4,85
Reivers	6,10	6,08
Satchell and Satchell	0,92	0,90
Sitel Transport	6,61	6,61
Sovereign Realties	7,16	7,11
Smith and Zipp	3,97	3,95
Unilever Ltd	13,22	13,25
Walcome	10,88	10,86
Zeneca	12,67	12,59

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

Aliazee Holding Pl	2872	2891
Asst AG	335,40	334,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	395,80
Bayer AG	397	

LES TAUX

Baisse du Matif

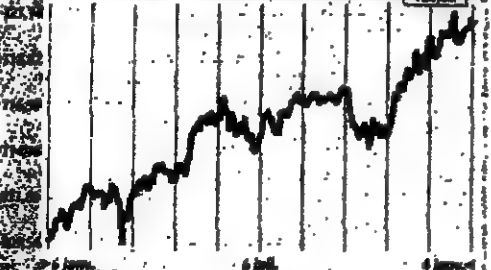
LE CONTRAT notional du Matif a ouvert en baisse, vendredi 5 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 30 centimes à 120,54 points. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor s'inscrivait à 6,69 %.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en forte baisse, affecté par le désaccord entre la Maison Blanche et le Congrès sur le budget, et

par le report de la publication de statistiques économiques dû à la fermeture des services fédéraux. Le taux de l'emprunt d'État de référence à trente ans était remonté de 5,95 % à 6,05 %.

Vendredi matin, pénalisé par le repli du franc face au mark, le contrat Pibor 3 mois du Matif cédait sept centimes à 95,09 points. La Banque de France a laissé inchangé, à 4,63 %, le taux de l'argent au jour le jour.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 04/01	Taux 05/01	Taux 04/01	Taux 05/01	Indice des prix
France	4,59	6,67	7,72	1,20
Allemagne	3,81	5,98	6,84	1,30
Grande-Bretagne	6,50	7,47	7,73	3,90
Italie	10,50	10,71	11,09	5,80
Japon	0,25	3,06	4,75	-0,20
Etats-Unis	6,25	5,57	5,95	2,20

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux au 04/01	Taux au 05/01	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,97	100,55
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,69	100,35
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,44	100,39
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,67	100,42
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	7,26	100,67
Obligations françaises	6,83	100,45
Fonds d'Etat à TME	-1,36	100,10
Fonds d'Etat à TRE	-1,10	100,19
Oblig. franc. à TME	-0,88	99,78
Oblig. franc. à TRE	-0,24	99,97

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,50 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
04/01	04/01	05/01	05/01
04/01	04/01	05/01	05/01
04/01	04/01	05/01	05/01
04/01	04/01	05/01	05/01
04/01	04/01	05/01	05/01

MATIF

Échéance 04/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	157009	120,62	120,94	120,48	120,84
Juin 96	254	121,04	121,26	120,86	121,22
Sept. 96	2	120	120	120	120,18
Oct. 96					

PIBOR 3 MOIS

Achat	Vente	Achat	Vente
04/01	04/01	05/01	05/01
04/01	04/01	05/01	05/01
04/01	04/01	05/01	05/01
04/01	04/01	05/01	05/01
04/01	04/01	05/01	05/01

DOPAGE Cinq joueurs de football professionnels ont été convaincus d'usage de cannabis depuis le début de la saison. Dans un sport jusqu'à présent épargné par les cas

de dopage, cette multiplication inquiète les autorités, qui craignent d'y voir le signe d'une généralisation de la consommation. ● UN GROUPE DE TRAVAIL est mis en

place par la fédération française. La Ligue nationale de football consacrera une partie de son conseil d'administration, vendredi 19 janvier, à ce « problème de société ».

● **FABIEN BARTHEZ**, le plus célèbre des joueurs fautive, sera entendu le 16 janvier par la commission antidopage de la fédération. Le gardien international de Monaco risque une

lourde sanction pour l'exemple. Le ministère de la Jeunesse et des sports invite les fédérations à multiplier, en 1996, les contrôles inopinés hors des compétitions.

L'usage de cannabis inquiète les autorités du football français

A cinq reprises en deux mois, des joueurs ont été contrôlés positivement. La fédération et la ligue nationale entendent donner un coup d'arrêt à ce qu'ils considèrent comme un « problème de société » avant que l'« épidémie » se généralise

« **ILS SONT JEUNES, ils sont beaux, ils sont riches.** » Quand il parlait de ses joueurs, Jean Sadoul, l'ancien patron du football professionnel français, leur trouvait toutes les qualités d'une jeunesse dorée et insouciante. Et il s'en réjouissait sincèrement. Aujourd'hui, le sort des footballeurs ne s'est pas détérioré. Loin de là. Constituent-ils pour autant, comme le suggère Jacques Thébaud, directeur de la Ligue nationale (LNF), « des proies faciles » pour les revendeurs de drogue ? La question a saisi brutalement le football français après la révélation, en l'espace de deux mois, de cinq cas de dopage dans le championnat de France. Chaque fois, le produit incriminé était le cannabis.

Le premier joueur confondu a été le gardien international monégasque Fabien Barthez. Contrôlé à l'issue du match Nantes-Monaco, le 4 octobre, il doit être entendu par la commission antidopage de la fédération le 16 janvier. L'ex-mulhousien Stéphane Paille et Franck Fontan, le gardien remplaçant de Bordeaux, connaissent déjà leur sort : deux mois de suspension. Enfin, le 21 décembre, le président de la fédération française de football (FFF), Claude Simonet, annonçait que deux autres joueurs avaient été pris : Oumar Dieng (PSG) et Gilles Hampart-zoumian (Cannes). Refusant qu'il

puisse s'agir de dopage délibéré, M. Simonet préféra invoquer, pour ces jeunes gens aisés, habitués des boîtes de nuit, un « problème de société ».

« C'est vrai, confirme Jacques Thébaud, ils fréquentent des endroits où l'acquisition de drogue est facile, surtout dans les grandes villes et sur la Côte d'Azur. » Mais le directeur de la LNF avertit : « Ceux qui voudraient minimiser le phénomène en disant qu'ils n'avaient pas la volonté de se doper auraient tort. » La Ligue, comme la fédération, prend cette « épidémie » très au sérieux. Noël Le Graët a inscrit le sujet à l'ordre du jour du conseil d'administration de la Ligue, le 19 janvier. Auparavant, les médecins de tous les clubs professionnels auront été convoqués en urgence à une réunion d'information, et un groupe de travail aura été mis sur pied par la fédération. L'ampleur de la mobilisation est à la mesure de la surprise créée.

MIRACULEUSEMENT ÉPARGNÉ

Tous-à-la, le football n'avait connu que deux cas officiels de dopage : Philippe Anziani (RC Toulon), convaincu d'avoir utilisé un antalgique en 1989 (Diantalvic), et David Ziani (FC Nantes), un médicament pour le traitement de l'asthme en 1994 (Salbutamol). Ce sport semblait miraculeusement épargné par les pratiques do-

pantes, encore plus par la consommation de stupéfiants. Pourtant, les cas de dopage au cannabis touchent quasiment toutes les fédérations. « En quatre ans, nous sommes passés de 5 à 56 cas », remarque le docteur Alain Garnier, responsable de la lutte antidopage au ministère de la Jeunesse et des sports.

Pourquoi cette irruption soudaine du chanvre indien chez les footballeurs ? Le professeur Laforge, responsable du Laboratoire national de dépistage du dopage, à Châtenay-Malabry, rappelle que le cannabis est systématiquement dépisté depuis 1992 et certifie que rien n'a changé, depuis, dans les techniques d'analyse. La mode des

« joints » serait-elle si récente chez les footballeurs noctambules ? Auraient-ils découvert subitement les bienfaits de l'herbe sur leurs performances ? Ignoreraient-ils ou avaient-ils tout simplement oublié que les traces de cannabis peuvent séjourner entre deux et trois semaines dans l'organisme ?

« BESOIN DE SE DÉCONTRACTER »

Un premier débat porte sur le caractère réellement dopant de la substance incriminée. « Il est malhonnête de parler de joueurs dopés », estime ainsi René Charrier, vice-président de l'Union nationale des joueurs professionnels (UNJP). Le syndicaliste rejoint le président de la FFF pour considé-

506 joueurs contrôlés en 1994-1995

Les contrôles antidopage dans le football sont diligentés par la fédération française et par le ministère de la Jeunesse et des sports. Ceux effectués à l'initiative de la FFF ne concernent que le football professionnel et portent sur les championnats de première et deuxième division, ainsi que sur les matches de Coupe de France. Ceux du ministère visent tous les secteurs du football amateur.

Pendant la saison 1994-1995, 506 joueurs ont été contrôlés (264 à l'initiative de la FFF, 242 à celle du ministère). Chaque fois, trois joueurs de chaque équipe sont tirés au sort à la mi-temps. 44 rencontres professionnelles ont donc fait l'objet d'un contrôle, sur un total de plus de 900 matches, soit en moyenne un match par journée de championnat et de Coupe de France. En 1993-1994, 407 footballeurs avaient été contrôlés (276 FFF, 131 ministère), et 354 (240, FFF) en 1992-1993. Avec les déplacements de médecins et de délégués, chaque contrôle revient en moyenne à 5 000 francs.

rer qu'il s'agit de consommation de drogue et non d'un produit visant à améliorer les performances. Cette certitude est contredite par la plupart des spécialistes. « On ne peut accepter ce discours légitimant, s'insurge le professeur Jean-Paul Escande, président de la commission nationale de lutte contre le dopage. Tout ce qui peut être modifié par l'humour peut être utilisé comme dopant. » Alain Garnier nuance : « Les effets physiologiques sur la performance sont plutôt négatifs dans la mesure où la prise de cannabis augmente la fréquence cardiaque et la fatigabilité. Mais sur le plan psychologique, cette substance a des propriétés stimulantes, décontractantes et peut développer l'agressivité. »

An-dé-là du débat d'experts, la question est de savoir s'il y a eu volonté ou non de se doper. « Le résultat est devenu tellement essentiel dans le sport de haut niveau qu'il n'est pas illogique qu'ils éprouvent le besoin de se décontracter », estime Jean-Paul Escande. Mais comment déterminer s'il s'agit d'une pratique occasionnelle ou régulière ? Dans cette accumulation de cas sur une si courte période, alors que les contrôles sont peu fréquents, Jacques Thébaud croit déceler « un signe inquiétant de généralisation de la consommation, un phénomène qu'il faut combattre ». Les autorités ne

semblent pas enclines à la clémence à cause, disent-elles, de l'« effet de mode » des stars du football sur la jeunesse. Les fautes doivent donc s'attendre à des sanctions exemplaires pour un « écart » qui demeure un délit aux yeux de la loi.

Cependant, médecins et dirigeants insistent sur l'information et la prise en charge médicale à faire en amont, dans les clubs. « Il ne faut pas seulement faire de la lutte, mais de la médecine antidopage, c'est-à-dire établir des diagnostics sur un ensemble de signes », disent Alain Garnier et Jean-Paul Escande. Tous deux préconisent en outre la multiplication des contrôles hors compétition. D'ailleurs, la série actuelle de cas positifs résulterait, selon Alain Garnier, du fait que les contrôles sont, cette saison, « moins programmés » qu'auparavant. Dans sa directive pour 1996, le ministère invite les fédérations à « accroître les contrôles inopinés », notamment pendant les périodes d'entraînement. Jean-Paul Escande avait aussi suggéré – en vain pour l'instant – que chaque carton rouge entraîne automatiquement un contrôle antidopage. Parce que, explique-t-il, « on voit de plus en plus de comportements étranges sur les terrains. »

Jean-Jacques Bozomet

Le ski professionnel tente de séduire les pistes françaises

IL A ACCUEILLI Henri Duvalard et Jean-Claude Killy après leurs exploits olympiques. Pourtant, le circuit professionnel a mis trente-quatre ans avant de faire étape en France. Après Barcelone, en Argentine, et Schladming, en Autriche, les « pros » du ski s'arrêtent, du 5 au 7 janvier, aux Deux-Alpes. A une période où l'Hexagone et ses télévisions boudent le ski, le pari semblait risqué. Les organisateurs, eux, veulent montrer comment on séduit partenaires, publics et télévisions. Et comment gagner plus d'argent.

Le ski professionnel est né en 1962 aux États-Unis. Réunis en association, des coureurs plaident pour une rétribution ouverte de leur sport. Le coup de canif à l'organisation générale de la discipline est modeste. Tous les regards restent fixés sur l'Europe et sur ses traditions. Les choses deviennent plus sérieuses un an plus tard, quand le Français Honoré Bonnet suggère de faire courir les courses en parallèle. Avec Bob Beattie, ancien entraîneur de l'équipe américaine, il jette les bases modernes du ski « pro ». Il manque des athlètes, ils viendront plus tard. Auréolés lors des championnats du monde et des Jeux olympiques à la fin des années 60, Jean-Claude Killy ou Henri Duvalard viennent terminer leur carrière et légitimer définitivement l'existence du circuit.

Le modernisme du ski professionnel, c'est le spectacle à tout prix. Et le spectacle réside dans le duel. Au lieu d'une confrontation virtuelle

uniquement arbitrée par le chronomètre, les deux concurrents dévalent la course côte à côte. Sur une piste courte en slalom géant ou en slalom – une seule descente en sprint est programmée à titre d'expérience, – ils courront deux manches. En cas de chute ou de sortie de piste, le concurrent est pénalisé de 1,2 seconde. Pour permettre aux spectateurs de mieux suivre l'épreuve, la piste est rythmée de bosses artificielles. Cette formule sera, plus tard, imitée par le ski acrobatique et le snowboard.

« UNE MODE »

La caravane du ski « pro » est moins importante que celle des amateurs. Cent garçons et quarante filles se retrouvent sur les mêmes pistes quasiment toutes les semaines pendant l'hiver. Après s'être acquittés d'une cotisation annuelle, les concurrents reçoivent un droit d'entrée de 120 dollars par course (près de 600 francs) et signent une décharge avant chaque épreuve. Pour gagner sa vie, il faut, bien sûr, gagner. Outre les primes de victoire, les salaires sont alloués par les sponsors au prorata des classements. Malgré l'enrichissement des courses amateurs, les meilleurs professionnels peuvent espérer toucher beaucoup plus que leurs homologues. En 1994-1995, le champion de la saison, l'Autrichien Bernhard Knauss, a gagné plus de 165 000 dollars (310 000 francs), loin devant son compatriote Hans Hofer (environ 400 000 francs).

Plebisçitée aux États-Unis, où se disputent la quasi-totalité de la saison, – appréciée en Autriche – ils étaient dix mille spectateurs pendant les nocturnes de Schladming, – la discipline reste boudée par la fédération internationale de ski (FIS). Même les circuits professionnels du ski acrobatique trouvent meilleure grâce à ses yeux. « Pourtant, les amateurs ont beaucoup à apprendre des professionnels, explique Nathalie Vuillet, ancienne skieuse et organisatrice de l'épreuve des Deux-Alpes. Quand la Coupe du monde des premiers s'embrouille dans des règlements changeants et un système de classement difficile, la saison des deuxièmes est plus simple. Organisée en tournois, elle privilégie vraiment le suspense. De plus, les athlètes d'arrivée sont plus conviviaux afin que le public rencontre les compétiteurs en bas de la piste. »

Pour Bernard Chevallier, président de la fédération française de ski, « c'est une forme de sport un peu particulière. Pour des gens qui, comme moi, sont attachés à une forme d'éthique du ski, c'est la traduction d'une mode actuelle opposée à l'aspect pur de la compétition. Mais c'est un moyen formidable pour les anciens amateurs de pérenniser une carrière ». Les Français sont une trentaine dans la cohorte. En 1994-1995, Christophe Fivel, ancien membre de l'équipe de France, a terminé 28^e au classement final, empochant moins de 50 000 francs.

Rénéric Mathieu

Le Nigeria confirme son forfait à la CAN 96

LE MINISTRE DES SPORTS nigérian, Jim Nwobodo, a confirmé, jeudi 4 janvier à Abuja, la décision de son pays de ne pas aligner son équipe lors de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 96), qui doit débuter samedi 13 janvier en Afrique du Sud. Le Nigeria ne défendra donc pas son titre, acquis en 1994, malgré une médiation de dernière minute tentée par Issa Hayatou, le président de la Confédération africaine de football (CAF), au cours d'une visite, jeudi, à Lagos.

Cette décision est motivée officiellement par des « raisons de sécurité ». Mais la politique n'est pas étrangère à ce forfait. Les relations entre le Nigeria et l'Afrique du Sud s'étaient tendues à la suite de l'exécution par pendaison, le 10 novembre, de neuf opposants, dont l'écrivain Ken Saro-Wiwa. Le gouvernement nigérian est resté sur ses positions, bien que le ministre de l'Intérieur sud-africain, Mangosuthu Buthelezi, se soit porté garant de la sécurité de la délégation nigérienne. Sur le plan sportif, le Nigeria risque une suspension pour les éditions de 1998 et 2000 de la CAN, ainsi qu'une amende. L'équipe des Super Eagles sera remplacée par celle de Guinée, meilleur non qualifié des éliminatoires. – (APR)

■ **Le mystère de Castellón a été levé :** si les attaquants du club espagnol n'ont inscrit que huit buts sur leur terrain quand ils en ont marqué douze à l'extérieur depuis le début de la saison, c'est parce que la barre transversale des buts était trop basse. Les cages du stade Castilla n'atteignaient que 2,24 m, alors que la norme en vigueur est de 2,44 m. Cette découverte intervient quelques jours après la proposition de la fédération internationale d'agrandir les buts de football pour rendre les matches plus intéressants (Le Monde du 4 janvier). – (Reuters)

■ **SAUT À SKIS :** Andreas Goldberg s'est imposé à Innsbruck, jeudi 4 janvier, dans la troisième étape de la Tournee des quatre tremplins. Au K 110, l'Autrichien a obtenu 238,8 points après des sauts de 111,50 m et 109,50 m. Il devance Jens Weissflog (230,9 points, sauts de 110 m et 108 m) et le japonais Hiro Saito (229,50 points, sauts de 103 m et 117 m). Goldberg remporte ainsi la quinzième victoire de sa carrière et la première de la saison. – (APR)

RÉSULTATS

BASKET-BALL	
CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS	
Poules de demi-finales	
(1 ^{er} tour retour)	
Poule A	
Real Salónica-Ulfers Istanbul	65-74
Real Salónica-Ulfers Istanbul	65-77
CSKA Moscou-Bayer Leverkusen	65-74
CSKA Moscou-Bayer Leverkusen	65-79
Classement : 1. CSKA Moscou et Ulfers, 14 pts ; 2. Olympiques, 13 ; 4. Ulfers Istanbul, 12 ; 5. Malaga, Bayer Leverkusen et Arinos ; 8. Real Salónica, 10.	
Poule B	
Real Madrid-Barcelone	66-65
Real Madrid-Barcelone	64-73
Classement : 1. Real Madrid, 14 ; 2. CSKA Moscou, 13 ; 3. Real Madrid, 13 ; 4. CSKA Moscou, 12 ; 5. Real Madrid, 11 ; 6. Real Madrid, 10.	
COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS (JUNIERS)	
Poules de demi-finales	
(1 ^{er} tour retour)	
Poule B	
Wuppertal-Sporting Athlètes	66-71
Wuppertal-Sporting Athlètes	66-71
Classement : 1. Côme, 15 ; 2. Wuppertal, 13 ; 3. Wuppertal, 12 ; 4. Côme, 11 ; 5. Wuppertal, 10.	
FOOTBALL	
CHAMPIONNAT D'ESPAGNE	
10 ^e journée	
FC Barcelone-Español Barcelone	2-1
Classement : 1. Atlético Madrid, 45 pts ; 2. FC Barcelone et Espanol Barcelone, 38 ; 4. Sévillan-Barcelone, 36 ; 5. Valencia, 33 ; 6. Real Madrid, 31.	
RALLYE-RAID	
GRANDPRIX-D'ALGER	
6 ^e étape Smaïn-Zouflet	
1620 km, dont 603 de spéciale	
Autos : 1. Lefebvre-Muhammad (Fra., Mitsubishi) ; 2. Lefebvre-Petit (Fra., Citroën) ; 3. Shikoula-Magné (Esp.-Fra., Mitsubishi) ; 4. Wambert-Gallagher (Fra.-GB, Citroën) ; 5. 10 min 41 s ; 6. Muecke-Schulz (Esp.-Aut., Mitsubishi) ; 7. 13 min 14 s.	
Motos : 1. Oufi (Fra., Yamaha) ; 2. Trif (Fra., Cagiva) ; 3. 1 min 35 s ; 4. Aronson (Esp., KTM) ; 5. 8 min 43 s ; 6. Soledad (Esp., KTM) ; 7. 27 min 47 s ; 8. Mas (Esp., Cagiva) ; 9. 28 min 12 s.	
Classement général :	
Autos : 1. Lefebvre-Petit ; 2. Lefebvre-Muhammad, à 24 min 50 s ; 3. Wambert-Gallagher ; 4. 42 min 05 s ; 5. Vanden-Poort (Fra.-Fra., Citroën) ; 6. 1 h 36 min 05 s ; 7. 1 h 41 min 57 s ; 8. 1 h 42 min 57 s ; 9. 1 h 43 min 57 s ; 10. 1 h 44 min 57 s ; 11. 1 h 45 min 57 s ; 12. 1 h 46 min 57 s ; 13. 1 h 47 min 57 s ; 14. 1 h 48 min 57 s ; 15. 1 h 49 min 57 s ; 16. 1 h 50 min 57 s ; 17. 1 h 51 min 57 s ; 18. 1 h 52 min 57 s ; 19. 1 h 53 min 57 s ; 20. 1 h 54 min 57 s ; 21. 1 h 55 min 57 s ; 22. 1 h 56 min 57 s ; 23. 1 h 57 min 57 s ; 24. 1 h 58 min 57 s ; 25. 1 h 59 min 57 s ; 26. 2 h 00 min 57 s ; 27. 2 h 01 min 57 s ; 28. 2 h 02 min 57 s ; 29. 2 h 03 min 57 s ; 30. 2 h 04 min 57 s ; 31. 2 h 05 min 57 s ; 32. 2 h 06 min 57 s ; 33. 2 h 07 min 57 s ; 34. 2 h 08 min 57 s ; 35. 2 h 09 min 57 s ; 36. 2 h 10 min 57 s ; 37. 2 h 11 min 57 s ; 38. 2 h 12 min 57 s ; 39. 2 h 13 min 57 s ; 40. 2 h 14 min 57 s ; 41. 2 h 15 min 57 s ; 42. 2 h 16 min 57 s ; 43. 2 h 17 min 57 s ; 44. 2 h 18 min 57 s ; 45. 2 h 19 min 57 s ; 46. 2 h 20 min 57 s ; 47. 2 h 21 min 57 s ; 48. 2 h 22 min 57 s ; 49. 2 h 23 min 57 s ; 50. 2 h 24 min 57 s ; 51. 2 h 25 min 57 s ; 52. 2 h 26 min 57 s ; 53. 2 h 27 min 57 s ; 54. 2 h 28 min 57 s ; 55. 2 h 29 min 57 s ; 56. 2 h 30 min 57 s ; 57. 2 h 31 min 57 s ; 58. 2 h 32 min 57 s ; 59. 2 h 33 min 57 s ; 60. 2 h 34 min 57 s ; 61. 2 h 35 min 57 s ; 62. 2 h 36 min 57 s ; 63. 2 h 37 min 57 s ; 64. 2 h 38 min 57 s ; 65. 2 h 39 min 57 s ; 66. 2 h 40 min 57 s ; 67. 2 h 41 min 57 s ; 68. 2 h 42 min 57 s ; 69. 2 h 43 min 57 s ; 70. 2 h 44 min 57 s ; 71. 2 h 45 min 57 s ; 72. 2 h 46 min 57 s ; 73. 2 h 47 min 57 s ; 74. 2 h 48 min 57 s ; 75. 2 h 49 min 57 s ; 76. 2 h 50 min 57 s ; 77. 2 h 51 min 57 s ; 78. 2 h 52 min 57 s ; 79. 2 h 53 min 57 s ; 80. 2 h 54 min 57 s ; 81. 2 h 55 min 57 s ; 82. 2 h 56 min 57 s ; 83. 2 h 57 min 57 s ; 84. 2 h 58 min 57 s ; 85. 2 h 59 min 57 s ; 86. 3 h 00 min 57 s ; 87. 3 h 01 min 57 s ; 88. 3 h 02 min 57 s ; 89. 3 h 03 min 57 s ; 90. 3 h 04 min 57 s ; 91. 3 h 05 min 57 s ; 92. 3 h 06 min 57 s ; 93. 3 h 07 min 57 s ; 94. 3 h 08 min 57 s ; 95. 3 h 09 min 57 s ; 96. 3 h 10 min 57 s ; 97. 3 h 11 min 57 s ; 98. 3 h 12 min 57 s ; 99. 3 h 13 min 57 s ; 100. 3 h 14 min 57 s ; 101. 3 h 15 min 57 s ; 102. 3 h 16 min 57 s ; 103. 3 h 17 min 57 s ; 104. 3 h 18 min 57 s ; 105. 3 h 19 min 57 s ; 106. 3 h 20 min 57 s ; 107. 3 h 21 min 57 s ; 108. 3 h 22 min 57 s ; 109. 3 h 23 min 57 s ; 110. 3 h 24 min 57 s ; 111. 3 h 25 min 57 s ; 112. 3 h 26 min 57 s ; 113. 3 h 27 min 57 s ; 114. 3 h 28 min 57 s ; 115. 3 h 29 min 57 s ; 116. 3 h 30 min 57 s ; 117. 3 h 31 min 57 s ; 118. 3 h 32 min 57 s ; 119. 3 h 33 min 57 s ; 120. 3 h 34 min 57 s ; 121. 3 h 35 min 57 s ; 122. 3 h 36 min 57 s ; 123. 3 h 37 min 57 s ; 124. 3 h 38 min 57 s ; 125. 3 h 39 min 57 s ; 126. 3 h 40 min 57 s ; 127. 3 h 41 min 57 s ; 128. 3 h 42 min 57 s ; 129. 3 h 43 min 57 s ; 130. 3 h 44 min 57 s ; 131. 3 h 45 min 57 s ; 132. 3 h 46 min 57 s ; 133. 3 h 47 min 57 s ; 134. 3 h 48 min 57 s ; 135. 3 h 49 min 57 s ; 136. 3 h 50 min 57 s ; 137. 3 h 51 min 57 s ; 138. 3 h 52 min 57 s ; 139. 3 h 53 min 57 s ; 140. 3 h 54 min 57 s ; 141. 3 h 55 min 57 s ; 142. 3 h 56 min 57 s ; 143. 3 h 57 min 57 s ; 144. 3 h 58 min 57 s ; 145. 3 h 59 min 57 s ; 146. 4 h 00 min 57 s ; 147. 4 h 01 min 57 s ; 148. 4 h 02 min 57 s ; 149. 4 h 03 min 57 s ; 150. 4 h 04 min 57 s ; 151. 4 h 05 min 57 s ; 152. 4 h 06 min 57 s ; 153. 4 h 07 min 57 s ; 154. 4 h 08 min 57 s ; 155. 4 h 09 min 57 s ; 156. 4 h 10 min 57 s ; 157. 4 h 11 min 57 s ; 158. 4 h 12 min 57 s ; 159. 4 h 13 min 57 s ; 160. 4 h 14 min 57 s ; 161. 4 h 15 min 57 s ; 162. 4 h 16 min 57 s ; 163. 4 h 17 min 57 s ; 164. 4 h 18 min 57 s ; 165. 4 h 19 min 57 s ; 166. 4 h 20 min 57 s ; 167. 4 h 21 min 57 s ; 168. 4 h 22 min 57 s ; 169. 4 h 23 min 57 s ; 170. 4 h 24 min 57 s ; 171. 4 h 25 min 57 s ; 172. 4 h 26 min 57 s ; 173. 4 h 27 min 57 s ; 174. 4 h 28 min 57 s ; 175. 4 h 29 min 57 s ; 176. 4 h 30 min 57 s ; 177. 4 h 31 min 57 s ; 178. 4 h 32 min 57 s ; 179. 4 h 33 min 57 s ; 180. 4 h 34 min 57 s ; 181. 4 h 35 min 57 s ; 182. 4 h 36 min 57 s ; 183. 4 h 37 min 57 s ; 184. 4 h 38 min 57 s ; 185. 4 h 39 min 57 s ; 186. 4 h 40 min 57 s ; 187. 4 h 41 min 57 s ; 188. 4 h 42 min 57 s ; 189. 4 h 43 min 57 s ; 190. 4 h 44 min 57 s ; 191. 4 h 45 min 57 s ; 192. 4 h 46 min 57 s ; 193. 4 h 47 min 57 s ; 194. 4 h 48 min 57 s ; 195. 4 h 49 min 57 s ; 196. 4 h 50 min 57 s ; 197. 4 h 51 min 57 s ; 198. 4 h 52 min 57 s ; 199. 4 h 53 min 57 s ; 200. 4 h 54 min 57 s ; 201. 4 h 55 min 57 s ; 202. 4 h 56 min 57 s ; 203. 4 h 57 min 57 s ; 204. 4 h 58 min 57 s ; 205. 4 h 59 min 57 s ; 206. 5 h 00 min 57 s ; 207. 5 h 01 min 57 s ; 208. 5 h 02 min 57 s ; 209. 5 h 03 min 57 s ; 210. 5 h 04 min 57 s ; 211. 5 h 05 min 57 s ; 212. 5 h 06 min 57 s ; 213. 5 h 07 min 57 s ; 214. 5 h 08 min 57 s ; 215. 5 h 09 min 57 s ; 216. 5 h 10 min 57 s ; 217. 5 h 11 min 57 s ; 218. 5 h 12 min 57 s ; 219. 5 h 13 min 57 s ; 220. 5 h 14 min 57 s ; 221. 5 h 15 min 57 s ; 222. 5 h 16 min 57 s ; 223. 5 h 17 min 57 s ; 224. 5 h 18 min 57 s ; 225. 5 h 19 min 57 s ; 226. 5 h 20 min 57 s ; 227. 5 h 21 min 57 s ; 228. 5 h 22 min 57 s ; 229. 5 h 23 min 57 s ; 230. 5 h 24 min 57 s ; 231. 5 h 25 min 57 s ; 232. 5 h 26 min 57 s ; 233. 5 h 27 min 57 s ; 234. 5 h 28 min 57 s ; 235. 5 h 29 min 57 s ; 236. 5 h 30 min 57 s ; 237. 5 h 31 min 57 s ; 238. 5 h 32 min 57 s ; 239. 5 h 33 min 57 s ; 240. 5 h 34 min 57 s ; 241. 5 h 35 min 57 s ; 242. 5 h 36 min 57 s ; 243. 5 h 37 min 57 s ; 244. 5 h 38 min 57 s ; 245. 5 h 39 min 57 s ; 246. 5 h 40 min 57 s ; 247. 5 h 41 min 57 s ; 248. 5 h 42 min 57 s ; 249. 5 h 43 min 57 s ; 250. 5 h 44 min 57 s ; 251. 5 h 45 min 57 s ; 252. 5 h 46 min 57 s ; 253. 5 h 47 min 57 s ; 254. 5 h 48 min 57 s ; 255. 5 h 49 min 57 s ; 256. 5 h 50 min 57 s ; 257. 5 h 51 min 57 s ; 258. 5 h 52 min 57 s ; 259. 5 h 53 min 57 s ; 260. 5 h 54 min 57 s ; 261. 5 h 55 min 57 s ; 262. 5 h 56 min 57 s ; 263. 5 h 57 min 57 s ; 264. 5 h 58 min 57 s ; 265. 5 h 59 min 57 s ; 266. 6 h 00 min 57 s ; 267. 6 h 01 min 57 s ; 268. 6 h 02 min 57 s ; 269. 6 h 03 min 57 s ; 270. 6 h 04 min 57 s ; 271. 6 h 05 min 57 s ; 272. 6 h 06 min 57 s ; 273. 6 h 07 min 57 s ; 274. 6 h 08 min 57 s ; 275. 6 h 09 min 57 s ; 276. 6 h 10 min 57 s ; 277. 6 h 11 min 57 s ; 278. 6 h 12 min 57 s ; 279. 6 h 13 min 57 s ; 280. 6 h 14 min 57 s ; 281. 6 h 15 min 57 s ; 282. 6 h 16 min 57 s ; 283. 6 h 17 min 57 s ; 284. 6 h 18 min 57 s ; 285. 6 h 19 min 57 s ; 286. 6 h 20 min 57 s ; 287. 6 h 21 min 57 s ; 288. 6 h 22 min 57 s ; 289. 6 h 23 min 57 s ; 290. 6 h 24 min 57 s ; 291. 6 h 25 min 57 s ; 292. 6 h 26 min 57 s ; 293. 6 h 27 min 57 s ; 294. 6 h 28 min 57 s ; 295. 6 h 29 min 57 s ; 296. 6 h 30 min 57 s ; 297. 6 h 31 min 57 s ; 298. 6 h 32 min 57 s ; 299. 6 h 33 min 57 s ; 300. 6 h 34 min 57 s ; 301. 6 h 35 min 57 s ; 302. 6 h 36 min 57 s ; 303. 6 h 37 min 57 s ; 304. 6 h 38 min 57 s ; 305. 6 h 39 min 57 s ; 306. 6 h 40 min 57 s ; 307. 6 h 41 min 57 s ; 308. 6 h 42 min 57 s ; 309. 6 h 43 min 57 s ; 310. 6 h 44 min 57 s ; 311. 6 h 45 min 57 s ; 312. 6 h 46 min 57 s ; 313. 6 h 47 min 57 s ; 314. 6 h 48 min 57 s ; 315. 6 h 49 min 57 s ; 316. 6 h 50 min 57 s ; 317. 6 h 51 min 57 s ; 318. 6 h 52 min 57 s ; 319. 6 h 53 min 57 s ; 320. 6 h 54 min 57 s ; 321. 6 h 55 min 57 s ; 322. 6 h 56 min 57 s ; 323. 6 h 57 min 57 s ; 324. 6 h 58 min 57 s ; 325. 6 h 59 min 57 s ; 326. 7 h 00 min 57 s ; 327. 7 h 01 min 57 s ; 328. 7 h 02 min 57 s ; 329. 7 h 03 min 57 s ; 330. 7 h 04 min 57 s ; 331. 7 h 05 min 57 s ; 332. 7 h 06 min 57 s ; 333. 7 h 07 min 57 s ; 334. 7 h 08 min 57 s ; 335. 7 h 09 min 57 s ; 336. 7 h 10 min 57 s ; 337. 7 h 11 min 57 s ; 338. 7 h 12 min 57 s ; 339. 7 h 13 min 57 s ; 340. 7 h 14 min 57 s ; 341. 7 h 15 min 57 s ; 342. 7 h 16 min 57 s ; 343. 7 h 17 min 57 s ; 344. 7 h 18 min 57 s ; 345. 7 h 19 min 57 s ; 346. 7 h 20 min 57 s ; 347. 7 h 21 min 57 s ; 348. 7 h 22 min 57 s ; 349. 7 h 23 min 57 s ; 350. 7 h 24 min 57 s ; 351. 7 h 25 min 57 s ; 352. 7 h 26 min 57 s ; 353. 7 h 27 min 57 s ; 354. 7 h 28 min 57 s ; 355. 7 h 29 min 57 s ; 356. 7 h 30 min 57 s ; 357. 7 h 31 min 57 s ; 358. 7 h 32 min 57 s ; 359. 7 h 33 min 57 s ; 360. 7 h 34 min 57 s ; 361. 7 h 35 min 57 s ; 362. 7 h 36 min 57 s ; 363. 7 h 37 min 57 s ; 364. 7 h 38 min 57 s ; 365. 7 h 39 min 57 s ; 366. 7 h 40 min 57 s ; 367. 7 h 41 min 57 s ; 368. 7 h 42 min 57 s ; 369. 7 h 43 min 57 s ; 370. 7 h 44 min 57 s ; 371. 7 h 45 min 57 s ; 372. 7 h 46 min 57 s ; 373. 7 h 47 min 57 s ; 374. 7 h 48 min 57 s ; 375. 7 h 49 min 57 s ; 376. 7 h 50 min 57 s ; 377. 7 h 51 min 57 s ; 378. 7 h 52 min 57 s ; 379. 7 h 53 min 57 s ; 380. 7 h 54 min 57 s ; 381. 7 h 55 min 57 s ; 382. 7 h 56 min 57 s ; 383. 7 h 57 min 57 s ; 384. 7 h 58 min 57 s ; 385. 7 h 59 min 57 s ; 386. 8 h 00 min 57 s ; 387. 8 h 01 min 57 s ; 388. 8 h 02 min 57 s ; 389. 8 h 03 min 57 s ; 390. 8 h 04 min 57 s ; 391. 8 h 05 min 57 s ; 392. 8 h 06 min 57 s ; 393. 8 h 07 min 57 s ; 394. 8 h 08 min 57 s ; 395. 8 h 09 min 57 s ; 396. 8 h 10 min 57 s ; 397. 8 h 11 min 57 s ; 398. 8 h 12 min 57 s ; 399. 8 h 13 min 57 s ; 400. 8 h 14 min 57 s ; 401. 8 h 15 min 57 s ; 402. 8 h 16 min 57 s ; 403. 8 h 17 min 57 s ; 404. 8 h 18 min 57 s ; 405. 8 h 19 min 57 s ; 406. 8 h 20 min 57 s ; 407. 8 h 21 min 57 s ; 408. 8 h 22 min 57 s ; 409. 8 h 23 min 57 s ; 410. 8 h 24 min 57 s ; 411. 8 h 25 min 57 s ; 412. 8 h 26 min 57 s ; 413. 8 h 27 min 57 s ; 414. 8 h 28 min 57 s ; 415. 8 h 29 min 57 s ; 416. 8 h 30 min 57 s ; 417. 8 h 31 min 57 s ; 418. 8 h 32 min 57 s ; 419. 8 h 33 min 57 s ; 420. 8 h 34 min 57 s ; 421. 8 h 35 min 57 s ; 422. 8 h 36 min 57 s ; 423. 8 h 37 min 57 s ; 424. 8 h 38 min 57 s ; 425. 8 h 39 min 57 s ; 426. 8 h 40 min 57 s ; 427. 8 h 41 min 57 s ; 428. 8 h 42 min 57 s ; 429. 8 h 43 min 57 s ; 430. 8 h 44 min 57 s ; 431. 8 h 45 min 57 s ; 432. 8 h 46 min 57 s ; 433. 8 h 47 min 57 s ; 434. 8 h 48 min 57 s ; 435. 8 h 49 min 57 s ; 436. 8 h 50 min 57 s ; 437. 8 h 51 min 57 s ; 438. 8 h 52 min 57 s ; 439. 8 h 53 min 57 s ; 440. 8 h 54 min 57 s ; 441. 8 h 55 min 57 s ; 442. 8 h 56 min 57 s ; 443. 8 h 57 min 57 s ; 444. 8 h 58 min 57 s ; 445. 8 h 59 min 57 s ; 446. 9 h 00 min 57 s ; 447. 9 h 01 min 57 s ; 448. 9 h 02 min 57 s ; 449. 9 h 03 min 57 s ; 450. 9 h 04 min 57 s ; 451. 9 h 05 min 57 s ; 452. 9 h 06 min 57 s ; 453. 9 h 07 min 57 s ; 454. 9 h 08 min 57 s ; 455. 9 h 09 min 57 s ; 456. 9 h 10 min 57 s ; 457. 9 h 11 min 57 s ; 458. 9 h 12 min 57 s ; 459. 9 h 13 min 57 s ; 460. 9 h 14 min 57 s ; 461. 9 h 15 min 57 s ; 462. 9 h 16 min 57 s ; 463. 9 h 17 min 57 s ; 464. 9 h 18 min 57 s ; 465. 9 h 19 min 57 s ; 466. 9 h 20 min 57 s ; 467. 9 h 21 min 57 s ; 468. 9 h 22 min 57 s ; 469. 9 h 23 min 57 s ; 470. 9 h 24 min 57 s ; 471. 9 h 25 min 57 s ; 472. 9 h 26 min 57 s ; 473. 9 h 27 min 57 s ; 474. 9 h 28 min 57 s ; 475. 9 h 29 min 57 s ; 476. 9 h 30 min 57 s ; 477. 9 h 31 min 57 s ; 478. 9 h 32 min 57 s ; 479. 9 h 33 min 57 s ; 480. 9 h 34 min 57 s ; 481. 9 h 35 min 57 s ; 482. 9 h 36 min 57 s ; 483. 9 h 37 min 57 s ; 484. 9 h 38 min 57 s ; 485. 9 h 39 min 57 s ; 486. 9 h 40 min 57 s ; 487. 9 h 41 min 57 s ; 488. 9 h 42 min 57 s ; 489. 9 h 43 min 57 s ; 490. 9 h 44 min 57 s ; 491. 9 h 45 min 57 s ; 492. 9 h 46 min 57 s ; 493. 9 h 47 min 57 s ; 494. 9 h 48 min 57 s ; 495. 9 h 49 min 57 s ; 496. 9 h 50 min 57 s ; 497. 9 h 51 min 57 s ; 498. 9 h 52 min 57 s ; 499. 9 h 53 min 57 s ; 500. 9 h 54 min 57 s ; 501. 9 h 55 min 57 s ; 502. 9 h 56 min 57 s ; 503. 9 h 57 min 57 s ; 504. 9 h 58 min 57 s ; 505. 9 h 59 min 57 s ; 506. 10 h 00 min 57 s ; 507. 10 h 01 min 57 s ; 508. 10 h 02 min 57 s ; 509. 10 h 03 min 57 s ; 510. 10 h 04 min 57 s ; 511. 10 h 05 min 57 s ; 512. 10 h 06 min 57 s ; 513. 10 h 07 min 57 s ; 514. 10 h 08 min 57 s ; 515. 10 h 09 min 57 s ; 516. 10 h 10 min 57 s ; 517. 10 h 11 min 57 s ; 518. 10 h 12 min 57 s ; 519. 10 h 13 min 57 s ; 520. 10 h 14 min 57 s ; 521. 10 h 15 min 57 s ; 522. 10 h 16 min 57 s ; 523. 10 h 17 min 57 s ; 524. 10 h 18 min 57 s ; 525. 10 h 19 min 57 s ; 526. 10 h 20 min 57 s ; 527. 10 h 21 min 57 s ; 528. 10 h 22 min 57 s ; 529. 10 h 23 min 57 s ; 530. 10 h 24 min 57 s ; 531. 10 h 25 min 57 s ; 532. 10 h 26 min 57 s ; 533. 10 h 27 min 57 s ; 534. 10 h 28 min 57 s ; 535. 10 h 29 min 57 s ; 536. 10 h 30 min 57 s ; 537. 10 h 31 min 57 s ; 538. 10 h 32 min 57 s ; 539. 10 h 33 min 57 s ; 540. 10 h 34 min 57 s ; 541. 10 h 35 min 57 s ; 542. 10 h 36 min 57 s ; 543. 10 h 37 min 57 s ; 544. 10 h 38 min 57 s ; 545. 10 h 39 min 57 s ; 546. 10 h 40 min 57 s ; 547. 10 h 41 min 57 s ; 548. 10 h 42 min 57 s ; 549. 10 h 43 min 57 s ; 550. 10 h 44 min 57 s ; 551. 10 h 45 min 57 s ; 552. 10 h 46 min 57 s ; 553. 10 h 47 min 57 s ; 554. 10 h 48 min 57 s ; 555. 10 h 49 min 57 s ; 556. 10 h 50 min 57 s ; 557. 10 h 51 min 57 s ; 558. 10 h 52 min 57 s ; 559. 10 h 53 min 57 s ; 560. 10 h 54 min 57 s ; 561. 10 h 55 min 57 s ; 562. 10 h 56 min 57 s ; 563. 10 h 57 min 57 s ; 564. 10 h 58 min 57 s ; 565. 10 h 59 min 57 s ; 566. 11 h 00 min 57 s ; 567. 11 h 01 min 57 s ; 568. 11 h 02 min 57 s ; 569. 11 h 03 min 57 s ; 570. 11 h 04 min 57 s ; 571. 11 h 05 min 57 s ; 572. 11 h 06 min 57 s ; 573. 11 h 07 min 57 s ; 574. 11 h 08 min 57 s ; 575. 11 h 09 min 57 s ; 576. 11 h 10 min 57 s ; 577. 11 h 11 min 57 s ; 578. 11 h 12 min 57 s ; 579. 11 h 13 min 57 s ; 580. 11 h 14 min 57 s ; 581. 11 h 15 min 57 s ; 582. 11 h 16 min 57 s ; 583. 11 h 17 min 57 s ; 584. 11 h 18 min 57 s ; 585. 11 h 19 min 57 s ; 586. 11 h 20 min 57 s ; 587. 11 h 21 min 57 s ; 588. 11 h 22 min 57 s ; 589. 11 h 23 min 57 s ; 590. 11 h 24 min 57 s ; 591. 11 h 25 min 57 s ; 592. 11 h 26 min 57 s ; 593. 11 h 27 min 57 s ; 594. 11 h 28 min 57 s ; 595. 11 h 29 min 57 s ; 596. 11 h 30 min 57 s ; 597. 11 h 31 min 57 s ; 598. 11 h 32 min 57 s ; 599. 11 h 33 min 57 s ; 600. 11 h 34 min 57 s ; 601. 11 h 35 min 57 s ; 602. 11 h 36 min 57 s ; 603. 11 h 37 min 57 s ; 604. 11 h 38 min 57 s ; 605. 11 h 39 min 57 s ; 606. 11 h 40 min 57 s ; 607. 11 h 41 min 57 s ; 608. 11 h 42 min 57 s ; 609. 11 h 43 min 57 s ; 610. 11 h 44 min 57 s ; 611. 11 h 45 min 57 s ; 612. 11 h 46 min 57 s ; 613. 11 h 47 min 57 s ; 614. 11 h 48 min 57 s ; 615. 11 h 49 min 57 s ; 616. 11 h 50 min 57 s ; 617. 11 h 51 min 57 s ; 618. 11 h 52 min 57 s ; 619. 11 h 53 min 57 s ; 620. 11 h 54 min 57 s ; 621. 11 h 55 min 57 s ; 622. 11 h 56 min 57 s ; 623. 11 h 57 min 57 s ; 624. 11 h 58 min 57 s ; 625. 11 h 59 min 57 s ; 626. 12 h 00 min 57 s ; 627. 12 h 01 min 57 s ; 628. 12 h 02 min 57 s ; 629. 12 h 03 min 57 s ; 630. 12 h 04 min 57 s ; 631. 12 h 05 min 57 s ; 632. 12 h 06 min 57 s ; 633. 12 h 07 min 57 s ; 634. 12 h 08 min 57 s ; 635. 12 h 09 min 57 s ; 636. 12 h 10 min 57 s ; 637. 12 h 11 min 57 s ; 638. 12 h 12 min 57 s ; 639. 12 h 13 min 57 s ; 640. 12 h 14 min 57 s ; 641. 12 h 15 min 57 s ; 642. 12 h 16 min 57 s ; 643. 12 h 17 min 57 s ; 644. 12 h 18 min 57 s ; 645. 12 h 19 min 57 s ; 646. 12 h 20 min 57 s ; 647. 12 h 21 min 57 s ; 648. 12 h 22 min 57 s ; 649. 12 h 23 min 57 s ; 650. 12 h 24 min 57 s ; 651. 12 h 25 min 57 s ; 652. 12 h 26 min 57 s ; 653. 12 h 27 min 57 s ; 654. 12 h 28 min 57 s ; 655. 12 h 29 min 57 s ; 656. 12 h 30	

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 897

HORIZONTALEMENT

1. Destiné à vous convaincre.
 2. Fera un dérapage. Il échappa de peu à la mort.
 3. Graisseuse en quelque sorte. Jeu.
 4. Ne bouge pas d'un pouce. Ornementation.
 5. Tout à fait à sa place. Prendra place dans la futaie.
 6. Pour connaître. Sauf.
 7. Final. Manque d'épaisseur.
 8. Dans le vent. On l'empêche encore.
 9. On commence à y rencontrer la foule. A son fan-club.
 10. Drôles de drôles. S'il est bruyant, ce n'est pas une illusion.
 11. Au cas où.

VERTICALEMENT

1. Souvent convaincu par les adeptes du 1-2. Prête à rire ou à pleurer. En privé.
 2. Plus butée que courageuse.
 3. A tous les péchés. Ville du Nord.
 4. Un temps toujours global. Cul par-dessus tête en ce temps-là.
 5. Cardinal.
 6. S'il n'est pas

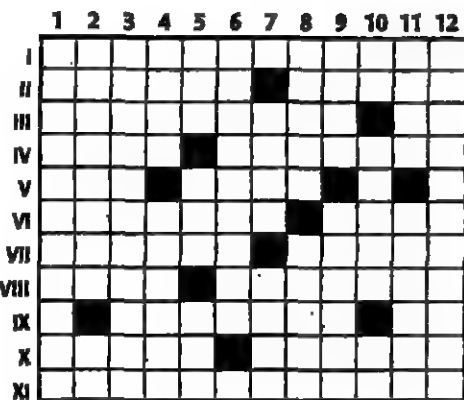
flatteur... 7. Pour le foulard ou l'échelle. Prépara l'avenir.
 8. Ni vous ni moi. A besoin d'un ratelier.
 9. Certifié l'origine. A mal vieilli.
 10. Possessif. Il était de Cambrai, dit la chanson. Possessif inversé.
 11. Se fête après Noël. S'il l'est, quelle chance!
 12. Le défenseur de l'environnement s'en sent responsable.

SOLUTION DU N° 896

Horizontalement
 1. Bibliophile. 2. Emichie. 3. 4. Bibi. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

Verticalement
 1. Bernard Shaw. 2. Inoue. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

François Dardet



SCRABBLE (R)

Problème n° 488

QUESTIONS POUR UN CHAMPION SCRABBLEUR

Le Scrabble mène à tout à condition d'en sortir. Gérard Zimmer, membre émérite du club de Scrabble de Villeneuve-le-Roi, est devenu acteur de théâtre. Apparaissant, participant au jeu télévisé « Questions pour un champion », il avait gagné en 1991 une cagnotte de 87 000 francs et, à la suite de sa victoire aux Masters, une villa de 25 mètres carrés.

Voici un quiz extrait d'émissions de 1993-1994, recensées par l'ouvrage Questions pour un champion (Larousse) vient de sortir l'édition des émissions 1994-1995, abondamment illustrée « 1996 » ; prix : 159 F. Nous vous offrons les questions, puis un indice « scrabble », et enfin les solutions, qui sont toutes des mots de sept ou huit lettres jouables au Scrabble.

Questions : 1. Comment appelle-t-on la partie médiane de l'os comprise entre les épiphyses (8 lettres) ? 2. Quelle bandelette de laine blanche semée de croix noires est portée lors de la messe pontificale par le pape et les archevêques (7 lettres) ? 3. Quel agrume originaire de la Chine

centrale, de la taille d'un œuf de caille, se déguise confit (7 lettres) ? 4. Par quel terme désigne-t-on une courbe joignant les points de la Terre de même pression à un instant donné (7 lettres) ? 5. Quelle plante aromatique du genre armoise était réputée guérir morsures d'animaux venimeux (8 lettres) ? 6. Quelle protéine très dure se trouve-on dans les cheveux et dans les ongles (8 lettres) ? 7. Quelle pièce horizontale en pierre ou en bois ferme la paroi supérieure d'une ouverture et soutient la maçonnerie (7 lettres) ? 8. Quel est le nom générique d'un solide limité par plusieurs surfaces planes (8 lettres) ? 9. Quel fromage d'origine italienne est appelé fromage de sérum ou fromage d'albume (7 lettres) ? 10. Quel pain, on fée, des légendes bretonnes est tantôt bienveillant, tantôt malveillant (8 lettres) ?

Indices : 1. Mot avec Y - 2. Mot en -UM - 3. Mot avec K et Q ; 4. Anagramme d'OBÉIRAS - 5. Anagramme de ROGNIATES ; 6. Mot avec K - 7. Anagramme de NAUTILE - 8. Mot avec Y - 9. Anagramme de CROTTAI - 10. Mot avec K.

Solutions : 1. DIAPHYSE - 2. PALLIUM - 3. KUMQUAT - 4. ISOBARE - 5. ESTRAGON - 6. KÉRATINE - 7. LINTEAU - 8. POLYÈDRE - 9. RICOTTA - 10. KORRIGAN.

Michel Charlemagne

Club de La Bouche, mairie de Saint-Maur (Val-de-Marne).
 Tournois les premiers, troisième et cinquième vendredis, à 20 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	2ENTOVU	(ENVOUTE	H2	76
2	LINOUEA	QUANTILE	7D	67
3	OUIGCK	COKAGE (a)	F4	38
4	UI+GORAM	MORGLUAI	E8	71
5	IISSTOE	OSTOS	10B	30
6	IE+EUON	PUINEE	15C	27
7	II+AFTRA	TARIFA	14H	76
8	EMIBOHN	BOHEMIEN (b)	K4	106
9	URNSDIE	INDOUES	L1	99
10	ARLAESE	ANALIE	2J	28
11	RE+UMPYR	MERCUREY (c)	O1	203
12	EELIFCS	JASE	10H	71
13	WESVAR	AXELS (d)	12G	68
14	EALTHAS	ZENITH	A5	63
15	TH+ONIEZ	SWAP	C10	30
16	O+EWPTAD	VERDOIE	M9	30
17	OETD+KVT			

1 122

(a) KAGOU, F6, perd un point. (b) BONHOMIE, B6, 70. (c) MYRTRE, OTI, 82 ; M(AR)REUR, 10 H, 71. (d) OU HALTES, A10.
 1. Caro, 1122 ; 2. Dupuy, 1101 ; 3. Butreau, 994.

ANACROISÉS (R)

Problème n° 896

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. EEIORSS. - 2. DEEGIO. - 3. AAENNNX. - 4. ADELPRU. - 5. AAIIILLP. - 6. EIMNOPRT. - 7. EEMSTU (+2). - 8. EIOPTUU + S. - 9. IORRST. - 10. EEENNNPR (+1). - 11. AEEIORS. - 12. DEEMNO. - 13. ABEORSU. - 14. AILNNOT. - 15. EILNSSY. - 16. EGIORTUX. - 17. ACEENT (+2). - 18. AAELIUS (+2). - 19. AACDIR (+2). - 20. EELOPS (+1). - 21. EEPSTU (+1).

VERTICALEMENT

22. ACEHMS (+1). - 23. DEEIII. - 24. EEHLNPP. - 25. CEENOTU. - 26. AEIPRRRT. - 27. ACEILOV (+2). - 28. AEEPRRSX. - 29. AACIMNO. - 30. EIMNOOS. - 31. EEINNS (+1). - 32. AEEPRU. - 33. AAGNRST. - 34. AAGRRR (+4). - 35. ABEILO. - 36. AINOS. - 37. AILOST. - 38. AABDEORU. - 39. EEINPRT (+4). - 40. EELINSUV (+1). - 41. EELRSSU.

ÉCHECS

Étude n° 1670

TOURNOI INVESTBANKA-95

(Belgrade, décembre 1995)

Blancs : V. Kramnik.

Noirs : A. Belavskij.

Indienne du R en premier.

1. Cf. (a)	45	10. Cf. (a)	45
2. Cf. (a)	45	11. Cf. (a)	45
3. Cf. (a)	45	12. Cf. (a)	45
4. Cf. (a)	45	13. Cf. (a)	45
5. Cf. (a)	45	14. Cf. (a)	45
6. Cf. (a)	45	15. Cf. (a)	45
7. Cf. (a)	45	16. Cf. (a)	45
8. Cf. (a)	45	17. Cf. (a)	45
9. Cf. (a)	45	18. Cf. (a)	45
10. Cf. (a)	45	19. Cf. (a)	45
11. Cf. (a)	45	20. Cf. (a)	45
12. Cf. (a)	45	21. Cf. (a)	45
13. Cf. (a)	45	22. Cf. (a)	45
14. Cf. (a)	45	23. Cf. (a)	45
15. Cf. (a)	45	24. Cf. (a)	45
16. Cf. (a)	45	25. Cf. (a)	45
17. Cf. (a)	45	26. Cf. (a)	45
18. Cf. (a)	45	27. Cf. (a)	45
19. Cf. (a)	45	28. Cf. (a)	45
20. Cf. (a)	45	29. Cf. (a)	45
21. Cf. (a)	45	30. Cf. (a)	45
22. Cf. (a)	45	31. Cf. (a)	45
23. Cf. (a)	45	32. Cf. (a)	45
24. Cf. (a)	45	33. Cf. (a)	45
25. Cf. (a)	45	34. Cf. (a)	45
26. Cf. (a)	45	35. Cf. (a)	45
27. Cf. (a)	45	36. Cf. (a)	45
28. Cf. (a)	45	37. Cf. (a)	45
29. Cf. (a)	45	38. Cf. (a)	45
30. Cf. (a)	45	39. Cf. (a)	45
31. Cf. (a)	45	40. Cf. (a)	45
32. Cf. (a)	45	41. Cf. (a)	45
33. Cf. (a)	45	42. Cf. (a)	45
34. Cf. (a)	45	43. Cf. (a)	45
35. Cf. (a)	45	44. Cf. (a)	45
36. Cf. (a)	45	45. Cf. (a)	45
37. Cf. (a)	45	46. Cf. (a)	45
38. Cf. (a)	45	47. Cf. (a)	45
39. Cf. (a)	45	48. Cf. (a)	45
40. Cf. (a)	45	49. Cf. (a)	45
41. Cf. (a)	45	50. Cf. (a)	45
42. Cf. (a)	45	51. Cf. (a)	45
43. Cf. (a)	45	52. Cf. (a)	45
44. Cf. (a)	45	53. Cf. (a)	45
45. Cf. (a)	45	54. Cf. (a)	45
46. Cf. (a)	45	55. Cf. (a)	45
47. Cf. (a)	45	56. Cf. (a)	45
48. Cf. (a)	45	57. Cf. (a)	45
49. Cf. (a)	45	58. Cf. (a)	45
50. Cf. (a)	45	59. Cf. (a)	45
51. Cf. (a)	45	60. Cf. (a)	45
52. Cf. (a)	45	61. Cf. (a)	45
53. Cf. (a)	45	62. Cf. (a)	45
54. Cf. (a)	45	63. Cf. (a)	45
55. Cf. (a)	45	64. Cf. (a)	45
56. Cf. (a)	45	65. Cf. (a)	45
57. Cf. (a)	45	66. Cf. (a)	45
58. Cf. (a)	45	67. Cf. (a)	45
59. Cf. (a)	45	68. Cf. (a)	45
60. Cf. (a)	45	69. Cf. (a)	45
61. Cf. (a)	45	70. Cf. (a)	45
62. Cf. (a)	45	71. Cf. (a)	45
63. Cf. (a)	45	72. Cf. (a)	45
64. Cf. (a)	45	73. Cf. (a)	45
65. Cf. (a)	45	74. Cf. (a)	45
66. Cf. (a)	45	75. Cf. (a)	45
67. Cf. (a)	45	76. Cf. (a)	45
68. Cf. (a)	45	77. Cf. (a)	45
69. Cf. (a)	45	78. Cf. (a)	45
70. Cf. (a)	45	79. Cf. (a)	45
71. Cf. (a)	45	80. Cf. (a)	45
72. Cf. (a)	45	81. Cf. (a)	45
73. Cf. (a)	45	82. Cf. (a)	45
74. Cf. (a)	45	83. Cf. (a)	45
75. Cf. (a)	45	84. Cf. (a)	45
76. Cf. (a)	45	85. Cf. (a)	45
77. Cf. (a)	45	86. Cf. (a)	45
78. Cf. (a)	45	87. Cf. (a)	45
79. Cf. (a)	45	88. Cf. (a)	45
80. Cf. (a)	45	89. Cf. (a)	45
81. Cf. (a)	45	90. Cf. (a)	45
82. Cf. (a)	45	91. Cf. (a)	45
83. Cf. (a)	45	92. Cf. (a)	45
84. Cf. (a)	45	93. Cf. (a)	45
85. Cf. (a)	45	94. Cf. (a)	45
86. Cf. (a)	45	95. Cf. (a)	45
87. Cf. (a)	45	96. Cf. (a)	45
88. Cf. (a)	45	97. Cf. (a)	45
89. Cf. (a)	45	98. Cf. (a)	45
90. Cf. (a)	45	99. Cf. (a)	45
91. Cf. (a)	45	100. Cf. (a)	45

NOTES

a) Les Blancs délaissent les grandes ouvertures issues de 1. c4, 1. d4 et 1. e4 pour ne penser qu'au développement exclusif de leur aile-R.

b) De leur côté, les Noirs ne se préoccupent que de la sortie des pièces de l'aile-D, selon un schéma souvent joué, notamment par Kramnik.

c) Mais, surprise ! Les Blancs renoncent à la stratégie de leur Est-indienne fondée sur l'avance du pion e4, préparée méthodiquement par d5 et c-d2. Par exemple : 5. d3, c6 ; 6. c-d2, e6 ; 7. h3, f5 ; 8. e4 (Hodgson-Van der Wiel, Wijk aan Zee, 1993) ; ou 6. c-d2, e5 ; 7. e4, f6 ; 8. h3, f5 (Sturua-Kramnik, Moscou, 1992).

d) Nouvelle surprise. On attendait plutôt la suite 6. c4, c6 ; 7. c4.

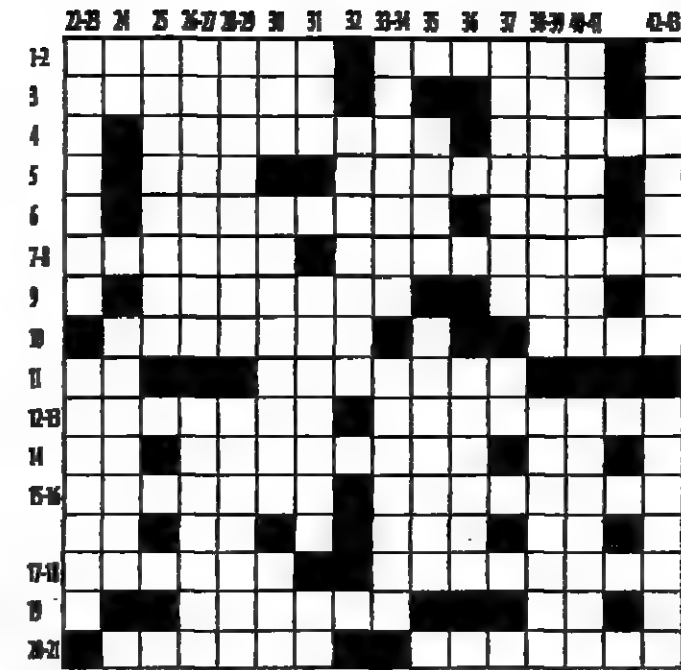
e) Mais voici que les Noirs transforment, à leur tour, le début de partie en adoptant la formation hollandaise du mur de pierre, qui leur assure, en principe, la possession de la case e4. Notons, cependant, une différence de taille : dans le système classique du « Stonewall », après 1. d4, f5 ; 2. g3, c6 ; 3. f-g2, e6 ; 4. c3, f7 ; 5. 0-0, 0-0 ; 6. c4, d5, le f-d noir reste enfoncé mais défend la faiblesse du pion ariéré e6.

f) La case e4 ne suffit pas aux Noirs, qui veulent également le contrôle de la case e5 et la meilleure défense face à la menace ennemie 8. Db3, Tb8 ; 9. f-f4.

g) Les Blancs ont aperçu une faille dans le dispositif ennemi et entreprennent leur démonstration. L'arrivée de la T-R sur la colonne e n'est pas dictée par le désir de donner au c-d la case f1.

h) Depuis leur sixième coup (6... e5), les Noirs ont bien des soucis. Le développement normal 9... c6 est, en effet, contrarié par 10. c5 ! Par exemple, 10... d6 ; 11. f3, f5 ; 12. e4 ! avec un énorme avantage. D'où cette sortie excentrique du c-R qui interdit au c3 la case g5 surveillée par la D noire. A envisager est aussi 9... d6.

i) Reprendre avec le pion c est préférable à la suite 10... e6 ; 11. e4 ! de la partie Smagin-Prié



(+2). - 42. AACCELOS. - 43. EENSTZ.

SOLUTION DU N° 897

1. FUGITIF. - 2. TAMPONNE. - 3. ANOMALIE. - 4. NAURUAN, de l'Etat de Mauru (Océanie). - 5. GEMMIONS. - 6. NORMENT. - 7. MANTISSE (STAMINES). - 8. TRANSITE (NITRATES...). - 9. BEMOLISE (EMBOLISE). - 10. ENAMORE. - 11. ENTASSES. - 12. OPSONDIE, antioche du sang. - 13. CLOWNERIE. - 14. INOUIE. - 15. SENSEUR. - 16. ASPIDRUM, fougère. - 17. PERSIFLE. - 18. PRIEURÉ. - 19. USNEES. - 20. MOQUEUR. - 21. FAGOTANT. - 22. SCRAPER. - 23. EGALISE (GLAISE LIEGEAS). - 24. GOMMAGES. - 25. BOMANENT. - 26. WHISTS. - 27. CANADIEN. - 28. ILOTISME. - 29. FINITION. - 30. UTOPIISME. - 31. BRASSEIE (BRASSEES BRASSEES SABRES). - 32. ANNEKEES. - 33. SINISER. - 34. POPELINE. - 35. ORMILLES (MORILLES). - 36. NOUVEAU. - 37. HEUREUSE. - 38. NANTISSE (NAISSANT NAISSANT TANNISSE). - 39. ENTETTES. - 40. PENSEUR.

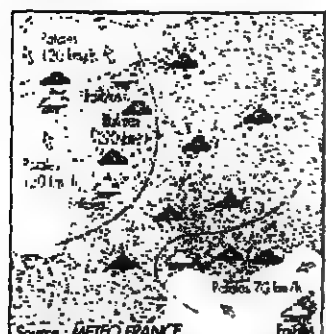
Michel Charlemagne et Michel Duguet

(Capelle-la-Grande, 1995), qui donna aux Blancs un avantage positionnel écrasant (si 11... f6 ; 12... c6, d6 ; 13. f6, R8 ; si 13... f6 ; 14. f6, f6 ; 15. f6, f6 ; 16. f6, f6 ; 17. f6, f6 ; 18. f6, f6 ; 19. f6, f6 ; 20. f6, f6 ; 21. f6, f6 ; 22. f6, f6 ; 23. f6, f6 ; 24. f6, f6 ; 25. f6, f6 ; 26. f6, f6 ; 27. f6, f6 ; 28. f6, f6 ; 29. f6, f6 ; 30. f6, f6 ; 31. f6, f6 ; 32. f6, f6 ; 33. f6, f6 ; 34. f6, f6 ; 35. f6, f6 ; 36. f6, f6 ; 37. f6, f6 ; 38. f6, f6 ; 39. f6, f6 ; 40. f6, f6 ; 41. f6, f6 ; 42. f6, f6 ; 43. f6, f6 ; 44. f6, f6 ; 45. f6, f6 ; 46. f6, f6 ; 47

Douceur et humidité

L'OUEST de l'Europe restera soumis à un flux de sud-ouest perturbé : des masses d'air océaniques douces et humides continueront à déferler sur la France en cette fin de semaine. Une première bande pluvieuse peu active évacuera les frontières de l'Est dans la matinée de samedi. La seconde, beaucoup plus marquée, abordera déjà la façade atlantique en s'accompagnant d'un vent violent. Elle balayera la quasi-totalité du pays avant la nuit de samedi à dimanche.

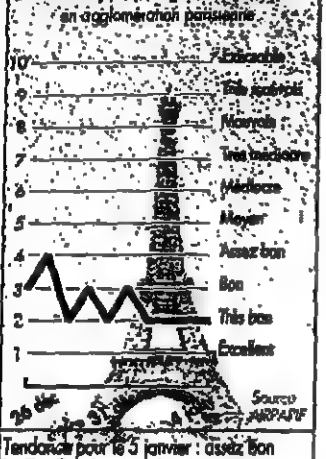
Samedi, il pleuvra faiblement le matin en Bourgogne et des Ar-



Prévisions pour le 6 janvier vers 12h00

La qualité de l'air

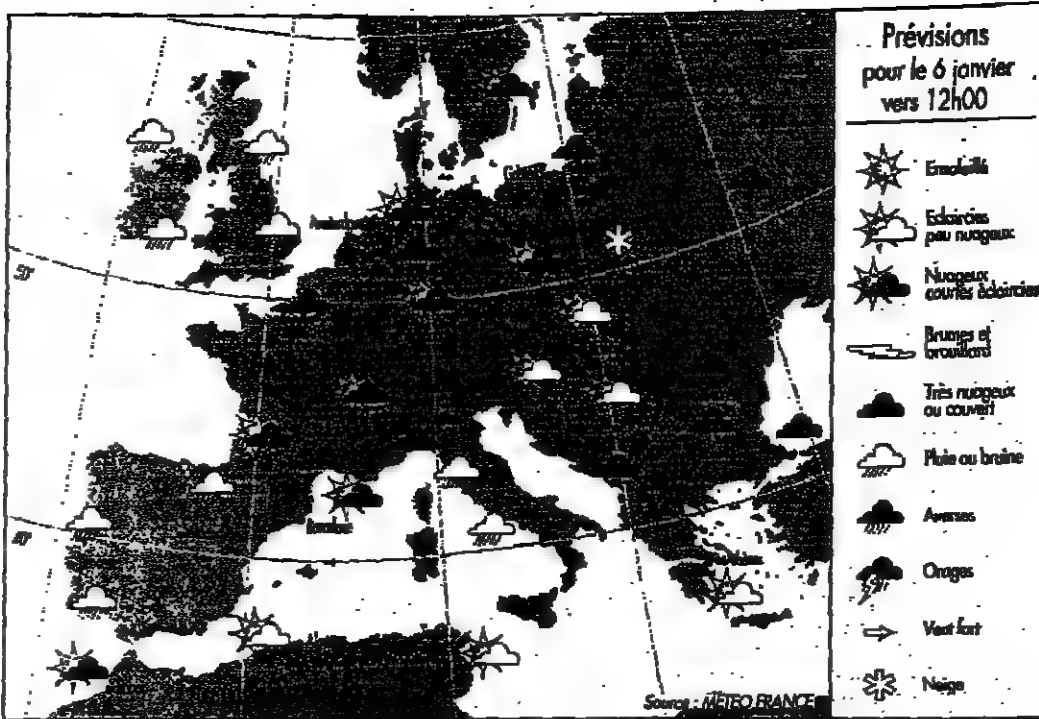
Indice de pollution



dennes à la Franche-Comté. Ces pluies cesseront à la mi-journée, mais le ciel restera le plus souvent très nuageux. Cette amélioration ne sera que très temporaire. De nouvelles précipitations arriveront par l'ouest en fin de journée. De la frontière belge au Massif Central, en passant par la région parisienne, la journée débutera sous un ciel nuageux et parfois dans le brouillard. Les nuages deviendront de plus en plus menaçants au fil des heures. Il commencera à pleuvoir à la mi-journée et ces pluies se poursuivront jusqu'au soir et s'accompagneront de forts vents de sud. Le temps restera maussade du matin au soir des Alpes du Sud au littoral méditerranéen. Les pluies se renforceront temporairement en cours de journée, notamment sur la Côte d'Azur et au pied des Cévennes. Elles prendront parfois un caractère orageux en Corse en matinée. Le vent d'est à sud-est soufflera en Méditerranée, il sera surtout sensible l'après-midi du golfe de Gênes au Roussillon, avec des pointes atteignant 70 km/h. Sur toute la façade ouest du pays, du Bordelais à la Bretagne et à la Normandie, la pluie arrivera rapidement en cours de nuit ou en début de matinée. Ces précipitations s'accompagneront de vents violents de sud à sud-ouest, avec des rafales maximales atteignant ou dépassant 100 km/h en Bretagne et sur le Cotentin. Une accalmie temporaire interviendra par l'ouest en cours d'après-midi : les pluies cesseront et le vent faiblira un peu, tout en restant soutenu sur les côtes.

Ce temps perturbé n'épargnera que de rares régions. Grâce au vent de sud, on peut quand même espérer quelques éclaircies du Béarn aux Pyrénées aréogées. Par effet de foehn, on peut également attendre à un ciel plus clément sur les Alpes frontalières.

Les températures resteront très douces dans l'ensemble. Il fera cependant encore bien froid le matin en Alsace, avec un risque de gelées. Un net redoux interviendra en cours d'après-midi. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES du 4 janvier	TEMPÉRATURES du 5 janvier	TEMPÉRATURES du 6 janvier	TEMPÉRATURES du 7 janvier
ALGER 13/5	ALGER 13/5	ALGER 13/5	ALGER 13/5
BARCELONE 12/7	BARCELONE 12/7	BARCELONE 12/7	BARCELONE 12/7
BELGRADE 12/7	BELGRADE 12/7	BELGRADE 12/7	BELGRADE 12/7
BERLIN 12/7	BERLIN 12/7	BERLIN 12/7	BERLIN 12/7
BOMBAY 32/28	BOMBAY 32/28	BOMBAY 32/28	BOMBAY 32/28
BRAZILIA 28/20	BRAZILIA 28/20	BRAZILIA 28/20	BRAZILIA 28/20
BRUXELLES 12/7	BRUXELLES 12/7	BRUXELLES 12/7	BRUXELLES 12/7
BUCAREST 12/7	BUCAREST 12/7	BUCAREST 12/7	BUCAREST 12/7
BUDAPEST 12/7	BUDAPEST 12/7	BUDAPEST 12/7	BUDAPEST 12/7
BUENOS-AIRES 36/22	BUENOS-AIRES 36/22	BUENOS-AIRES 36/22	BUENOS-AIRES 36/22
CARACAS 28/18	CARACAS 28/18	CARACAS 28/18	CARACAS 28/18
CHICAGO -4/-9	CHICAGO -4/-9	CHICAGO -4/-9	CHICAGO -4/-9
COPENHAGUE -4/-9	COPENHAGUE -4/-9	COPENHAGUE -4/-9	COPENHAGUE -4/-9
DAMAR 32/21	DAMAR 32/21	DAMAR 32/21	DAMAR 32/21
DIJON 12/7	DIJON 12/7	DIJON 12/7	DIJON 12/7
DUBLIN 12/7	DUBLIN 12/7	DUBLIN 12/7	DUBLIN 12/7
FRANCOFORT 0/-7	FRANCOFORT 0/-7	FRANCOFORT 0/-7	FRANCOFORT 0/-7
GENEVE 12/7	GENEVE 12/7	GENEVE 12/7	GENEVE 12/7
HANOI 28/16	HANOI 28/16	HANOI 28/16	HANOI 28/16
HELSINKI -10/-10	HELSINKI -10/-10	HELSINKI -10/-10	HELSINKI -10/-10
HONGKONG 19/17	HONGKONG 19/17	HONGKONG 19/17	HONGKONG 19/17
ISTANBUL 12/7	ISTANBUL 12/7	ISTANBUL 12/7	ISTANBUL 12/7
JERUSALEM 20/12	JERUSALEM 20/12	JERUSALEM 20/12	JERUSALEM 20/12
KIEV 0/-3	KIEV 0/-3	KIEV 0/-3	KIEV 0/-3
KUALA LUMPUR 32/22	KUALA LUMPUR 32/22	KUALA LUMPUR 32/22	KUALA LUMPUR 32/22
LE CAIRE 20/13	LE CAIRE 20/13	LE CAIRE 20/13	LE CAIRE 20/13
LIMA 28/20	LIMA 28/20	LIMA 28/20	LIMA 28/20
LISBONNE 12/7	LISBONNE 12/7	LISBONNE 12/7	LISBONNE 12/7
LONDRES 12/7	LONDRES 12/7	LONDRES 12/7	LONDRES 12/7
LOS ANGELES 14/10	LOS ANGELES 14/10	LOS ANGELES 14/10	LOS ANGELES 14/10
LUXEMBOURG 12/7	LUXEMBOURG 12/7	LUXEMBOURG 12/7	LUXEMBOURG 12/7
MADRID 12/7	MADRID 12/7	MADRID 12/7	MADRID 12/7
MARSAKICH 23/13	MARSAKICH 23/13	MARSAKICH 23/13	MARSAKICH 23/13
MEXICO 19/5	MEXICO 19/5	MEXICO 19/5	MEXICO 19/5
MILAN 12/7	MILAN 12/7	MILAN 12/7	MILAN 12/7
MONTECARLO 12/7	MONTECARLO 12/7	MONTECARLO 12/7	MONTECARLO 12/7
MOSCOW -12/-13	MOSCOW -12/-13	MOSCOW -12/-13	MOSCOW -12/-13
MUNICH 12/7	MUNICH 12/7	MUNICH 12/7	MUNICH 12/7
NEW DELHI 32/21	NEW DELHI 32/21	NEW DELHI 32/21	NEW DELHI 32/21
NEW YORK -4/-9	NEW YORK -4/-9	NEW YORK -4/-9	NEW YORK -4/-9
PARIS 12/7	PARIS 12/7	PARIS 12/7	PARIS 12/7
PRAGUE -12/-11	PRAGUE -12/-11	PRAGUE -12/-11	PRAGUE -12/-11
PRETORIA 33/18	PRETORIA 33/18	PRETORIA 33/18	PRETORIA 33/18
RABAT 22/15	RABAT 22/15	RABAT 22/15	RABAT 22/15
RUO DE JANEIRO 27/21	RUO DE JANEIRO 27/21	RUO DE JANEIRO 27/21	RUO DE JANEIRO 27/21
ROME 15/6	ROME 15/6	ROME 15/6	ROME 15/6
SANTO DOMINGO 27/21	SANTO DOMINGO 27/21	SANTO DOMINGO 27/21	SANTO DOMINGO 27/21
SANTO DOMINGO 27/21	SANTO DOMINGO 27/21	SANTO DOMINGO 27/21	SANTO DOMINGO 27/21
SEVILLE 16/13	SEVILLE 16/13	SEVILLE 16/13	SEVILLE 16/13
ST. PETERSBURG -12/-11	ST. PETERSBURG -12/-11	ST. PETERSBURG -12/-11	ST. PETERSBURG -12/-11
STOCKHOLM -12/-13	STOCKHOLM -12/-13	STOCKHOLM -12/-13	STOCKHOLM -12/-13
SYDNEY 23/17	SYDNEY 23/17	SYDNEY 23/17	SYDNEY 23/17
TOKYO 19/12	TOKYO 19/12	TOKYO 19/12	TOKYO 19/12
TORONTO 12/7	TORONTO 12/7	TORONTO 12/7	TORONTO 12/7
TUNIS 17/9	TUNIS 17/9	TUNIS 17/9	TUNIS 17/9
VARSOVIE 12/7	VARSOVIE 12/7	VARSOVIE 12/7	VARSOVIE 12/7
VIENNE -12/-11	VIENNE -12/-11	VIENNE -12/-11	VIENNE -12/-11

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

La presse filmée

A LA LIBÉRATION, le gouvernement, considérant qu'en temps de guerre les actualités cinématographiques devaient être étroitement contrôlées, avait donné à France Libre Actualités un monopole d'exploitation qui devait se terminer avec les hostilités. En fait, ce n'est que cette semaine que des journaux filmés de diverses provenances ont été autorisés à paraître. Quatre sociétés : Pathé, Eclair, Les Actualités françaises (ex-France Libre Actualités) et For-Movietone sont des maintenant en concurrence. Des six firmes d'actualités existant avant-guerre, seules Gaumont et Paramount n'ont donc pas encore repris leur activité.

Le ministère de l'information a présenté hier les premières bandes de notre nouvelle presse filmée. Dès maintenant, on peut donc en analyser les différents genres, à cette réserve près que les bobines de Fox-Movietone n'ont pu être mises en parallèle avec les autres, n'ayant pas été apportées en temps utile. Pathé, dans l'ensemble, son ancienne formule de magazine sagement conçu, mis en images sans grande fantaisie, mais avec un souci de l'information complète. Quant aux Actualités françaises, elles ont conservé le genre que nous connaissons depuis quinze mois, quelque peu morcelé mais souvent vivant. Eclair, au contraire, semble s'orienter de plus en plus vers la forme populaire, consacrant une grande partie de ses sujets aux sports et adoptant, si l'on peut dire, la mise en pages fragmentée et rapide qui a fait la fortune de certains journaux imprimés.

Tous trois célèbrent, avec quel retard, le cinquantenaire du cinéma. Les amateurs vont pouvoir à nouveau faire leur choix, et la presse cinématographique cesse heureusement de donner l'impression d'être « dirigée ».

(6-7 janvier 1946)

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au jeudi 4 janvier. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code ENMONTAGNE. Ou sur Internet, code : <http://www.ski-france.fr>.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE

Alpe-d'Huez : 90-220 ; Alpe-du-Grand-Serre : 10-50 ; Auris-en-Oisans : 40-120 ; Autrans : 15-30 ; Chamrousse : 35-60 ; Le Collet-d'Allevard : 5-50 ; Les Deux-Alpes : 50-230 ; Lans-en-Vercors : n.c. ; Méaudre : 5-20 ; Saint-

Pierre-de-Chartreuse : n.c. ; Les Sept-Laux : 5-35 ; Villard-de-Lans : 0-20.

HAUTE-SAÔNE

Avoriaz : 10-120 ; Les Carroz-d'Aranches : 5-130 ; Chamonix : 25-195 ; Châtel : 15-70 ; La Clusaz : 5-70 ; Combloux : 10-35 ; Les Contamines-Montjoie : 5-90 ; Flaine : 35-145 ; Les Gets : 5-50 ; Le Grand-Bornand : 0-60 ; Les Houches : 10-60 ; Megève : 11-60 ; Morillon : 5-80 ; Morzine-Avoriaz : 10-120 ; Praz-de-Lys-Sommand : 10-20 ; Praz-sur-Arly : 20-30 ; Saint-Gervais : 15-47 ; Samoëns : 0-100 ; Thollon-les-Mémises : 5-40.

SAVOIE

Les Aillons : 5-40 ; Les Arcs : 42-185 ; Arêches-Beaufort : 10-135 ; Aussois : 30-60 ; Bessans : 55-80 ; Bonneval-sur-Arc : 52-100 ; Le Corbier : 30-90 ; Courchevel : 20-89 ; La Tania : n.c. ; Crest-Voland-Coblenz : 25-40 ; Flumet : 15-60 ; Les Karells : 30-130 ; Les Menuires : 50-90 ; Saint-Martin-de-Belleville : 35-90 ; Méribel : 25-90 ; La Norma : 40-90 ; Notre-

Dame-de-Bellecombe : 15-50 ; La Plagne : 70-190 ; Pralognan-la-Navoise : 25-65 ; La Rosière 1850 : 72-150 ; Saint-François-Longchamp : 35-100 ; Les Saisies : 40-55 ; Tignes : 99-140 ; La Toussuire : 60-80 ; Val-Cenis : 30-85 ; Valfréjus : 10-90 ; Val-d'Isère : 120-200 ; Valloire : 20-80 ; Valmeinier : 20-80 ; Valmorel : 35-135 ; Val-Thorens : 70-110.

ALPES-DU-SUD

Auron : 70-120 ; Beuil-les-Laines : n.c. ; Briançon : 50-140 ; Isola 2000 : 70-135 ; Montgenèvre : 80-130 ; Orcières-Merlette : 80-230 ; Les Orres : 70-150 ; Pra-Loup : 40-140 ; Puy-Saint-Vincent : 60-170 ; Le Saucy-Super-Sauze : 50-110 ; Serre-Chevalier : 45-160 ; Super-Dévoluy : 25-130 ; Valberg : 50-70 ; Val-d'Alos-Le Seignus : 60-120 ; Val-d'Allos-La Foux : 90-210 ; Rioul : 75-120 ; Vars : 75-180.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 0-60 ; Cauterets-Lys : 10-60 ; Font-Romeu : 40-60 ; Gourette : n.c. ; Luchon-Superbagnères : 20-40 ; Luz-Ardiden : 10-30 ; La Mongie : 15-20 ; Peyragudes : 25-35 ; Piau-Engaly : 15-110 ; Saint-Lary-Soulan : 20-85.

AUVERGNE

Besse-Super-Besse : 10-20 ; Super-Lioran : 10-50.

JURA

Métabief-Mont-d'Or : 5-10 ; Mijoux-Lexel-La Fanchelle : 5-15 ; Les Rousses : 0-10.

VOSGES

Le Bonhomme : n.c. ; La Bresse-Hohneck : 20-30 ; Gérardmer : 20-40 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 0-0 ; Ventrone : n.c.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour ces stations, on peut s'adresser à l'office de tourisme de chaque pays. Allemagne : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 40-20-01-88 ; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Autriche : 53-83-95-20, ou par Minitel : 36-15 code AUTRICHE ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 44-51-65-51.

PHILATÉLIE

Paul-Emile Victor aux TAAF

LE TERRITOIRE des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) a émis, le 1^{er} janvier, les quatorze timbres de son programme 1996 pour un montant total de 162,50 F : 1 F, Amazonie (dessiné et gravé par Pierre Forget) ; 2,40 F, Pérel à mention blanc (Claude Andréotto) ; 2,80 F, Station Pointe-Bénédicte sur la chimie de l'atmosphère à Amsterdam (André Lavergne) ; 2,80 F, Vollier mixte Yves-de-Kerguelen (René Quillivic) ; 3,70 F, Amiral Jacquinot 1796-1879 (Marie-Noëlle Goffin) ; 4,30 F, L'Austral (dessiné par Maxko, gravé par Claude Jumelet) ; 7,70 F, Lycopodium magellanicum (Jacky Lari-vière) ; 15 F, Poussières d'étoiles, micrométéorites (André Lavergne) ; 20 F, L'île de l'Est, Crozet (Pierre Béquet) ; 23 F, Raid Dôme C (Jacques Gauthier) ; dip-tique à 2,80 F + 23 F et vignette centrale sans valeur, Hommage à

Paul-Emile Victor (Pierre Béquet) ; 26,70 F, Sanctuaire baleinier austral, rorqual bleu (Eugène Lacaze) et 27,30 F, Port-Coutureux (Claude Jumelet). Par ailleurs, la sixième télécarte des TAAF (tirage 1 500 exemplaires), mise en vente le 20 novembre à Port-aux-Français, aux Kerguelen, représente une otarie à fourrure (190 F port compris, commandes et règlement à l'ordre du Trésor public à : TAAF, Service Télécom/Télécartes, 34, rue des Renauds, 75017 Paris).

P. J.

* Timbres en vente aux guichets de la recette principale de Paris-Louvre, 52, rue du Louvre, 75001 Paris (tél. : 40-28-20-00) ou par correspondance au Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15 (tél. : 40-61-52-00).

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE 3617 LMFUS
Documentation 3617 code LMDOC au 36-35-04-56
CD-ROM : (1) 43-37-66-11
Index et microfilms : (1) 40-65-29-33
Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 Etoile)

Le Monde

est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Gérard Morin. Membres du conseil de direction : Dominique Nègre, Gildas Poyau.

133, avenue des Champs-Élysées 75009 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-73-30.

EN FILIGRANE

■ Oblitération André Antoine. L'association Actolim (4, allée Louis-de-Funes, 87100 Limoges) diffuse des souvenirs philatéliques, sur carte ou sur enveloppe, au prix de 15 francs pièce, port en sus, revêtus d'une oblitération temporaire du 20 mai 1995 à l'effigie d'André Antoine (1858-1943), homme de théâtre et de cinéma. ■ Ionesco et les autres. La poste roumaine a émis, le 11 novembre 1995, une série de cinq valeurs consacrées à des personnalités roumaines à l'étranger : George Apostu (1934-1986), Emil Cioran (1911-1995), Eugène Ionesco (1909-1994), Elena Vacarescu (1866-1947) et Mircea Eliade (1907-1986). ■ Cadeau. Un cadeau philatélique sera expédié aux cent premiers lecteurs de cette rubrique qui se manifesteront en envoyant leur adresse complète, sur carte postale, au Monde des philatélistes. « Cadeau philatélique », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

PARIS EN VISITE

Dimanche 7 janvier

■ L'HÔTEL DE SOUBISE et l'exposition France-Ecosse (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Didier Bourdard). ■ LE LOUVRE, du rempart de Philippe-Auguste à l'enceinte de Charles-V (50 F), 14 h 30, sortie du métro Odéon, devant la statue de Danton (Paris autoguide). ■ MONTFARNASSE : évocation des artistes des années folles (50 F), 14 h 30, sortie du métro Raspail (Emilie de Langlade). ■ LE QUARTIER DU GROS-CAILLON (60 F), 14 h 30, sortie du métro Champs-Élysées-Clémenceau (Vincent de Langlade). ■ LE VIEUX BEAUBOURG (55 F), 14 h 30, sortie du métro Rambuteau côté rue du Grenier-Saint-Lazare (Europ expro). ■ LA CONCIERGERIE (50 F + prix d'entrée), 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel). ■ L'ACADÉMIE FRANÇAISE et l'Institut : histoire et fonctionnement (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Christine Merle). ■ LE PANTHÉON (37 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée côté place du Panthéon (Monuments historiques). ■ LE QUARTIER DE SAINT-SÉVERIN (50 F), 15 heures, sortie du métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).

JEUX

LOTOS 6/49		RÉSULTATS OFFICIELS	
6	49	1	48 628 F
5	49	2	80 F
4	49	3	64 F
3	49	4	40 F
2	49	5	20 F
1	49	6	10 F
0	49	7	5 F
0	49	8	2 F

PROCHAINES LOTOS : Samedi 13 janvier, 1996. Loterie nationale. 1995 en chiffres

1995 en chiffres
● Sociétés. Les sociétés ont réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 5 421 000 000 F. Les bénéfices ont été de 1 315 000 000 F. Les dividendes ont été de 1 000 000 000 F. Les réserves ont été de 1 000 000 000 F. Les pertes ont été de 1 000 000 000 F. Les bénéfices nets ont été de 1 315 000 000 F. Les dividendes nets ont été de 1 000 000 000 F. Les réserves nettes ont été de 1 000 000 000 F. Les pertes nettes ont été de 1 000 000 000 F.

150

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 6 JANVIER 1996

GRAND ÉCRAN Du point de vue commercial, 1995 a connu une stabilisation bienvenue, après les inquiétudes de l'année précédente, en particulier sur la part de marché des

films français dans leur propre pays. ● LE NOMBRE DE FILMS produits est passé de 81 en 1994 à une centaine. ● LES COMÉDIES ont été à la fois les agents et les bénéficiaires de cette

amélioration. Cette traditionnelle valeur sûre du succès est la seule qui ait réussi à tenir la dragée haute aux spectaculaires superproductions américaines. ● LE CINÉMA D'AU-

TEUR, bien que cette année encore très fécond, a eu du mal à trouver son accès au public. Ce phénomène risque d'être aggravé par le développement massif des multiplexes,

et par les restructurations en cours dans l'industrie des images, qui tendent à consolider toujours davantage une forme unique de production.

Une année rassurante pour l'industrie française du cinéma

Avec la production d'une centaine de films, cent vingt-sept millions d'entrées et une part de marché en hausse, le bilan économique est globalement positif. Mais la survie d'une création diversifiée reste menacée

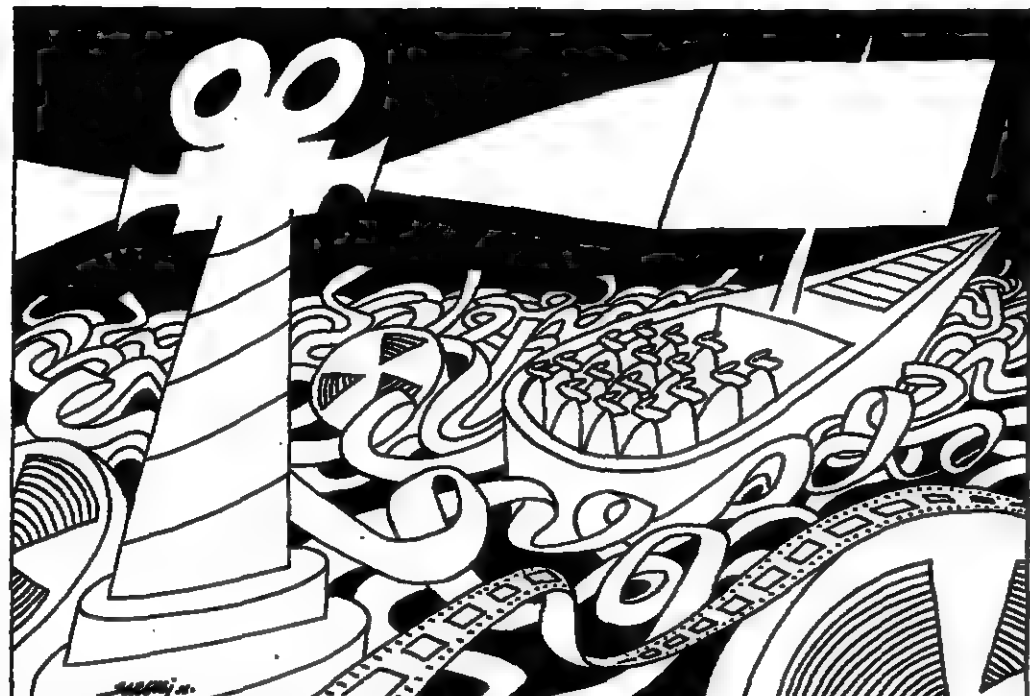
1995 était attendue comme une année test. De manière un peu excessive, 1994 avait en effet été considérée comme une mauvaise année pour le cinéma en France, et surtout comme annonciatrice d'une possible glissade fatale, sur les trois terrains de la production nationale, de la fréquentation et de la part de marché du cinéma français sur son propre territoire. Globalement, l'année qui vient de s'achever aura, au moins à court terme, fait mentir les Cassandra.

Les principaux indicateurs traduisent en effet une amélioration générale, même si la fin de l'année a été un peu décevante. Le nombre de films produits frôle la barre des cent titres, après être tombé en 1994 à quatre-vingt-un. Après une baisse, elle aussi brutale, le nombre de premiers films est également en augmentation. Les entrées enregistrées ont légèrement augmenté, et devraient atteindre un total avoisinant les 127 millions. Il faut noter que ce léger mieux est entièrement dû à la province, qui compense la baisse de 5,5 % dans la capitale. Surtout, la part de marché du cinéma français, tombée en 1994 à un catastrophique 17,8 %, retrouve un niveau acceptable aux abords de 35 %, et contredit ainsi le pronostic d'une irrémédiable érosion, qui aurait amené les films nationaux au statut marginal occupé par leurs homologues européens dans leur propre pays.

LA COMÉDIE, VALEUR SÛRE

Il faut ajouter à ce redressement les premiers effets des efforts désormais déployés pour reconquérir des parts de marché à l'étranger - un mouvement bien relayé par la razzia opérée par les productions françaises, en tête des palmarès de tous les grands festivals internationaux : *L'Appât* à Berlin, *Underground* à Cannes, *Une femme française* à Moscou, *Roi* à Locarno, *Cylo* à Venise.

Le succès, relatif mais réel, des films français en France aura été de manière écrasante celui de la



plus traditionnelle des valeurs sûres, la comédie. Le plus grand triomphe de 1995 est pour un film sorti en 1994, mais qui a fait l'essentiel de sa carrière l'année suivante : *Un indien dans la ville*, à 8 millions d'entrées (un score qui situe d'ores et déjà ce film au septième rang des champions de ce quart de siècle). Il précède *Les Anges gardiens* et *Gazon maudit*, sur les traces desquels ont commencé de marcher *Le bonheur est dans le pré* et *Les Trois Frères*, sortis en décembre. Plus vivace que jamais, la comédie attire d'ailleurs à nouveau de jeunes cinéastes, parfois avec succès, comme en témoigne la réussite de *L'Armée juilienne* (qui est surtout un triomphe personnel pour Fabrice Luchini) ou le bon démarrage des *Apprentis*. Ce genre n'est pourtant pas la panacée, si on en juge par le sort funeste réservé aux *Truffes* ou à *Tous les jours dimanche*.

Rien de très flamboyant, en revanche, du côté de la formule présentée depuis quelques années comme une assurance de réussite : la superproduction culturelle et spectaculaire fondée sur des adaptations littéraires ou des reconstitutions historiques (où s'illustrèrent *Le Jean de Florette*, *La Gloire de mon père*, *Germinal*, *Cyrano*, *Tous les matins du monde*, *Indochine*...). Porte-drapeau de cette tendance, *Le Hussard sur toit* (le "nouveau" film le plus cher du cinéma français), malgré un résultat considérable, est loin de répondre aux espoirs qui l'accompagnaient - et de couvrir son budget. On peut ranger dans la même catégorie *Une femme française*, *Le Nouveau Monde* ou *Les Misérables du XIXe siècle*, voire *Mme Butterfly*, dont aucun n'a rencontré l'accueil escompté. Cherchant à frayer une nouvelle voie balisée par les effets spéciaux électroniques et l'esthétique de la

bande dessinée, *La Cité des enfants perdus* a également déçu (et contraint sa productrice au dépôt de bilan).

Trois films atypiques complètent la liste des succès. Artisan méticuleux et délicat, Claude Sautet est une « valeur sûre » à lui tout seul, qui sait retrouver de film en film l'oreille de son public.

L'essor des multiplexes

Inaugurées en 1993, se développant timidement l'année suivante, ces nouvelles installations (grand nombre d'écrans, haute qualité technique, espaces de loisirs et de consommation rapide) ont connu en 1995 un essor qui en a fait la formule reine de l'exploitation pour cette fin de siècle. Sept nouveaux multiplexes se sont ouverts au cours de l'année écoulée (UGC Ciné Cité et le Gaumont Farnesse à Paris, le Pathé Cap Sud à Avignon, le Kinopolis près de Metz, le Gaumont Ciné Europe dans le Pas-de-Calais, le Gaumont Nantes et le GCR à La Rochelle), seize autres sont annoncés en 1996. Les premiers bilans français de ces installations et les expériences à l'étranger semblent prouver qu'elles permettent une remonte de la fréquentation globale, mais qu'elles profitent essentiellement aux films les plus commerciaux, deux surtout aux productions américaines.

comme en témoigne l'accueil réservé à *Nelly* et *M. Arnaud*. En province surtout, les émois de Vanessa Paradis court vêtue ont fait l'affaire d'*Elisa*. Mais c'est *La Haine* qui a surtout marqué l'année, quitte à entretenir une certaine confusion : le deuxième film de Mathieu Kassovitz, salué par le jury de Cannes et par l'affluence du public, témoigne à l'évidence de l'apparition d'un jeune réalisateur d'une grande efficacité, aux moyens esthétiques en phase avec son époque. Il est moins certain qu'il soit le grand film de la fracture sociale qu'on a voulu en

faire, la virtuosité du cinéaste consommant ce matériau comme elle l'aurait fait avec tout autre thème. 1995 a pourtant effectivement connu une plus grande attention à la situation sociale.

Consciemment ou pas, le cinéma aura anticipé sinon annoncé la crise de décembre, avec des films tels que *Bye-bye, La Croisade d'Anne Buridan*, *En avoir (ou pas)*, *Roi*, *Krim*, *Douce France*. En mai fais ce qu'il te plaît. Va mourir.

NOUVEAUX VENUS ET VÉTÉRANS

Parmi eux, on retiendra surtout la révélation du passionnant *Etat des lieux*, de Jean-François Richet, et la reconnaissance enfin accordée au travail de Robert Guediguian, pour son *A la vie à la mort*, à côté de la fort polémique *Cérémonie*, de Chabrol, ou, plus indirectement mais avec une belle puissance, *A la campagne*, de Manuel Poirier. Et à sa manière, très différente, *L'Appât*, de Bertrand Tavernier, dénonçant lui aussi la perte des repères et du sens de la collectivité.

Pour les cinéphiles, 1995 reste comme une année féconde sur le terrain de la création. On trouvait côté à côté nouveaux venus et vétérans. Parmi ces derniers, les quatre fondateurs survivants de la nouvelle vague, Jean-Luc Godard (*Je t'aime... moi non plus*), Eric Rohmer (*Les Rendez-vous de Paris*), Jacques Rivette (*Haut bas fragile*) et Claude Chabrol (*La Cérémonie*) donnaient chacun un beau film, de même que leurs contemporains Maurice Pialat (*Le Garçu*) et Louis Malle (*Vanya 42° Rue*) - dont ce fut la dernière réalisation. Mais il faut noter qu'à l'exception du Chabrol aucun de ces films n'a été un succès public, pas plus que *Les 101 Nuits*, d'Agnès Varda, ou *Noir comme le souvenir*, de Jean-Pierre Mocky, plutôt décevants il est vrai.

Parmi les quelque trente premiers films sortis en 1995 (soit le tiers des nouveautés françaises de l'année), et auxquels on peut adjoindre plusieurs deuxième réali-

sations, les noms de Jean-François Richet (*Etat des lieux*), de Karim Dridi (*Bye-bye*), de Leticia Masson (*En avoir (ou pas)*), de Judith Cahen (*La Croisade d'Anne Buridan*), de Noémie Lvovski (*Oublie-moi*), d'Emmanuelle Cuau (*Circuit Carole*), de Danthe Desbarre (*Frost*), de Manuel Flèche (*Marie-Louise ou la permission*), de Christine Carrière (*Rosine*), d'Anne Fontaine (*Augustin*), de Manuel Poirier (*A la campagne*) résonnent comme autant de promesses.

On y retrouve la tendance, constante depuis quelques années, à une plus grande présence féminine au sein du cinéma d'auteur. Cette dynamique est également sensible sur les affiches, avec l'entrée dans la lumière de jeunes actrices telles que Virginie Ledoyen, Valeria Bruni-Tedeschi, Karla Vliard, Marie Gillain, Laurence Côte, Sandrine Kiberlain...

On aurait du mal à établir une liste équivalente chez les garçons.

Réunis à la radicalité de Godard, à la liberté de Rivette, à la finesse de Rohmer ou à la sincérité de Pialat (et aussi aux audaces d'un de leurs héritiers directs, Benoît Jacquot, avec *La Fille seule*), les spectateurs ont réagi de manière plus nuancée aux propositions des jeunes cinéastes. Mais il faut bien constater que, au-delà des générations, les auteurs modernes auront eu grand mal à trouver un public. Contrecoup sans doute logique au repli sur la tradition que représentent les succès comiques, le bon accueil réservé à un réalisateur « confortable » comme Claude Sautet ou au néo-académisme incarné par un Kassovitz. Alors que, l'année précédente, le succès des *Roseaux sauvages* ou de *Petits arrangements avec les morts* avait pu laisser espérer une réduction de cette fracture-là, il se dégage cette fois une image de plus en plus clivée entre les audaces créatives et les possibilités commerciales.

Jean-Michel Frodon

Les Américains et les autres

LES PRINCIPAUX succès hollywoodiens de 1995 ne brillent pas par leur originalité : les trois dernières épisodes des aventures de Bruce Willis dans la série *Die Hard* - et de Batman -, deux Walt Disney, qui devaient rejoindre bientôt l'incroyable James Bond. Le « fantastique » (l'enfant avec *Casper*, effrayant avec *Alien 3*, spectaculaire avec *Waterworld*, inspiré de la BD avec *Batman* ou des jeux vidéo avec *StarGate*, dans l'espace avec *Apollo 13*) reste pour les Américains une manne aussi assurée que la comédie pour les Français - soit le triomphe absolu des effets spéciaux, traditionnels avec le dessin animé ou électroniques dans les autres cas. Deux films policiers, *Une journée en enfer* et *Bad Boys*, se glissent parmi eux. Petite curiosité : une de ces productions hollywoodiennes est pourtant française, *StarGate* étant financé par le studio Canal Plus.

Mais le cinéma américain n'a pas produit que des « grosses machines » à succès. Deux des meilleurs auteurs d'outre-Atlantique ont fait preuve de leur créativité intacte, Clint Eastwood avec *Sur la route de Madison*, dont le classicisme même fait figure d'originalité, et le toujours singulier Woody Allen avec *Coups de feu sur Broadway*.

Le cinéma indépendant se porte bien, lui aussi, grâce à des titres comme *Ed Wood*, de Tim Burton, *Smoke*, de Wayne Wang et Paul Auster, *Little Odessa*, de James Gray, *The Crossing Guard*, de Sean Penn, *Le Village des damnés*, de John Carpenter. Et *Usual*

Suspects, de Brian Synger, restera comme le *sleepier* (le succès inattendu) de l'été. Si les productions françaises et américaines se partagent les sommets du box-office, quelques autres cinématographies conquièrent vaillamment la voie du succès. C'est le cas des Britanniques, que ce soit avec la comédie *Petits meurtres entre amis* ou avec l'évocation politico-historique *Land and Freedom*. Et, du côté de l'art et l'essai, la poursuite de la reconnaissance des cinémas français (*La Jarre*, *Le Ballon blanc*, *Au travers des oliviers*, d'Abbas Kiarostami - également consacré par la première intégrale de son œuvre à Locarno) et chinois (*Chungking Express*, *Vive l'amour*, en attendant *Good Men*, *Good Women* et *L'île du chagrin*, révélés à Cannes).

Quelques grands noms du cinéma mondial ont également marqué l'année par des œuvres fortes : Manoel de Oliveira à deux reprises (*La Cassette* et *Le Couvent*), Théo Angelopoulos (*Le Regard d'Ulysse*), Akira Kurosawa (*Madadayo*), Wim Wenders (*Lisbonne Story*), Souleymane Clissé (*Waat*), sans oublier le retour de Michelangelo Antonioni, dont *Par-delà les nuages* a été présenté au Festival de Venise. Si le reste du monde cinématographique semble mal en point, on est tout de même quelques nouvelles optimistes du Japon grâce à *Sonatine*, et la découverte d'un jeune réalisateur balte plus que prometteur, Sharmas Bartas, avec *Trois jours et Corridor*.

J.-M. F.

COMMENTAIRE

CENT ANS ET APRÈS

1995 aura donc été l'année du centenaire du cinéma. Le très grand nombre de manifestations qui se sont déroulées dans ce cadre, à Paris et davantage encore en régions, a témoigné du prestige dont jouit le grand écran dans ce pays. Toute ironie mise à part sur les lourdeurs inhérentes à ce genre de commémoration, on a pourtant attendu en vain le geste symbolique qui aurait pu et dû marquer cette occasion - par exemple l'ouverture toujours différée du Palais du cinéma dans l'actuel Palais de Tokyo à Paris.

L'événement qui aura finalement marqué l'année, et qui risque de sceller l'avenir du cinéma, s'est produit outre-Atlantique, avec la formidable accélération des concentrations dans l'industrie de la communication (fusion de Walt Disney et de la chaîne ABC, rachat de la chaîne

CBS par Westinghouse, fusion de Time Warner avec Turner Broadcasting System (CNN), changement de mains de Paramount, investissements massifs de Microsoft, entrée en lice des sociétés de télécoms), sous le signe des « autoroutes de l'information ». Soit la mise en place d'une gigantesque infrastructure de production et de diffusion des images, au sein de laquelle ce qu'on a coutume d'appeler « cinéma » risque de se trouver en position d'infériorité. Ce devenir minoritaire (comparable, par exemple, à celui de la presse écrite face à l'information audiovisuelle) n'est pas forcément tragique. Mais il impose, pour survivre avec dignité et assumer une indispensable fonction de contre-pouvoir face à une forme de « communication » qui tend à devenir hégémonique, un sens toujours plus exigeant de sa nature particulière à qui y est confronté.

J.-M. F.

1995 en chiffres

● Succès. *Les Anges gardiens* : 5 482 000. *Gazon maudit* : 3 980 000. *Pocahontas* : 3 772 000. *Une journée en enfer* : 3 435 000. *Les 101 dalmatiens* : 3 075 000. *StarGate* : 2 698 000. *Elisa* : 2 481 000. *Le Hussard sur le toit* : 2 436 000. *Waterworld* : 2 114 000. *La Haine* : 1 977 000. *Casper* : 1 918 000. *Apollo 13* : 1 846 000. *Batman forever* : 1 674 000. *Bad Boys* : 1 620 000. *Asterix* : 1 613 000. (Présentation nationale des films sortis en 1995, jusqu'au

26 décembre. Source : Le Film français). ● Production et distribution. 142 nouveaux films ont reçu l'agrément du Centre national du cinéma en 1995, dont 96 productions totalement ou majoritairement françaises, 34 coproductions minoritaires et 12 au titre de l'aide à la production des pays de l'Est (Fonds Eco). 351 films nouveaux sont sortis en salles en 1995, dont 116 productions totalement ou majoritairement

françaises, mais 92 films français (par leur sujet, leur réalisateur, etc.). 29 de ces derniers étaient des premiers films. ● Dates. 15 janvier : « Le ticket du siècle » lance le centenaire du cinéma. 25 février : les Césars couronnent *Les Roseaux sauvages* et *La Reine Margot*. 28 mai : le palmarès de Cannes distingue *Underground*, qui suscitera la polémique, devant *Le Regard d'Ulysse*. 4 juillet : entrée en vigueur de l'alliance UGC-Fox. Après

Gilles Alliaud/Jean Jourdain

Le masque de Robespierre

Du 9 au 20 janvier 1996

Renseignements réservation : 88 35 44 52

THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG

Trois jeunes photographes annoncent le retour aux couleurs de la séduction

Chacune à sa manière, elles regardent le monde qui les entoure

Isabelle Watermaux, Valérie Jouve et Corinne Mercadier reviennent à une photographie séductrice. Leur imagination les pousse vers un univers ludique, fait

de couleurs, de lumière, soigneusement mis en scène, et des atmosphères proches de celui qui contemple leur travail.

CORINNE MERCADIER, Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli, Paris 4^e. Tél. : 42-78-13-44. Jusqu'au 6 janvier.

ISABELLE WATERMAUX, Galerie Gilbert Brownstone, 26, rue Saint-Gilles, Paris 3^e. Tél. : 42-78-43-21. Jusqu'au 21 janvier.

VALÉRIE JOUVE, Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles, Paris 4^e. Tél. : 42-78-32-24. Jusqu'au 20 janvier.

Isabelle Watermaux, Valérie Jouve et Corinne Mercadier développent des esthétiques différentes mais annoncent le retour à une photographie de la séduction, après des années de création marquées par une accumulation d'images morbides, repoussantes. Toutes trois savent « emballer » le spectateur et le faire tomber net devant les photographies, l'attirant vers des formes nouvelles au moyen d'images soigneusement mises en scène, dynamiques, spectaculaires et colorées.

Quelles couleurs ! Chaudes et irrésistibles chez Corinne Mercadier, sobres et mélancoliques chez Isabelle Watermaux, grises et urbaines chez Valérie Jouve. Ces trois-là jouent avec le feu tant leurs palettes, riches et virtuoses, flirtent gentiment avec la peinture, la décoration, une imagerie nostalgique, un maniérisme dangereux voire des stéréotypes écoulés de notre époque. Pourtant la magie opère.

Les bleus, les oranges, les blancs aveuglants de Corinne Mercadier propulsent le spectateur dans un songe ou un souvenir de vacances. Il s'agit de petits polaroids rephotographiés. Des photos de photos. Cette artiste avait convaincu, en 1990, avec d'étranges paysages de bord de mer. Avec cette nouvelle

exposition, la photographie a conservé les couleurs qui font sa marque, elle est restée au bord de la mer, a agrandi ses tirages et, surtout, a introduit des personnages dans le cadre - des proches, elle-même que l'on découvre assise sur une chaise. Un gamin se prend la tête, un autre tire des draps blancs, un homme plie les voiles, une fillette tend le bras vers l'horizon marin, un jeune père mime de dévorer son enfant. C'est ludique, tonique, merveilleux. Ces personnages sont dénués de toute psychologie, figurines aux gestes dynamiques qui trouvent leur place dans ce drôle de théâtre marin. Sans oublier la lumière, qui se dépose en halos. Ce n'est pas une chronique familiale, ce ne sont pas des instantanés de la plage et pourtant on en retrouve les ingrédients. C'est quoi ? Des fragments de temps qui renaissent, de l'invisible qui surgit sur la surface sensible, des choses qui « sont en marge, au fond, derrière, devant, échappées. Il ne reste que vous qui regardez et qui cherchez », dit Corinne Mercadier.

FRÂCHEUR ET AUDACE

Isabelle Watermaux concocte depuis quelques années des portraits « habillés », intemporels, parfois primitifs, parfois surgissant de la nuit, où le sacré de la chair, la vitalité du corps sont mis en avant. On lui doit ainsi des portraits de sportifs (Cantona) fort réussis, figés sans être gravés dans le marbre. Isabelle Watermaux, qui fait une entrée remarquée à la galerie Brownstone, présente aujourd'hui dix portraits en couleur qu'elle a ramenés d'iles lointaines, en Indonésie. Peu importe du reste, puisque elle tente de trouver à travers ces têtes aux cheveux noirs et ces visages à la peau sombre, une

sorte d'homme générique, qu'aucun indice, vêtement, décor ne vient identifier ou « dater », comme si la vie, l'économie, le temps qui passe, ne pouvaient avoir de prise sur lui.

L'entreprise est réussie tant il se dégage de la paix de ces visages soigneusement éclairés. Retenons certains sourires, d'une douceur rare, d'une sagesse indicible, et la présence, parfois, d'un ciel clair, ou d'éléments du corps qui se fondent dans l'obscurité, et encore la matière photographique qui semble partir en lambeaux, pour mieux dégrader le spectateur de toute notion d'espace ou de temps - il est juste dommage que cette subtilité soit balayée par un éclairage médiocre.

Reste Valérie Jouve, révélateur au Musée d'art contemporain de Marseille (*Le Monde* du 26 janvier 1995) - ville où elle réside - et dont on retrouve quelques portraits remarquables à la galerie Anne de Villepoix. Certains y trouveront quelques tics de la photo des années 80 - grands formats, mélange de réalité et de fiction, de document et de mise en scène. Et pourtant, Valérie Jouve, dont on attend avec intérêt les futurs travaux, a un talent qui n'appartient qu'à elle pour traduire son époque, pour « coller » des portraits de jeunes femmes sur des décors urbains, pour mélanger la veste en jean et la barre de HLM, le Himmel déguillettant et la façade sinistre, le regard perdu et la rue anonyme, le chemisier à fleurs et les balcons aveugles. C'est un travail social, sensible. Il y a surtout, comme chez Watermaux et Mercadier, une fraîcheur et une prise de risque à vous mettre en forme pour la nouvelle année.

Michel Guerrin

Alessandro Haber démasque Arlequin, héraut de la misère urbaine

Cinquante ans après la première version de Giorgio Strehler, la Nuova Scena de Bologne présente « Arlequin serviteur de deux maîtres », de Goldoni

ARLEQUIN SERVITEUR DE DEUX MAÎTRES, de Carlo Goldoni. Mise en scène : Nanni Garella. Avec Alessandro Haber, Paolo Besegato, Umberto Bortolani, Silvano Mella, Bruna Rossi.

Créé à la Nuova Scena de Bologne du 20 décembre au 2 janvier, le spectacle sera présenté dans vingt-cinq villes italiennes jusqu'au 19 mars et du 13 au 25 mars au Teatro Nazionale de Milan. Reus. : (09) 39-51-27-07-89.

BOLOGNE (Italie)

Il fallait Toser et il l'a fait : le metteur en scène Nanni Garella et l'acteur Alessandro Haber ont décidé de porter à la scène *Arlequin serviteur de deux maîtres*, de Carlo Goldoni, un spectacle qui, dans les diverses mises en scène de Giorgio Strehler, interprété par Marcello Moretti et Ferruccio Soleri dans le rôle-titre, a fait maintes fois le tour du monde depuis 1947, et toujours avec le même succès. Chef-d'œuvre des arts de la scène, cet *Arlequin* visité par le directeur du Piccolo Teatro de Milan appartient à la légende, au point que personne en Italie, et très peu de troupes importantes ailleurs, n'a voulu l'affronter.

C'est fait, bien fait, et même très bien fait depuis quelques jours à Bologne, plus précisément dans le cadre splendide de l'Arena del Sole, théâtre italien mythique entièrement rénové et confié, au début de 1995, à l'une des meilleures équipes artistiques de la Péninsule, Nuova Scena. Dans sa rupture totale d'avec l'esthétique strehlienne, cette nouvelle production paraît pourtant paradoxalement s'inscrire dans la recherche du maestro en ceci qu'elle pourrait

en être comme un nouveau renouveau. Celui-ci consisterait en un dépouillement accru du plateau que Strehler avait lui-même peu à peu vidé de ses accessoires et de ses décors. A Bologne, il n'y a plus rien sur la scène qu'un vélum en fond et deux hauts cubes de part et d'autre de la scène, eux-mêmes taillés dans un tissu blanc translucide, propre à refléter des lumières qui sont les seules indications de lieu et de temps.

Quand Arlequin déboule en scène sous les cris d'un invisible groupe d'enfants, le spectateur est surpris de découvrir un quinqu-

renforcé par l'apparition des différents protagonistes d'une Venise embourgeoisée, superbement habillés par Antonio Fiorentino : les costumes de Pantaloni, Lombardi, Silvio ou Beatrice dissimulent la profusion de leurs couleurs dans la moirure de leurs étoffes et ont déjà la manière, la richesse, d'un baroque avenu.

De même qu'*Hamlet* où Roberto Zucco ne peut être créé sans l'assurance d'une connivence absolue entre un metteur en scène et un acteur, le rôle d'Arlequin exige un interprète d'exception en symbiose avec son mentor. C'est le cas

Un théâtre bien doté

Nuova Scena (Théâtre permanent de Bologne, fondé en 1968 par Dario Fo, Franca Rame et Vittorio Franceschi, aujourd'hui dirigé par Paolo Cacchioli) est le théâtre public qui reçoit les subventions les plus importantes d'Italie. Le budget annuel de cette coopérative est de 22 millions de francs, qui lui viennent pour partie de la ville de Bologne (3,2 MF), de la région (1,8 MF) et de l'Etat (5,8 MF) ; 10 MF environ sont consacrés à la création et à l'accueil des spectacles de théâtre et de danse. Nuova Scena dispose à l'année de deux salles transformables (934 et 300 places), qui devraient accueillir cette saison 120 000 spectateurs, dont 30 % de moins de vingt-six ans, et 3 200 abonnés ; 95 personnes travaillent à Nuova Scena, qui ne dispose pas d'une troupe d'acteurs permanents.

généraliste taillé dans la chair d'un paysan descendant tout droit des Alpes juliennes. Il paraît errer dans Venise, ses vêtements noirs en loques et... le visage découvert, encadré de deux épaisses pattes noires et barré d'un foulard de corsaire. Bas les masques ! Nanni Garella n'inscrit pas sa mise en scène dans la tradition de la commedia dell'arte, ni dans la technique goldonienne du jeu *all'improvviso*, mais dans une esthétique déjà réformée, et plus que Goldoni ne l'avait lui-même souhaité. Ce sentiment est encore

d'Alessandro Haber, tout en ronds, faconde et violence viriles, que les cinéphilles français connaissent bien pour ses rôles aux ordres de Bertolucci, Taviani, Avati, Moretti... Sans jamais renoncer aux lazzi impertinents du personnage, il est à lui seul le basculement de la drôlerie à plus de noirceur, et surtout, perpétuellement affamé, un homme qui traverse le temps pour venir s'affaler sur le sol contemporain, urbain, de l'exclusion.

Olivier Schmitz

L'immobilité hypnotique de Douglas Gordon

Le vidéaste ralentit les films des autres pour créer ses propres œuvres

FLIES. Centre Georges-Pompidou. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés à partir de 10 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996. 35 F. Tél. : 44-78-12-33.

RECONSTITUTING JOHN FORD AND THE SEARCHERS. Palais des congrès de Lyon. Biennale d'art contemporain. De 12 heures à 19 heures ; vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 18 février 1996. 40 F. Tél. : 72-41-00-00.

Dans *Smoke*, le très beau film de Wayne Wang et Paul Auster, un écrivain feuillette sans comprendre les albums d'un photographe amateur, sans doute influencé par Andy Warhol, qui depuis cinq ans prend tous les matins, à 5 heures précises, une photo du même carrefour de Brooklyn. « Si tu ne ralentis pas, tu ne verras rien », dit le photographe. L'écrivain cesse alors de tourner les pages à la va-vite et, se concentrant sur quelques photos, voit surgir par-delà le temps un visage qui le bouleverse.

Douglas Gordon, artiste écossais qui ne travaille que sur des images de films « déjà faits », en les ralentissant, ressemble à ce photographe. Il prend par exemple un film d'Hitchcock, *Psychose*, et l'étire sur vingt-quatre heures. Et il projette ça (ce noeud coulant étrange toute action) sur un grand écran installé dans un lieu public. Avec un peu de patience, le visiteur apercevra quelques vacillements de lumière entre deux personnages quasiment immobiles, un début d'esquisse de commencement d'ébauche de mouvement. Pour la Biennale de Lyon, c'est *La Prisonnière du désert*, de John Ford, qu'il a ralenti, de telle façon que maintenant la projection du film dure cinq ans (durée des événements rapportés par le film).

Quel profit le visiteur peut-il tirer de la contemplation d'une image fixe, extraite du film ? Une réflexion (vertigineuse et primative à la fois)

sur le temps. Le temps perle d'ellipses de la narration romanesque et le temps continu en direct. En poussant l'élongation du temps du récit jusqu'à se confondre avec le temps de l'action, Gordon démontre par l'absurde la nécessité des ellipses, des lacunes. Quand on peut tout voir, on ne voit plus rien. Il faut que d'autres choses se soient jamais perçues, jamais vues, jamais sées, jamais racontées. Raconter, c'est oublier volontairement de grands pans du vécu.

Et même la télévision, avec le direct, ne procède pas autrement. Même quand elle filme un match de football, elle ne filme pas tous les joueurs en même temps. Douglas Gordon, avec ses images tellement ralenties qu'elles ont l'air totalement arrêtées, nous amène à espérer l'apparition d'un trou noir, d'une rupture du fil hyper-tendu de la narration sans faille. Asphyxiés de continuité, nous aspirons à un saut hors du temps.

IGGY POP DÉMÉNAGE

Si l'exercice est rude face à « son » Hitchcock ou à « son » Ford, il est beaucoup plus facile en présence de « son » Iggy Pop installé au sous-sol du Centre Pompidou. Là, pas besoin de grande gymnastique mentale pour éprouver le choc du ralenti, en percevoir le sens et jouir de ses avantages. Les images traitées sont celles d'un concert de rock, avec un chanteur particulièrement débridé.

Le ralenti découvre des zones de visibilité spectaculaires que le temps réel nous aurait dérobées. Et des zones nouvelles d'invisibilité : la disparition hors-champ du rocker, en temps réel, devait durer une ou deux secondes, le temps que la caméra le recadre vite fait : elle dure ici une bonne minute. Et cette absence soudaine et persistante se révèle colossalement significative et prodigieusement belle. L'importance du hors-champ devient évidente. A genoux, le chanteur plonge son bras à la recherche du

micro qu'il a jeté. Cette amputation du bras par le hors-champ dure plusieurs minutes : on n'est pas sûr que ce corps démembré réussisse à recomposer son unité. Mais si, le ralenti. Il se tient maintenant debout, statue étrange. Le ralenti sculpte le corps avec le burin du temps. Il faut aller au Centre Pompidou voir cette suite de Rodin d'aujourd'hui. Ces travaux d'Hercule moderne en pantalon de cuir. Le ralenti nous dévoile un héros inattendu sous

l'apparence chaotique d'un rocker déchaîné. Iggy Pop, Prométhée retrouvé !

Face aux contorsions du chanteur, deux mouches immenses sur deux autres grands écrans se frottent très très lentement les pattes (parfois on croit qu'elles sont mortes ou fixes). En fait ce bien nécessaire que l'artiste signale de façon aussi appuyée ses intentions d'entomologiste ?

Jean-Paul Fargier

Chaque samedi

France 3 Paris Ile-de-France

Samedi 6 janvier 11 h 50

TÉMOINS

Le magazine de Paris - Ile-de-France

Georges DUBY

historien, sera interrogé par Pascale SAUVAGE

3 Le Monde

Maison des Cultures du Monde

la Mama de New York présente

Egon Schiele

John Kelly

Révélation de la scène New-Yorkaise

du 4 au 9 janvier

101, BD RASPAIL-PARIS

45 44 41 42

GIBIERS DU TEMPS

Reprise exceptionnelle

13-14-15-16 janvier (intégrale le 13)

Théâtre de Gennevilliers

41 32 26 26

سكز من الإمل

Le dernier numéro d'« InfoMatin » devrait paraître lundi 8 janvier

ANDRÉ ROUSSELET devait proposer, vendredi 5 janvier, le dépôt de bilan d'InfoMatin, au conseil d'administration de la Société éditrice du quotidien, la Société d'édition du journal, dont il détient plus des trois quarts du capital (aux côtés du groupe suédois Marienberg, d'une filiale du groupe de Conrad Black, Hollinger de la Macif et du Monde). La décision devait être prise par le conseil d'administration lors d'un comité d'entreprise extraordinaire. Le choix d'André Rousselet intervient après un conflit avec le personnel de l'entreprise sur la diminution du nombre des jours de congé, alors que le journal a perdu 145 millions de francs en deux ans (Le Monde du 5 janvier).

Dans le numéro du quotidien paru vendredi, le rédacteur en chef, Marc Jégou, confirme à ses lecteurs qu'« InfoMatin vit peut-être ses derniers jours ».

La CFTD a demandé, jeudi, au Syndicat de la presse parisienne (SPP) « une commission nationale de conciliation pour essayer de trouver un ultime compromis ». En cas d'échec, la CFTD souhaite en « appeler publiquement à l'arbitrage du gouvernement, car les pouvoirs publics, garants de l'intérêt général, ne peuvent tolérer qu'un seul homme, quel qu'il soit, décide de l'avenir du pluralisme de l'information en France ».

Au moment où InfoMatin va disparaître, l'édition nationale du Parisien, baptisée Aujourd'hui, lancée en 1994, quelques jours avant le quotidien d'André Rousselet, devait se développer et prendre, à

partir du lundi 8 janvier, plus d'indépendance par rapport au quotidien phare du groupe Amaury. Cette édition, qui ne comprend pas les cahiers consacrés aux départements de l'Île-de-France, est vendue au prix de 3,70 francs.

SURVIS POUR « FRANCE-SOIR »

A partir de lundi, de six à huit pages de l'édition nationale seront donc différentes. La première et la dernière page, une page jeux supplémentaires, et, en fonction des circonstances, des pages rédactionnelles propres doivent permettre à l'éditeur de conquérir de nouveaux lecteurs en province. Une équipe autonome de six personnes, dirigée par Patrick Blain, se consacre désormais uniquement à Aujourd'hui.

A l'inverse de ce projet de développement, un autre titre de la presse parisienne vit des moments difficiles. France-Soir a obtenu un sursis de la part de son PDG, Yves de Chaisemartin, qui avait cet automne laissé planer la menace d'un arrêt du titre. Lors des vœux au personnel, mercredi 3 janvier, le numéro deux du groupe Hersant a invité l'équipe du journal à « se battre » pour continuer à vivre et à réaliser des économies substantielles, qui passeront par des réductions d'effectifs. M. de Chaisemartin, par ailleurs vice-président du Figaro, a annoncé une hausse prochaine du prix de vente du quotidien.

A. S.

(Lire notre éditorial page 12.)

M. Fillon s'intéresse au marché du numérique

A l'occasion de la présentation d'un rapport sur la « télévision par satellite », le ministre a souhaité redéfinir le rôle de France Télécom en préconisant une alliance du public et du privé

FRANCE TÉLÉCOM doit réorienter sa stratégie satellitaire dans le secteur de la télévision et France Télévision, M. 6, Arte ou TFI ne sauraient jouer un rôle isolaire sur ce nouveau marché des images numériques diffusées par satellite. Telles sont les deux missions que s'assigne François Fillon, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, de la poste et des télécommunications, au cours des semaines à venir. En outre, un large débat entre pouvoirs publics et acteurs du monde audiovisuel devrait avoir lieu prochainement dans le but de bâtir une stratégie française vis-à-vis de la télévision numérique diffusée par satellite. Ce marché, jusqu'à présent surtout potentiel, donnait lieu à une agitation brouillonne de la part de l'ensemble des acteurs - excepté Canal Plus - de l'audiovisuel français.

Jeudi 4 janvier, à l'occasion de la présentation du rapport de Georges Vanderchmitt sur « La télévision par satellite », François Fillon a estimé qu'il n'était pas trop tard pour que cela cesse. Il a donc souhaité que se crée en France une « alliance stratégique » entre « les différents acteurs publics et privés » de la télévision par satellite dans le but d'« assurer le décollage du marché du numérique ». Des réunions avec les chaînes, mais aussi avec le ministre de la Culture, Philippe Douste-Blazy, devraient être organisées dans les prochaines semaines.

Le rapport Vanderchmitt, destiné à tracer des lignes directrices pour l'action politique, définit tout d'abord la télévision numérique comme « un marché » : un million de paraboles existent déjà, deux pôles satellitaires, Astra et Eutelsat, sont en place, et les groupes audiovisuels français et étrangers mobilisent des capitaux importants pour occuper une part prépondérante de ce marché encore hypothétique. La demande du public pour une multiplication de l'offre audiovisuelle reste en effet incertaine.

UNE APPARENCE

La manière dont Astra et Eutelsat polarisent aujourd'hui le ciel du numérique va donc obliger le ministre à interroger France Télécom sur la politique satellitaire que l'entreprise publique a menée jusqu'à présent. Le rapport Vanderchmitt prend quant à lui position clairement et indique que, pour ce qui est de la télévision, « la position de leader de France Télécom sur le marché français n'est qu'une apparence ». Faute de spécialisation en télévision et en l'absence de certitudes quant à la stratégie suivie, l'opérateur français en matière de télécommunications n'a pas convaincu ses partenaires nationaux et étrangers.

Selon le rapporteur, l'entreprise de téléphonie devrait renoncer à développer une troisième génération de satellites Télécom et faire évoluer son rôle vers la prestation de services satellitaires. France Télécom assurera la liaison montante du signal numérique de Canal Plus vers le satellite Astra. Si cette évo-

lution stratégique en forme de camouflet se réalisait, France Télécom devrait cesser de concurrencer Eutelsat et serait amenée à nouer des relations avec Astra. Relations qui pourraient prendre la forme d'une participation en capital.

Le rapport Vanderchmitt a aussi le mérite de mettre en place des concepts pour penser la situation mouvante de la télévision numérique. Ainsi, la notion d'opérateurs de bouquet de programmes permet de faire une distinction entre des groupes, comme Canal Plus, Netbold, Murdoch, qui ont entrepris de maîtriser tous les éléments de la chaîne numérique (contrôle d'accès, catalogues de programmes, décodeurs, gestion des abonnés...) et de simples éditeurs de chaînes (chaîne Histoire pour l'INA-Arte par exemple), qui, tôt ou tard, rejoindront le bouquet d'un opérateur. La décision de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) d'abandonner toute ambition d'opérateur pour devenir un partenaire dans le futur bouquet numérique de Canalsatellite signale désormais la hiérarchie. En télévision numérique payante en Europe, la CLT ne jouera plus dans la cour des grands.

Quel rôle sera dévolu à la puissance publique ? Georges Vanderchmitt définit deux axes pour l'action politique. Les pouvoirs publics devront agir au niveau réglementaire pour préserver « la fluidité du marché » et aider à la présence de programmes en français. Dans le premier cas, il s'agit

d'aider Eutelsat à évoluer vers plus de souplesse afin d'éviter qu'Astra n'occupe une position hégémonique en Europe.

ÉVITER TOUT ABUS

Vis-à-vis des opérateurs de bouquet de programmes, le rapport conseille au gouvernement de garder un œil sur les problèmes inhérents au contrôle d'accès : dans la mesure où les opérateurs sont les seuls à maîtriser les techniques de codage du signal satellitaire, ils ont le monopole du contact avec le téléspectateur payant. Pour leur propre compte comme pour celui des éditeurs de programmes. Une action coordonnée en France et en Europe est donc nécessaire pour éviter tout abus de position dominante. Le rapport Vanderchmitt préconise aussi un second axe pour l'action politique : un soutien à la présence de programmes en français sur tous les continents.

François Fillon a indiqué qu'il se donnait trois ans pour bâtir une stratégie nationale avec l'ensemble des acteurs concernés. Il a ajouté qu'une mission d'étude sur le développement de la télévision numérique terrestre venait d'être confiée à l'ancien directeur général de Télédiffusion de France, Philippe Levrier. Cette mission devra « éclairer » le gouvernement « sur l'opportunité, les scénarii et les conditions possibles de développement technologique du numérique terrestre comme support audiovisuel ».

Yves Mamou

VENDREDI 5 JANVIER

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.20 Série : Rick Hunter.
16.20 Jeu : Une famille en or.
16.55 Club Dorothée Noël.
17.35 Série : La Philo selon Philippe.
18.05 Série : Les Années fac.
18.30 Le Miraculé de l'amour.
19.05 Série : Agence tous risques.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 Téléfilm : Théo la tendresse. D'Yves Amoureux. Sur la Côte d'Azur, un journaliste d'un grand quotidien régional doit enquêter sur la tentative d'assassinat d'un maire, et surtout supporter la nouvelle stagiaire que son patron lui impose.

22.45 Magazine : Sans aucun doute. Présenté par Julien Courbet. La vérité sur l'hypnose ; Les soldes ; Les hold-up.

0.25 Téléfilm : Tir croisé. De Tim Spring, avec Wings Hauser, Arnold Voslo. Un chasseur de primes doit capturer un dangereux psychopathe.

1.55 Journal, Météo.

2.10 Programmes de nuit. Histoires romanesques (et 4.15, 5.05) ; 3.05, 17.11 (et 4.05, 4.45) ; 3.15 Les Aventures du jeune Patrick Picaud (4.55, 4.55, Musique).

FRANCE 2

12.20 Jeu : Les Z'amours (et 4.45).
12.55 Météo (et 13.35).
12.59 Journal, Point route.
13.45 Série : Derrick.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.30). Rendez-vous au petit café français.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Quel de neuf, docteur ?
17.45 Cinéma : L'Horoscope. Film français de Jean Girault (1978).
19.15 Bonne nuit, les petits. Pimprenelle Lala.
19.20 Studio Gabriel (et 0.45).
19.59 Journal, Rallye Grande-Dakar, Météo, Point route.

20.55 Série : Les Cinq Dernières Minutes. Les Faux de la rampe, de Daniel Losset, avec Pierre Sanni, Jacques Martin. Au Théâtre de l'Empire, lors de la répétition de l'émission de Jacques Martin, on découvre le cadavre d'une danseuse. Massard doit sortir le grand jeu car, une fois n'est pas coutume, les suspects sont légers.

22.35 Magazine : Bouillon de culture. Rien de mieux que la poésie pour commencer nonante-six.
23.45 Journal, Météo.
0.00 Programmes de nuit. Dakar 96 : Le Brouac. 1.15, Envoyé spécial (rediff.) ; 3.15, Stratégie du silence, 3.40, Parc en coulisse, 4.05, 24 heures d'infos ; 4.20, Jeu, Pyramide ; 5.15, Crocodile Ballon.

FRANCE 3

12.35 Journal.
13.05 Divertissement : Je passe à la télé.
13.35 Série : Tous les garçons et les filles de leur âge.
14.45 Téléfilm : T'bonne et Fournard. De Louis Tegue.
16.15 Série : Docteur Doogie.
16.35 Dessin animé : Popeye.
16.45 Les Minikunus.
17.50 Sur la piste du Dakar.
18.20 Questions pour un champion.
18.25 Un livre, un jour. Deputé d'un serpent, de Roger Julien.
18.55 La 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.40 Le Journal du Dakar. En direct, 7^e étape : Zouerat-Azar (374 km).
20.45 Consomag.

20.55 Magazine : Thalassa. Les Géants du lagon, de Bernard Dussol, Christophe Aïraud et René Heuzey.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : Erik Orsenna.

22.55 Météo, Journal.
23.20 Magazine : Minibus. Présenté par Elise Lucet. Sport et sciences. Invité : Philippe Boisse. Reportages : Graines de champion ; Le Corps laboratoire ; Dream Team ; L'Envers du record ; Sport High Tech.

0.15 L'Heure du golf.
0.45 Les Cavaliers de la nuit. Le Miror des vanités.
1.35 Musique Graffiti (20 min).

M 6

12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : La Menace invisible. De Warren Hussell, avec Jason Miller, Stephen Collins. Un professeur d'histoire inséparable et aimé de sa personne, travaille à l'élaboration d'une bactérie anticancer et se heurte au maire de la ville qui considère ces travaux d'un mauvais œil.
15.00 Série : Deux flics à Miami.
15.55 Boulevard des clips.
16.30 Magazine : HIT Machine.
17.00 Série : L'Étalon noir.
17.30 Série : Une famille pour deux.
18.00 Série : Agence Acapulco.
19.00 Série : Code Quantum.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Capital 6 (et 23.25). Présenté par Emmanuel Châin.

20.45 Téléfilm : Relations dangereuses. De Martin Davidson, avec Virginia Madsen, Toni Mason. De retour chez lui après avoir passé un moment avec sa maîtresse, un séducteur quadragénaire découvre le corps sans vie de sa femme.

22.30 Série : Aux frontières du réel. Anasazi.
23.35 Magazine : Sexy Zap.
0.00 Série : Le Monstre évadé de l'espace. La Petite Fille prodige.
0.55 La Nuit sexy. Madonna, George Michael, etc.

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45.
12.30 La Grande Famille.
13.40 Le Journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : Little Buddha. Film franco-britannique de Bernardo Bertolucci (1993).
16.00 Le Journal du cinéma (rediff.).
16.05 Cinéma : Les Allumés de Beverly Hills. Film américain de Penelope Spheeris (1994). Avec Jim Carrey.
17.35 Court métrage : La Pucelle des sœurs.
17.55 Dessin animé, Mot.

En clair jusqu'à 20.35.
18.20 Série : Il était une fois... Le Vain Perle Canard. Dessinateur : Cécile.
18.30 Cyberflash.
18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Documentaire : Les Beatles par les Beatles (2/3).

22.15 Documentaire : Les Couilles du cinéma animalier. De Lizzy Bewick, Graham Booth et John MacVish.

22.55 Flash d'informations.
23.00 Full Metal Jacket. Film américain de Stanley Kubrick (1987). Avec Matthew Modine.

0.50 Le Géant de la steppe. Film soviétique d'Alexandre Pouchko (1956).
2.15 Cinéma : Poetic Justice. Film américain de John Singleton (1993, v.o.). Avec Janet Jackson.

4.05 Frankenstein Junior. Film américain de Mel Brooks (1974, v.o.). Avec Gene Wilder.

LA CINQUIÈME

12.00 Feuilleton : Sam et Sally (6/12).
12.57 Agenda de Noël.
13.00 La Cinquième Rencontre. Portrait 2.
13.27 Le Journal du temps (et 18.57).
13.30 Actualité locale (et 18.57).
13.35 Cinéma : Le Bal des maudits. Film américain d'Edward Dmytryk (1958). Avec Marion Brandt, Dean Martin, Montgomery Clift. L'occasion de retrouver l'acteur-comédien Dean Martin, qui vient de mourir à l'âge de 58 ans.
16.30 Célébration.
17.00 Les Enfants de Joëlle.
17.25 Documentaire : Jules Verne.
18.25 Le Monde des animaux. Steve et les chauves-souris.

ARTE

19.00 Documentaire : La Caravane des Tournes. Un peuple plus bagage, de Heidrun Seeger.

20.00 Magazine : Brut. Des images du monde, sans commentaires ni montage. Retour de ce magazine hebdomadaire, apparu en mai 1995, dont le principe est de montrer des images d'actualité dans une unité de temps, de lieu et d'action. Le plus « brut » possible, en quelques sortes.

Une séquence sur Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTJ, filmée pendant les grèves, une autre sur le labyrinthe du métro parisien...
20.30 8 1/2 Journal.

20.45 Téléfilm : Le Parroquet. De Ralf Huettner.

22.15 Documentaire : Titanic, le fin d'un rêve. De Melissa Jo Peltier.

23.50 Entretien. Guerre et après-guerre : la leçon yougoslave, avec Paul Garde et Christoph Berran.

0.40 Cinéma : La Valse de Paris. Film français de Marcel Achard (1949, N.). Avec Yvonne Printemps, Pierre Fresnay, Jacques Chénou (rediff.).

2.15 Musique : L'Opérette en trois temps. Actes 2 : valse et romance (rediff., 20 min).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ;
◻ Film à voir ;
■ Ne pas manquer ;
■ Chef-d'œuvre ou classique ;
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct, 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bourgeois. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Taratata. Invité. Le groupe Kassav. 23.50 Soirée libre. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.40 Coréa Rad, Aventure 95. De Frédéric Guichard. 20.35 Spalme (1/2) Révolutionnaire. De Jonathan Lewis. 21.30 L'Épave de la Chêne-audès des nuages. (4/4) Destin croisés. De Phil Agland. 22.30 Alice in London. Portrait de Bob Wilson. De Luis Matos. 23.25 Les Grands Maîtres de la photographie. (5/6) Bill Brandt. De Peter Adam. 0.00 Les Mises du monde. De Guy Richard (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Totalment cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 A bout portant. 21.45 Musiques en scènes. 22.15 Opéra : Simon Boccanegra. En trois actes de Giuseppe Verdi, enregistré au Royal Opera House de Covent Garden, à Londres, en 1991. 0.40 Aux arts et caetera (25 min).

CANAL J 17.25 Comédie Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. Spécial Nouvel An : 18.05, Rebus ; 18.10, Dodo, le retour (et 20.25) : L'Eau ;

18.20 Aventures dans un tableau. Fermées dans leur appartement d'Alger. 18.25 Série : Anna et le roi (et 20.30). 19.00, Extra large ; 19.25, Série : La Redac : Le Petit Lapon ; 19.50, Au revoir et à lundi ; 20.00 Série : Sans fard (25 min).

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Enchaînements. Le Rideau de fer. 21.55 Le Mieux au pire. 22.25 Chronique moscovite. 22.30 Série : Dream On. Théâtre de la relativité. 23.00 Série : Senféld. La Soupe. 23.30 Top baby. Sylvie Vartan. 0.10 La Semaine sur Jimmy. 0.20 Série : New York Police Blues (45 min).

SÉRIE CLUB 19.05 Série : Chapeau maison et bonté de cuir (et 23.00). Étrange hôte. 19.55 Série : Consaires et fibroscopie. La Revanche des boucaniers. 20.20 Série : Holmes et Watson. 20.45 Série : Spécial Direct (et 23.50). 21.40 Série : The Sweeney (et 0.40). Night Out. 22.30 Série : Alfred Hitchcock présente. Accident (30 min).

MCM 19.30 Zoom zoom. 19.55 Margazone. 20.00 Zoom zoom (suite). 21.00 Concert : Smashing Pumpkins. Enregistré à la Riviera de Chicago, le 23 octobre 1995. 22.30 L'Invité de marque. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).

MTV 19.30 Hanging Out. 20.00 Greatest Hits. 21.00 The Worst of Most Wanted. 21.20 Concert : Elio Costello Unplugged. Enregistré à Los Angeles, en juin 1991. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Cre-

matic. 23.30 Oddities Featuring the Head. 0.00 Panyzone (120 min).

EUROSPORT 19.00 Ski. En direct, US Pro Slo Tour 95/96, 4^e manche, aux Deux-Alpes (Isère). 20.00 Tennis. En direct, Tournoi messieurs de Doha (Qatar). Quarts de finale. 21.30 Rallye. En direct, Grande-Dakar 95. 7^e étape : Zouerat-Azar (374 km). 22.00 Attribut. Miss Fitness États-Unis. 3^e partie. Rediffusion. 23.00 Force athlétique. Résumé. Championnats du monde, à Pori (Finlande). 0.00 Karting. Résumé. Masters Indoor 1995, au POB. 1.00 Rallye. Résumé. Grande-Dakar 95 (90 min).

CINÉ CINÉMA 18.30 L'Accusé. Film français d'Abel Gance (1937, N.). Avec Victor Francen. 20.30 Bon Reddies. Film américain de Howard W. Koch (1959, N.). 21.50 Aïe jeunesse. Film américain de Henry King (1941, N.). 22.20 Ses trois amoureux. Film américain de Garson Kanin (1941, N.). Avec Ginger Rogers. 0.45 Virgile. Film français de Carlo Rini (1953, N.). 85 min. Avec Yves Robert.

CINÉ CINÉMA 18.10 La Bible à Hollywood. (2/2) 18.55 Téléfilm : Club Med. De Bob Giraldi (1985) avec Jack Scalia, Linda Hamilton. 20.30 Hollywood 26. 21.00 Top. Film américain de Barry Levinson (1992). Avec Robin Williams. 22.00 Masquerade. Film américain de Bob Swaim (1988, v.o.). Avec Rob Lowe. 0.30 Operation Dragon. Film américain de Robert Clouse (1973, 95 min). Avec Bruce Lee.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Le rock populaire. 4. Vers de nouvelles pratiques. 20.30 Radio archives. Paul Verlaine. 21.28 Poésie sur parole. Malcolm de Chazal (S). 21.32 Black and Blue. Un globe-trotter, avec Laurent de Wilde. 22.40 Nuits magnétiques. Les petites ondes. 0.05 Du jour au lendemain. Henri Cournot. 0.50 Musique : Coda. Art Ensemble of Chicago (S). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné en direct du nouveau Gewandhaus de Leipzig, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur, et émis simultanément sur les Radios de Sarrebruck et Berlin : Œuvres de Mahler : Lieder eines fahrenden Gesellen ; Symphonie n° 1 Titan. 22.00 Soliste. Yuri Bashmet, alto : Mélodie nordique pour cordes n° 1 op. 63 Dans le ton populaire, de Grieg ; Lachrymæ, réflexion sur un air de Dowland pour alto et orchestre op. 48, de Britten, par les Solistes de Moscou, dir. Yuri Bashmet. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Dumitrescu. Terzian. 23.07 Anis la nuit. Œuvres

de Glinka, Cui, Rachmaninov. 0.00 Jazz dub. Mel Lewis et The Jazz Orchestra, avec Clark Terry, Tom Harrell et Joe Lovano, à New York en 1980 et 1982. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Godard par la musique. Musique du film Le Mâle, extrait, de Delerue ; Quatuor n° 9, de Beethoven, par le Quatuor Vermeer ; Symphonie n° 3 Rhénane, de R. Schumann, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Georg Solti ; Concerto pour piano, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de Saint-Louis, dir. Walter Süsskind. Rudolf Firkušny, piano ; Musique du film Pirot le Fou, de Duhamel. 22.40 Les Soirées. (Suite). Musique du film A bout de souffle, extrait, de Solal, par Martial Solal et son orchestre ; Concerto pour la main gauche, de Ravel, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Claudio Abbado. Michel Beroff, piano ; La Nuit transfigurée, de Schoenberg, par l'Orchestre symphonique de Prossner, l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Claudio Chailly ; Vivaldi, pour ensemble de cuivres, de Delenda, par l'Ensemble de cuivres des Hauts de France, dir. Alexis Malotikhine. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Retou

5021 من الإجمالي

Shirley 1.50

Retour sur l'imposture albanaise

Le magazine de France 2 « La 25^e Heure » jette un éclairage sur la vie d'Enver Hodja à l'aide de témoignages et de récits d'anciens compagnons du dictateur communiste

PEU DE PAYS européens, après la seconde guerre mondiale, sont restés aussi longtemps et aussi hermétiquement fermés que l'Albanie. L'artesan de cet isolement, qui n'eut rien de splendide, porte un nom, symbole, pendant quarante ans, de l'existence même du « pays des aigles » : Enver Hodja. Les documents sur l'histoire récente de ce petit État montagnard de la péninsule balkanique sont suffisamment rares pour que le film réalisé par Jean-Louis Berdot, *Enver Hodja ou l'imposture albanaise*, retienne l'attention.

Le responsable de la méconnaissance relative du régime « marxiste-léniniste » de Tirana jusqu'à sa chute, en 1992, fut son chef lui-même. A la mort du dictateur, en 1985, certains de ses biographes le reconnurent sans tarder : ils étaient bien en peine d'en tracer un portrait. Pendant son règne, il n'avait pratiquement permis à aucun journaliste étranger de l'interroger ou de l'approcher. Les observateurs en étaient donc réduits à se référer à l'historiographie officielle. On pouvait se douter que celle-ci n'avait qu'un rapport incertain avec la réalité. Le document diffusé par France 2 confirme ce soupçon.

Du vivant d'Enver Hodja, la propagande faisait remonter son engagement communiste à l'époque de son séjour en France, au début des années 30. Après avoir abandonné des études de sciences de la nature à Montpellier, sans diplôme, il était censé avoir « fréquenté le milieu des ouvriers, les



cerclés d'éducation marxiste et avoir approfondi sa réflexion sur les leçons de la Révolution française et l'expérience de la Commune de Paris ». Ce n'est pas le souvenir qu'en a gardé l'un de ses amis d'alors, Hasan Jero, qui, pendant cette période, le fréquenta quotidiennement. Non seulement Enver Hodja, fatigué par des soirées de palabres avec des compatriotes dans des cafés, « passait ses matinales à dormir » dans sa chambre du quartier Laski, mais encore « il ne savait même pas où se trouvait le siège de l'Humanité et ne connaissait pas le nom de Paul Vaillant-Couturier », son rédacteur en chef.

Couple de militants communistes de la première heure, ayant vécu en France dans ces années-là et inscrits au PCF dès 1933, Flora et Ymer Dishnica n'ont pas plus gardé dans leur mémoire de trace d'une quelconque activité « marxiste » d'Enver Hodja pendant son séjour parisien. Ils s'en souviennent avec le futur « soleil » de l'Albanie vers 1937-1938, à Tirana. Ymer Dishnica fut écarté du pouvoir lors d'une des premières purges du nouveau régime, installé en 1946. Entre-temps, Enver Hodja, devenu par un heureux concours de circonstances secrétaire général provisoire du PC al-

banais, fondé en octobre 1941, avait pris une part active à la résistance contre l'occupation italienne et il était entré en triomphe dans Tirana, le 29 novembre 1944, comme commandant en chef de l'armée de libération.

Le sort de Hasan Jero devait être très différent. Bien qu'ayant participé, en mai 1947, lors d'une vague de répression qui frappa entre 3 000 et 4 000 personnes et passa vingt-sept années en prison. Autre témoin, Todd Lubonia, ancien intime d'Enver Hodja pendant la guerre, ancien directeur de *Zeri i popullit* (La Voix du peuple), fut accusé, en 1974, entre autres accusations, d'être à la fois « un espion de Londres, de Paris, de Moscou et de Belgrade » et condamné à quinze ans de prison. A l'annonce du jugement, il s'écria : « Vive le socialisme scientifique ! » Un de ses gardes lui rétorqua avec condescendance : « A quoi bon ? Nous avons déjà le socialisme d'Enver Hodja. »

Ce régime, qui avait fini, dans son isolement paranoïaque, par prétendre atteindre seul, loin des déviations stalistes, moscovites, voire maolistes, la pureté absolue du marxisme-léninisme, ne fut au fond qu'un nationalisme claudique.

Manuel Lucbert

★ « La 25^e Heure » : Enver Hodja ou l'imposture albanaise, France 2, samedi 6 janvier à 1 heure.

Valéry le tenace

par Luc Rosenzweig

CEUX QUI AVAIENT vingt ans en 1974 en ont aujourd'hui quarante et des poussières. C'est pour eux, qui constituent l'épine dorsale de la société française active, qu'une loi, ma foi fort bien venue, impose 40 % de chansons françaises sur les ondes. Cela permet à d'authentiques vedettes comme Johnny Hallyday, Jacques Dutronc ou Nino Ferrer de prolonger leur carrière à l'abri des assauts de la variété anglo-saxonne.

Il était donc normal que le service politique de France 2 apportât sa contribution à l'œuvre de protection des vieilles gloires en faisant de Valéry Giscard d'Estaing l'hôte d'un invité spécial pour sa première édition de 1996. Le couple Jean-Luc Manno-Alain Duhamel donnait vraiment l'impression de faire œuvre charitable en donnant un écho aux derniers combats du quichottesque de l'ex-président de la République, qui s'accroche à son fauteuil de président de l'UDF.

Ce que dit Giscard n'est pourtant pas tout à fait intéressant. Derrière le parler chuintant d'Auvergnat corrigé 16, il y a une réelle pensée sur la France, son rôle dans l'Europe et dans le monde, fondée sur l'expérience et la réflexion. Mais quel qu'il fasse ou qu'il dise, on ne peut s'empêcher de penser que cet homme brillant n'est plus à sa place, que son message serait mieux entendu s'il venait d'un lieu à l'abri des aléas de la politique politicienne.

Dans d'autres pays, les an-

ciens détenteurs du pouvoir qui ont passé la main, volontairement ou non, exercent leurs talents comme *elder statesmen*, une expression qui n'a pas d'équivalent français satisfaisant, que l'on pourrait traduire par « homme d'Etat émérite ». Les anciens complices de Giscard dans la conduite des affaires du monde ont tous, ou presque, réussi leur reconversion : Helmut Schmidt est devenu patron de presse en dirigeant le prestigieux hebdomadaire allemand *Die Zeit*, Jimmy Carter se signale par une activité débordante de pompier international, Margaret Thatcher poursuit sa carrière d'imprécatrice du haut de son fauteuil à la Chambre des lords.

La France n'a jamais su donner à ses politiciens blanchis sous le harnois une place où ils pourraient se rendre utiles. Résultat : ils s'accrochent ou meurent à la tâche, faisant de notre pays la Chine de l'Europe en matière de gérontocratie. Valéry Giscard d'Estaing avait pourtant indiqué jadis que sa plus grande ambition eût été d'être Maupassant, ce qui aboutit à la publication, l'an passé, d'un roman de gare signé de son nom qui provoqua les sarcasmes du Tout-Paris littéraire. Faute d'en être écrivain, le challengeur malheureux de Roger Quilliot, maître PS de Clermont-Ferrand, est devenu le héros d'un roman virtuel, d'une saga moderne qui attend son Homère. Mais attention : en refusant d'être Nestor, on peut finir Thersite...

TF 1

12.50 *Météo, Journal*.
13.15 *Magazine : Reportages*. Sur la piste des Papous, de Jean-Pierre Durieux et Philippe Botiglion.
13.55 *L'homme qui tombe à pic*.
14.50 *Série : Mac Giver*.
15.35 *Série : Melrose Place*.
16.25 *Trente millions d'amis*.
16.55 *Sport : Football*. En direct. 8^e de finale de la Coupe de la ligue : Olympique de Marseille-AS Saint-Etienne à Marseille ; 17.00, Coup d'envoi ; 17.45, Mi-temps ; 18.00, 2^e période.
Nostalgie au stade-vélodrome. L'affiche n'est plus ce qu'elle était mais l'intérêt de ce match sera de jauger, face à une équipe moyenne de première division, la valeur actuelle d'une équipe qui fut, il y a moins de trois ans, championne d'Europe.
18.55 *Série : Alerta à Malibu*.
19.40 *Divers : Vidéo gag*.
20.00 *Journal, Tiro*.
La Minute hippique, *Météo*.

20.45 *Divers : Les Années 60*. Présenté par Jean-Pierre Foucault.
22.45 *Téléfilm : L'Arme suprême*. De Charles T. Kanganis.
0.25 *Sport : Basket-ball*. Buckle Champions Challenge.
1.10 *Journal, Météo*.
1.25 *Programmes de nuit*. Histoires naturelles (5.05) ; 2.20, TF 1 nuit (et 3.20, 4.00, 4.30) ; 2.30, Les Aventures du jeune Patrick Pazard (5.05) ; 3.30, Intrigues (et 4.10) ; 4.40, Musique.

FRANCE 2

12.20 *Jeu : Les 2 Amours* (et 4.00).
12.50 *Météo* (et 13.35).
12.55 *Point route, Journal*.
13.40 *INC*.
13.45 *Savoir plus santé*. Les insomnies.
14.40 *L'ABC des plantes*.
14.45 *Documentaire : Le Harem du Sultan d'Éthiopie*.
15.40 *Tiercé*. En direct de Vincennes.
15.55 *Série : Viper*.
16.45 *Série : Dans l'œil de l'espion*. La Dague maléfique.
17.35 *Série : L'Infort*. Un ennemi de longue date.
19.00 *Magazine : La France en écho*.
19.50 *Tirage du Loto* (et 20.40).
19.59 *Journal*. Rallye Grande-Dakar, *Météo*.
20.45 *Divers : N'oubliez pas votre brassard à dents*. Présenté par Negut.
22.55 *Divers : Faux et usage d'infos*. Avec Alphonse Boudard, Amanda Lear, Paul-Loup Sulitz.
0.05 *Journal, Météo*.
0.15 *Dakar 96 : Le Bivouac*.
1.00 *Magazine : La 25^e Heure*. Enver Hodja ou l'imposture albanaise, de Jean-Louis Berdot.
1.55 *Programmes de nuit*. *Soko* ; 2.45, Documentaire : Les Échos de la nuit ; 3.35, Jeu : Pyramide ; 4.30, Voligeur du Mont-Blanc ; 4.45, Bouillon de culture (rediff.) ; 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

11.50 *Télévision régionale* (et 13.00, 15.00, 16.45).
12.35 *Journal*.
14.05 *Série : Le Retour de Sherlock Holmes*.
17.45 *Sur la piste du Dakar*.
18.20 *Questions pour un champion*.
18.50 *Un livre, un jour*. Dix chefs-d'œuvre de l'érotisme.
18.55 *La 19-20 de l'Information*. A 19.06, Journal régional.
20.05 *Jeu : Fa si la chance*.
20.35 *Tout le sport*.
20.40 *Le Journal du Dakar*.
20.55 *Téléfilm : La Colline aux mille enfants*. De Jean-Louis Lorenzi, avec Patrick Karyal, Olivier Piccoli. Pendant l'Occupation, dans un village des Cévennes, les habitants s'organisent pour sauver des enfants juifs.
22.55 *Les Dossiers de l'Histoire*. Les deux morts de Staline, de William Karel et Claire Jouteur.
23.55 *Météo, Journal*.
0.20 *Documentaire : Paris Black Night*. D'Yves Billaud. Paris, lieu de rencontre privilégié des musiciens noirs de toutes origines.
1.15 *Musique : Graffiti*. Variations sur un thème de valse de Diabelli, par Georges Poudemacher, piano (20 min).

M 6

12.20 *Série : Madame est servie*.
12.55 *La Saga des séries*.
13.00 *Série : Pour l'amour du risque*.
14.05 *Série : Supercopier*.
15.10 *Série : Bookers*.
16.15 *Série : Les Champions*.
17.15 *Série : Chapeau melon et bottes de cuir*.
18.10 *Série : Amicalement vôtre*.
19.05 *Magazine : Warning*. Huit minutes consacrées aux voitures dites « d'exception ». *Turbo*. Le coup de cœur : Motoneige au Canada ; L'enquête : Le permis à points ; Les brèves : Le dossier : Découverte du Salon de la moto à Tokyo ; Techno : Le TVR Griffith 500 ; La rubrique du téléspectateur.
19.54 *Six minutes d'informations*, *Météo*.
20.00 *Jeu : Le Grand Zap*.
20.35 *Magazine : Hot Forms*. Arrêt de fumée. Le Régime après les fêtes.
20.45 *Série : Aux frontières du réel*. Nous ne sommes pas seuls (épisode pilote). Gorge profonde. Compressions.
23.25 *Série : Les Contes de la crypte*. Le Vampire récalcitrant. La Peinture au sang.
0.30 *Dance Machine Club*. Le techno, invité : Diana King.
1.00 *Magazine : HFR Dance*.
1.30 *Musique : Boulevard des clips* (et 5.15).
3.00 *Rediffusions*. Jazz 6 ; 3.55, Black Ballad ; 4.45, El Tiempo pasa.

CANAL +

En clair jusqu'à 14.00.
12.25 *Flash d'informations*. (et 19.05, 22.05).
12.30 *L'Hebdo de Michel Field*.
14.00 *Sport : Basket*. Levallois-Châtel. Match de championnat de France.
16.00 *Surprises* (et 4.55).
16.10 *Téléfilm : La Trilogie de Robin des Bois*. Les Nouvelles Aventures. De Robert Day.
17.45 *Documentaire : Le Dernier Festin du crocodile*. De David et Carol Hughes.
En clair jusqu'à 20.30.
18.40 *Dessin animé : Les Simpson*.
19.10 *Cinet* (et 19.45, 20.20).
19.15 *C'est pas le 20 heures*.
19.49 *Les Sales Blagues de Vuillemin*.
19.50 *L'Œil du cyclone*.
20.25 *Magazine : Pas si vite !*
20.30 *Téléfilm : La vérité est un vilain défaut*. De Jean-Pierre Salomé.
22.15 *Magazine : Jour de foot*.
23.00 *Sport : Boxe*. Réunion en direct de Levallois. Championnat d'Europe des poids super-welters : Laurent Boudouani (France) - Javier Castillejo (Espagne).
0.00 *Le Journal du hard*.
0.10 *Cinéma : Citizen Shana*. Film français, classé X, de Marc Dorcil (1994).
1.45 *Le Grand Saut*. Film américain de Joel Coen (1993, v.o.).
3.30 *Noël chez les Muppets*. Film américain de Brian Henson (1993, v.o.).

LA CINQUIÈME

12.00 *Planète blanche*.
13.00 *Rintintin*.
13.30 *Va savoir*. Dans le sillage de la coquille Saint-Jacques.
14.00 *Téléfilm : Les Disparus de Saint-Agil*. De Jean-Louis Benoît, avec Michel Frenay, Michel Gelin.
15.30 *Documentaire : Les Frères Jacques*.
16.00 *Documentaire : Harfang*. Le Prince des neiges.
17.00 *Feuilles sur court*.
17.30 *Még S*.
18.00 *Arrêt sur images*.
18.50 *Le Journal du temps*.
En clair jusqu'à 20.30.
19.00 *Série : Rowan Atkinson Live*.
19.30 *Histoire parallèle*. Les actualités entre renouveau et tradition.
20.20 *Le Dessous des cartes*. Italie : l'histoire [1/2].
20.30 *6 1/2 Journal*.
20.45 *Série : Du rouge à lèvres sur ton col*. [1/6] De Dennis Potter. L'action de cette série britannique a succédé se situe à Londres à la fin des années 50. Tandis que les adultes s'inquiètent des problèmes liés à la crise de Suez, les jeunes rêvent d'amour et de rock'n'roll. Grand prix Europa des séries 1983.
21.45 *Magazine : Métropolis*. Les Guignols de l'info russes ; Journal d'un peintre : Paul Reberoye ; L'Abécédaire de Gilles Deleuze.
22.45 *Magazine : Music Planet*. Pop Galerie : Queen [1/2].
23.45 *Téléfilm : La Mort bleue*. D'Ive Janson. Une biochimiste enquête sur une eau polluée qui serait responsable du décès de plusieurs nourrissons.
1.15 *Cartoon Factory*.
1.45 *Cours mémoires d'animation : 7^e art*. [2/7] Estonie-Russie. Floriture, de Garl Barline (17 min) ; L'Enfer, de Rein Raamat.
2.10 *Magazine : Reportage*. Les Couilles de l'Info, d'Agnès Poirier et Aubin Hest (rediff., 30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 *Météo* des cinq continents (et 22.00). 19.30 *Journal de la RTBF*. En direct. 20.00 *Téléfilm : Le Pays du soleil levant*. De Laurent Heynemann (1988) avec Fanny Ardant, Bruno Cremer. 21.30 *1984*. 22.05 *Journal de France 2*. Édition de 20 heures. 22.30 *Filles la fête : la fête brésilienne*. Rediff. de France 2 du 31/12/95. 0.35 *Journal de France 3*. Édition Soir 3 (25 min). *PLANÈTE* 19.40 Le Club de Fidel Castro. De Marc de Beaufort et Yezid Campos. 20.35 *Chemin de fer* [1/12] De Santos à Santa Cruz. De Michael Houldby. 21.35 *Saint Bernard et les domaines célestiens en Europe*. [2/2] La Puissance et la Gloire. De Lorenz Soler. 22.00 *Cosica Raid*. Aventure 95. De Frédéric Guichard. 22.55 15 jours sur Planète. 23.20 *Staline*. [1/2] Révolutionnaire. De Jonathan Lewis. 0.15 *Le Japon, la Chine au-delà des nuages*. [4/4] Destins croisés. De Phil Agland (60 min). **PARIS PREMIÈRE** 19.00 *Top-Flop* (et 22.00). 19.30 *Stars en stock*. 20.00 *Eco*, éco et quoi ? 20.30 *Le Cadre Noir de Saumur*. 22.25 *Paris dernière*. 23.20 *Betty Page*. De Gilles Boagaerts, Clémence Barret et Jean-Baptiste Emeric. 23.45 *Hollywood and the*

Strippers. De Jeff et Tom Forrester. 0.25 *Musiques en scènes*. 0.55 *A bout portant*. Jo Privat (65 min). **CANAL 1** 17.30 *Série : Le Vain Petit Canard*. 17.55 *Captain J*. 18.00 *Les P'tits Fous*. Julien, l'enfant de la glace. 18.15 *Regarde le monde*. 18.30 *Tarmac*. 19.00 *Série : Les Trois*. 19.30 *Prince Vaillant*. 20.00 *Princesse grenouille*. **CANAL JIMMY** 21.00 *Série : Angela*, quinze ans. Opération à cœur ouvert. 21.50 *Série : Le Frelon vert*. La Machine à rêves. 22.10 *Chronique du chrome*. 22.20 *Allo Jimmy*, spécial 5^e anniversaire (60 min). 23.20 *Quatre en un*. 23.50 *Série : Route 66*. 0.40 *Série : Palace* (65 min). **SÉRIE CLUB** 19.05 *Le Club*. 19.15 *Série : Models Inc*. 19.55 *Série : Miami Vice*. 20.45 *Série : Schimanski*. 22.20 *Série : Commando Garrison*. 23.10 *Série : Au-delà du réel*. Aventure continue. Le Démon de l'amour. 23.50 *Série : Miss*. 0.45 *Collection George Sand*. Les Matrices sonores. *Téléfilm* de Lazzaro Gialli (105 min). **MCM** 19.00 *CinémaScope*. 19.15 *Clips non-stop* (et 20.30). 19.30 *L'Invité de marque*. 20.00 *Eurotrash*. 22.30 *MCM Dance Club* (210 min). **MTV** 19.00 *European Top 20 Countdown*. 21.00 *First Look*. 21.30 *Musé Vidéo*. 23.30 *The Zig & Zag Show*. 0.00 *Yo ! MTV Raps* (120 min).

EUROSPORT 9.20 *Ski*. En direct. Coupe du monde : slalom géant dames. 1^{re} manche, à Maribor (Slovénie) ; 10.50, slalom géant messieurs. 1^{re} manche, à Flachau (Autriche) ; 12.20, slalom géant dames. 2^e manche, à Maribor ; 13.10, Saut à ski, tournoi des quatre Temples. 4^e manche, à Bischofshofen (Autriche). 19.00 *Speedworld*. 19.25 *Basket-ball*. En direct. Championnat de France Pro A : 16^e journée. Antibes-Racing-PSG. 21.15 *Patinage artistique*. En direct. Championnats de France, à Albertville (Gaviole). 22.30 *Super-cross*. En direct. Indoor de Dortmund (Allemagne). 23.30 *Rallye*. Résumé (et 1.00). *Grande-Dakar 96*. 8^e étape : Atar-Zouerat (511 km). 0.00 *Saut à ski*. Résumé (60 min). **CINÉ CINÉFIL** 18.35 *Born Rockers*. Film américain de Howard W. Koch (1959, N, v.o.). 19.55 *Actualités*. *Partie 2*. 20.50 *Le Club*. André Dussollier. 22.05 *Hollywood Backstage*. 23.00 *Confession à un cadavre*. Film britannique de Seth Holt (1965, N, v.o.). 0.35 *Quasimodo*. Film américain de William Dieterle (1939, N, v.o.). 1.15 min. **CINÉ CINÉMAS** 18.45 *Avec Krzysztof Kieslowski*. 19.40 *Le Bazar de Ciné Cinémas*. 20.30 *Téléfilm : Les Années du Pacifique*. [1/2] De Ray Aldin. 21.55 *Ciné Cinémas*. [2/2] *L'Empereur du Nord*. Film américain de Robert Aldrich (1973, v.o.). 0.55 *Téléfilm : Black Extrêmes*. Classé X (90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 *Le Temps de la danse*. Les amateurs de la danse en France. 20.30 *Photo-portrait*. Euphrosine Dioxadis (Les Portraits du Fayum). 20.45 *Fiction*. Sextine, d'André Targé. 22.35 *Musique : Opus*. Eric Watson ou la querelle des éléments. 0.05 *Fiction*. Tard dans la nuit. Appassionata, de Jacques-Pierre Amette. 0.55 *Chronique du bout des heures*. 1.00 *Les Nuits de France-Culture* (rediff.). **FRANCE-MUSIQUE** 19.05 *Opéra*. Festival de Bayreuth. Donné le 2 août 1995, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Giuseppe Sinopoli : Parsifal, de Wagner. Placido Domingo (Parsifal), Uta Priew (Kundry), Franz Mazura (Klingsor), Hans Sotin (Gurnemanz), Matthias Hölle (Titurel). 22.45 *Entracte*. 23.20 *La Bel Aujourd'hui*. Concert donné le 16 décembre 1995, salle Olivier Messiaen à Radio-France : Homéomorphismes (création mondiale), de Ratu ; Trois chants pour un Noël sur des poèmes de René David (création), de Lejeu, par la Maîtrise de Radio-France, dir. Denis Dupays ; Sonate pour violon et piano

(création), de Nigg, Tran Gnoc, violon, Brigitte Vendôme, piano. 1.00 *Nuit de musique traditionnelle*. Emission spéciale. Les Rois Mages. Extraits d'archives relatives au thème de l'épiphanie. **RADIO-CLASSIQUE** 20.40 *Transcriptions et arrangements*. Quatuor n° 11, de Beethoven, par les Solistes de Moscou ; Sextuor n° 1, (2^e mouvement), de Brahms, Ax, piano ; Aimer, boire et chanter, de J. Strauss fils, par le Quatuor Alan Berg ; Deux préludes chorals, de Schoenberg, par l'Orchestre de la Radio bavaroise, dir. Tilson-Thomas ; Variations chorales BWV 769, de Bach, par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Ozawa ; Prélude, de Chostakovitch, par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. Stokowski ; Casse-Noisette, extrait, de Tchaïkovski, Martha Argerich et Economou, pianos ; Préludes op. 28, de Chopin, par l'Orchestre de la Radio symphonique de Berlin, dir. Rickenbacher. 22.35 *Da Capo*. Glenn Gould. Concerto op. 42, de Schoenberg, par l'Orchestre symphonique de la CBC, dir. Craft ; Sonate n° 3 op. 92 n° 4, de Krenek ; Sonate avec poème, de Hindemith, Mason Jones, cor ; Concerto italien, de Bach ; Symphonie n° 6 (transcription de Liszt), de Beethoven. 0.00 *Les Nuits de Radio-Classique*.

